

RELATIONS COMMERCIALES

ENTRE LA

ROUMANIE & L'AUTRICHE-HONGRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 30 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

D. GREGORI-BARBU

Président : ALGLAVE, professeur

Suffragants } MM. DESCHAMPS, professeur
 } HITIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL & BILLARD

MARCHAL & GODDE, Successeurs

ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, Place Dauphine (1^{re})

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

RELATIONS COMMERCIALES

ENTRE LA

ROUMANIE & L'AUTRICHE-HONGRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 30 Juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

D. GREGORI-BARBU



Président : ALGLAVE, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
HITIER, professeur

PARIS

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE

MARCHAL & BILLARD

MARCHAL & GODDE, Successeurs

ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, Place Dauphine (1^{er})

1911

PRÉFACE

Nous nous proposons de retracer l'évolution douanière de la Roumanie dans ses rapports avec l'Autriche-Hongrie.

Mais il y a deux Roumanies : la Roumanie simple nationale et la Roumanie puissance souveraine. Suivant que l'on considère l'une ou l'autre, le point de départ de l'histoire douanière varie. Expliquons-nous. La Roumanie n'existe comme puissance en droit international que depuis le traité de Berlin. Mais ses aspirations à l'autonomie datent de longtemps et elle avait réussi à se faire reconnaître comme entité spéciale dès 1861, date où les deux principautés qui la composaient avaient, conformément aux traités d'Andrinople (1829) et de Paris (1856) apporté librement leur choix sur un même prince. Dès lors, la Roumanie est une : elle est encore vassale de la Turquie, mais c'est une vassale jouissant du privilège de légiférer à l'intérieur d'une façon autonome. Précieux privilège dont elle usera très habilement ! N'est-ce pas en effet se borner à faire un acte de législa-

tion interne que d'établir un tarif ? La Roumanie se contentera d'élaborer un tarif différent de celui de la Porte. Elle ne conclura point de convention : c'est là un droit de souveraineté qu'elle ne saurait s'arroger. Mais justement, on peut, en matière de douanes, s'abstenir de convention et cependant créer une situation qui oblige les puissances comme si elles avaient contracté : le tarif autonome présente cette particularité de n'être qu'un acte de législation interne, mais qui équivaut à un acte de souveraineté extérieure, car il s'impose aux puissances. C'est ce curieux échappatoire qu'a choisi la Roumanie pour affirmer son individualité dans le concert des nations. Il était donc intéressant de remonter à cette date où la Roumanie a forcé les portes du droit des gens. Nous verrons comment une courageuse nationalité a préparé l'indépendance par la ruse, avant de la conquérir par les armes.

Nous avons dit comment nous entendions l'un des deux termes de la question : la Roumanie. Il s'agit maintenant de dire comment nous entendons l'autre : l'évolution douanière.

Nous pourrions nous contenter de narrer l'histoire des traités avec l'Autriche-Hongrie et d'analyser leurs clauses. Mais ne convient-il pas de voir comment un jeune pays a su mériter cette indépendance qu'il eut tant de peine à conquérir ? Et pour cela, il y a lieu de montrer d'où il est parti et où il est

arrivé grâce aux tarifs de douane et aux traités avec l'étranger. En étudiant ces traités, en recherchant comment et pourquoi ils ont été conclus, en suivant leurs effets, ne pourra-t-on pas déduire des leçons pour l'avenir ? Nous l'essayerons : il est toujours bon de tirer une morale des faits.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

RELATIONS COMMERCIALES

ENTRE LA

ROUMANIE & L'AUTRICHE-HONGRIE

CHAPITRE PREMIER

PÉRIODE ANTÉRIEURE A 1875

§ 1. — *Moldavie et Valachie*

Le pays qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de Roumanie est en grande partie constitué par deux anciennes principautés : la Moldavie et la Valachie. Elles étaient bornées au nord-ouest par les Karpathes, au nord par les Alpes de Transylvanie, au sud par le Danube, à l'est par le Danube et le Pruth. Le tout formait un territoire de 129.947,2 kilomètres carrés, peuplé en 1860 de 4.425.000 habitants et en 1875 de 4.754.000.

La Moldavie est comprise entre les Karpathes et le Pruth. A côté des sapinières et des champs de chardons, ce territoire présente de gras pâturages et de riches cultures. « Si loin que s'étendent les

regards, et pendant des lieues, ce ne sont que des mamelons et d'immenses ondulations sans arbre et sans ombre. La terre n'égare pas une parcelle de sa sève en beautés inutiles. Sa tâche est de pousser du blé, du maïs, de l'orge, toutes les céréales : elle accomplit sa tâche avec une sorte d'ivresse concentrée et de sombre joie. Elle ne se désaltère pas aux eaux des rivières et des lacs. Sa sobriété se contente des averses : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » Elle est riche : deux mois de sécheresse n'ont pas encore pâli et desséché ses mottes noires, grasses et fumantes. Elle a le sauvage aspect des déserts qui produisent de l'or (1). « Si l'on ajoute la vue des moutons à la queue leu leu, presque immobiles, qui broutent le long des pentes, la tête sous l'arrière-train de celui qui les précède, afin d'y trouver un peu d'ombre », et les défilés de grands bœufs à la robe blanche, on aura une idée suffisante de l'aspect de la Moldavie. Voici maintenant la description de la Valachie qui s'étend au nord du Danube : « Les champs de maïs ondulent, ombragés jusqu'au ras du ciel d'îlots d'arbres qui s'égrènent devant cette mer libre. Les charrettes y passent, pareilles à des tortues dont on distingue à peine les petites têtes mobiles ; et cette plaine est traversée d'une large rivière où le coucher

1. André Bellessort, *A travers la Roumanie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1905, 2, XXVI, p. 92).

du soleil enflamme le poil roux des bœufs dans les eaux basses du gué et fait resplendir la faux sur l'épaule du laboureur. Et cette rivière a son « zévoi ». On appelle « zévoi » les bois de saules qui en recouvrent les lits abandonnés... Ce sol n'y produit que de l'herbe ; mais, comme ces arbres légers et pâles, elle a poussé dans des lits de torrents, dans le « zévoi » des invasions, paysage infini où les yeux aiment à se poser sur le tremblement des saules (1).

Ces horizons sont assez reposants pour avoir exercé sur l'esprit des Roumains une influence très calmante. Et, de fait, les descendants des soldats et colons de Trajan ont des mœurs douces : ils aiment les joueurs de flûtes et les diseurs de contes ; ils préfèrent à ces contes les ballades passionnées et les idylles mélancoliques. Cet état d'âme est le résultat d'un compromis entre un caractère tranquille et une série presque ininterrompue de terreurs. « Ses longues souffrances ont poli la race roumaine. On s'étonne de rencontrer dans des êtres qui furent si constamment malheureux et si ployés par l'épouvante une inspiration si délicate. Ces misérables s'arrêtaient dans leur fuite pour respirer l'odeur d'une fleur sauvage (2). » Et ils reprenaient toujours courage. Le

1. André Bellessort, *id.* (*Revue des Deux-Mondes*, 23 XXV p. 871-872).

2. André Bellessort, *id.* (*Revue des Deux-Mondes*, 2, XXV, p. 865).

paysan de ces terres a une profonde réserve d'énergie et l'histoire douloureuse de ces pays longuement éprouvés suffit à le prouver.

§ 2. — *L'évolution historique de la Roumanie*

Il faut une courte et vibrante esquisse de cette rude épopée. Nous l'emprunterons à un écrivain au style vivant (1).

« Notre histoire se divise en trois grandes périodes : la première qui s'étend des origines à la fin du ^{xvii}^e siècle, confuse, sanglante, barbare, héroïque. Nous sommes balayés par les invasions. Toutes les hordes qui s'abattent sur l'Europe, les Roumains en sont les brise-lames. Puis les Russes, les Autrichiens, les Polonais, les Hongrois, les Turcs s'acharnent contre nous, et nos boyars s'acharnent contre eux-mêmes... Comment avons-nous persisté ? Il y a du miracle dans la vie de notre peuple. La seconde période part du ^{xviii}^e siècle. Les Turcs qui n'ont pu nous anéantir, ont cependant réservé sur nous leur droit de suzeraineté. La Valachie et la Moldavie exténuées reçoivent leurs princes de la main du sultan qui les choisit parmi les dragomans de son quartier du Fanar. Durant cent années, elles ne seront plus que les fermes de Stamboul, livrées

1. André Bellessort, *ibid*, p. 835, 837.

sans résistance à tous les marchandages et à toutes les corruptions. »

La troisième époque commence avec la Révolution française. M. Pompiliu Eliade, dans son excellent livre sur *l'Influence des idées françaises sur l'esprit public en Roumanie* et M. Xénopol, dans sa magistrale et monumentale *Histoire des Roumains* se sont attachés à nous montrer l'idée nationale cheminant sous des sapés ignorées à travers tout le XVIII^e siècle.

Elle tressaille au bruit lointain de la Révolution française ; et, lorsque les Grecs, soulevés par Ypsilanti, s'insurgent contre les Turcs dans la plaine de Bucarest, elle sort de terre. Elle est sombre, violente, avec une face de Jacquerie et des gestes de guillotine. Un homme d'assez basse naissance, inculte, peuple dans l'âme, affamé de rancune et de haine et dont les légendes de 93 tyrannisent l'imagination, entraîne les paysans exaspérés qui ne sauraient distinguer entre les Grecs et les boyars. Tudor Vladimiresco, bientôt assassiné par les sicaires d'Ypsilanti, a tout de même déchiré la nuit roumaine d'une rude clameur. Les boyars ont crié devant le cri sauvage de la glèbe. « Puis c'est un théologien, G. Lazar, qui prêcha la restauration latine. » En 1829, la Russie réorganise la Moldavie et la Valachie qui n'en restent pas moins vassales de la Porte. Son règlement organique tourne bientôt en organisation tyrannique. Les hospodars indi-

gènes ne relèvent plus que de l'arbitraire des consuls russes. Et c'est dans ce milieu terrorisé que des fils de boyars se forment, se concertent, complotent d'arracher l'indépendance de leur pays aux autocrates de l'empire... Louis-Philippe renversé, ils s'emparent de Bucarest, et, membres d'un gouvernement provisoire, redoublent d'insultes contre le tsar. Le manuscrit du règlement organique, placé sur un char funèbre est traîné devant le consulat russe, où il est brûlé au milieu d'une mascarade d'hommes travestis en prêtres et de musiciens vêtus de noir qui jouent des airs de danse. On fera payer cher à ces carbonari leur burlesque et bruyante audace. Ils entendront de nouveau les canons russes rouler sur la pauvre terre roumaine. Mais, dispersés à travers l'Europe, par le livre, la brochure, le journal, la parole, ils donnent un corps et une âme à ce vague fantôme : la Roumanie. Ils la veulent libre, mais à sa tête un prince étranger (1). »

Ainsi, le traité de Bucharest de 1812, qui donnait la Bessarabie à la Russie, et la convention d'Akkerman en 1826, avaient en vain solennellement reconnu l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie. Les traités d'Andrinople (1829) et de Balti-Liman (1849) l'avaient en vain confirmée. Les pays roumains n'avaient fait que changer de tyran en passant sous

1. André Bellessort, *ibid*, p. 854, 855.

la protection russe. « Cet état de choses dura jusqu'à la guerre de Crimée : alors le traité de Paris du 30 mars 1859 et la convention signée à Paris entre les mêmes puissances, le 19 août 1856, placèrent les « Provinces Unies » de Moldavie et de Valachie tout en les maintenant sous la suzeraineté de la Turquie, sous la garantie collective des cinq grandes puissances et de la Sardaigne : chacune devait avoir des institutions séparées, un hospodar élu par la population parmi les familles roumaines et confirmé par le sultan : chacune conservait son autonomie intérieure, mais ne pouvait engager les négociations avec les puissances étrangères que par l'intermédiaire du gouvernement turc. Cette division « des Provinces Unies » ne devait pas subsister en 1859, les deux pays élirent le même hospodaret, en 1861, la Porte dut sanctionner leur réunion administrative et législative sous le gouvernement du même prince : elle prirent alors le nom de Roumanie. En 1866, une révolution éclata; le parti hostile au prince régnant l'obligea à abdiquer et fit élire à sa place un prince de la maison de Hohenzollern, reconnu bientôt, malgré quelque hésitation, par les grandes puissances et ensuite par la Porte (1). »

Ainsi, la Roumanie existait, déjà libre en fait, avec un prince étranger à sa tête, mais non en droit.

1. Piédelievre, *Précis de droit international public*, I, p. 69-70.

Nous arrêtons là son histoire, pour montrer plus loin, par quel moyen indirect, elle prépare les voies à la proclamation de sa liberté complète.

Mais il était bon également de jeter un coup d'œil rétrospectif sur ce passé pour s'expliquer sa complexité technique, qui influe sur la politique économique. Nous empruntons encore à un écrivain déjà cité les pages suivantes : « Que de sangs mêlés ! Si les Golsco, les Kretzulesco, les Brancavan sont de vieille souche roumaine, la Grèce peut revendiquer les Cantacuzène, les Maurojeny, les Mourouzy les Soutso. J'en vois d'autres de provenance albanaise, et surtout d'origine slave. D'ailleurs quoi de plus mystérieux et de plus troublé que la source même de la nation roumaine !... La Roumanie moderne a fait de la colonne trajane son arbre généalogique. Sa langue toute latine lui en donnait le droit. « Elle s'est ressaisie en dépit de toutes les convoitises extérieures et il en est résulté des hommes roumains singulièrement trempés : « Les jeux de sa fortune, dont leurs pères ont éprouvé la brutalité, leur ont légué dans les choses de la vie l'insouciance orientale des beaux joueurs. Des politiques grecs, ils ont hérité un esprit dont la mobilité changeante, mais à lumières fixes, se déplace et vous enserre.

Et, s'ils ont peut-être emprunté aux Slaves leur grâce insinuante, je reconnais en eux la passion des idées générales qui d'ordinaire caractérise les

nations latines (1). On verra qu'en raison de notre passivité même et de notre amour de la contemplation spéculative, nous sommes peu aptes à la vie commerciale et que chez nous le commerce est surtout entre les mains d'étrangers.

Mais, à côté de ces défauts, il convient de relever chez nous une qualité qui les corrige dans une certaine mesure : à savoir notre patriotisme ardent (2) : ce patriotisme nous commande de consentir sans hésiter tous les sacrifices qu'exige le développement de notre commerce et de notre industrie.

Pour donner en quelques mots le portrait du peuple romain, nous dirons que c'est un peuple. *Un peuple sobre, travailleur, docile et maniable, accessible à tous les progrès et par-dessus tout énergique et brave.*

§ 3. — *Ressources économiques*

Par les descriptions que nous avons données plus haut, on a vu que la Roumanie avait surtout pour richesses ses forêts, ses pâturages et ses cultures.

Nous nous étendons ici quelque peu sur l'élevage qui va jouer un rôle des plus importants dans la poli-

1. André Bellessort, *ibid*, p. 853.

2. Très bien mis en relief par M. Bellessort, *op. cit.*, p. 834 et 835.

tique douanière. Voici deux tableaux qui indiquent la production du bétail et l'exportation de 1861 à 1875.

Élevage.

Espèces	1860	1873
Chevaux.....	461.073	391 147
Espèce bovine.....	2.607.500	1.832.720
— ovine.....	4.410.457	4.190 950
Chèvres.....	409.670	184.675
Porcs.....	1.051.130	804.269

Exportation des animaux et produits

Années	Animaux	Produits
1861	7.561.000	3.097.000
1862	10.148.000	1.744.000
1863	8.535.000	1.949.000
1864	7.339.000	2.505.000
1865	5.802.000	2.115.000
1866	6.960.000	2 225.000
1867	8.589.000	1.725.000
1868	13.023.000	1.426.000
1869	—	—
1870	—	—
1871	12.861.000	609.000
1872	18.600.050	1.105.000
1873	17.535.000	113.000
1874	13.936.000	371.000
1875	12.766.000	378.000

On y remarque au premier abord, à côté de l'importance des chiffres une certaine variabilité. Elle tient à deux causes : l'une est la saison plus ou moins favorable suivant l'année ; l'autre est la peste bovine qui commence justement à exercer ses ravages vers 1860. C'est aussi à cette époque que l'on comprit la nécessité d'organiser un service vétérinaire. Mais les moyens dont on disposait et le défaut de spécialistes en la matière rendirent difficile l'exécution de cette idée. C'est seulement à partir de 1869, sous l'impulsion des mesures prises par les autres pays pour combattre la peste bovine que notre législation sanitaire prit un réel développement. Pour assurer l'uniformité d'organisation dans tous les pays d'Europe et pour maintenir la liberté du commerce des animaux, un congrès vétérinaire international se réunit à Vienne en 1872.

La Roumanie fut l'objet de la plus vive attention. Il s'agissait, en effet, d'exiger d'elle les moyens efficaces d'enrayer la maladie qui menaçait de la ravager du côté de la Russie. Les discussions furent très chaudes et il en résulta d'importantes décisions pour notre commerce de bétail.

Le congrès fut saisi des questions suivantes : Dans les principautés roumaines, y a-t-il moyen de prendre des mesures telles : a) que l'on puisse être sûr d'empêcher la pénétration de la peste par la Russie et sa propagation dans les pays étrangers limi-

trophes ; *b*) et que l'élimination de la maladie y soit opérée par les principes qui seront admis par les États de l'Europe centrale ? Si non : *a*) faut-il instituer à perpétuité et en tout état de cause à la sortie des principautés roumaines les mêmes mesures préventives qui seront jugées nécessaires aux frontières de la Russie, ou ; *b*) ces mesures ne doivent-elles être prises que dans le cas où la peste bovine aurait éclaté dans ces contrées ?

Le comité spécial chargé de préparer les réponses avait pris la résolution de nous traiter comme la Russie. Les délégués de la France et de l'Allemagne prirent notre défense à cette occasion. L'Autriche-Hongrie seule, pour des motifs que nous verrons, avait une opinion qui ne rencontra aucun écho. Aussi le vote de la conférence ne nous fut-il pas entièrement favorable. Notre pays fut mis à l'observation.

Tous les pays d'Europe procédèrent alors à une révision de leur organisation vétérinaire. Nous suivîmes la même voie. Le règlement de police vétérinaire de 1874 fut la première esquisse méthodique en cette matière. Nous nous contentons de la signaler.

Quelques mots sur l'agriculture ne seront pas déplacés ici. La superficie cultivée n'était en moyenne, pour les années 1862 à 1866, que de 17,87 0/0 de la superficie totale des principautés, dans

la période 1867-1871, elle passe à 20,12 o/o pour atteindre 26,17 o/o comme moyenne de la période 1872-1876, c'est-à-dire plus du quart du pays.

Il est essentiel de retenir que l'élevage et l'agriculture sont les bases de la prospérité de la Roumanie, jusqu'à ce qu'on ait découvert, tout au moins, les ressources du sous-sol. On comprendra dès lors que toute sa politique économique doive pivoter autour de ces deux points ; que l'état des finances subisse l'influence des vicissitudes auxquelles est sujet le rendement des moissons et de l'élevage ; que, s'il intervient un obstacle à l'écoulement de ces produits ou s'il faut emprunter après de mauvaises récoltes, toutes les suggestions de la politique extérieure seront puisées dans la misère des campagnes.

Les richesses naturelles du sol ont orienté le Roumain vers toute autre chose que le commerce et l'industrie. Mais, s'il n'est pas enclin à s'en occuper lui-même ; il se rend compte de l'importance de ces branches et fait tout pour les développer. En 1876, le pays a déjà 1.240 kilomètres de chemins de fer. Voilà des moyens de communication qui aident singulièrement au transport des céréales et des bestiaux. Une autre artère très utile pour convoier des marchandises qui représentent peu de valeur sous un gros volume, le Danube n'est pas encore complètement régularisé à l'époque dont nous nous occu-

pons; d'autre part, il est pris par les glaces une partie de l'année, et les difficultés de la navigation aux Portes de fer sont un gros obstacle. Enfin, les Roumains ne sont pas encore maîtres de son embouchure et ne possèdent aucun débouché sur la mer Noire. Les Roumains ne peuvent donc pas encore faire fond sur le commerce par eau. Songeant à leur indépendance économique après l'indépendance politique, il voudront avant tout protéger leur élevage et leurs cultures, tout en s'inquiétant déjà de favoriser l'industrie nationale.

§ 4. — *Le commerce*

Et l'on trouvera cette préoccupation toute naturelle si l'on considère que plus des 9/10 des exportations roumaines sont alors représentés par les céréales et le bétail.

Il convient de faire ici des réserves sur la valeur des statistiques roumaines.

D'abord, jusqu'en 1876, la perception des taxes douanières est faite *ad valorem*; les importateurs ne se faisaient pas faute de déclarer moins qu'ils n'importaient en réalité. Quand, après 1876, on taxe selon le poids, la statistique des importations est erronée, mais les statistiques douanières continuent de renfermer une cause d'erreur; en effet, on ne

connaît pas les destinations ni les provenances et, à l'entrée comme à la sortie, on compte des marchandises qui n'ont pu que transiter. Ensuite les exportateurs sont obligés de payer une taxe de $1/2$ 0/0 pour le quayage dans les ports sur les quantités exportées : ils ont donc intérêt à faire une fausse déclaration : d'où les inscriptions en moins à l'exportation. Ce n'est qu'en 1902 et 1903 que des améliorations ont été apportées sur ces points. Alors, on peut tirer des indications plus exactes des statistiques roumaines; mais, jusqu'à cette date, il convient d'en user avec une extrême circonspection. Si, pour corriger les chiffres roumains, on compare avec les statistiques étrangères, on se trouve en face d'une disparité très accentuée de ce fait qu'à l'entrée dans un pays, une marchandise y est estimée en tenant compte des majorations dues aux frais de transport et autres de toutes sortes, tandis qu'à la sortie de la région qui exporte, elle n'est comptée que pour sa valeur au lieu de production (1).

Sous le bénéfice de ces observations, nous indiquerons que la valeur moyenne des exportations roumaines s'élève de 119, 3 millions de lei pour la période 1861-1865 à 156, 3 millions pour la période 1871-1875; les importations passent dans le même temps de 70 à 102 $1/3$. Ouvrons ici une parenthèse

1. Costinesco, Exposé des motifs, 1891.

pour dire qu'on se rend un compte plus juste du mouvement commercial de la Roumanie en prenant des moyennes qu'en comparant les chiffres de deux années ; car, d'une année à l'autre, les variations peuvent être considérables dans un pays agricole où les récoltes sont à la merci du temps : or, c'est le cas de la Roumanie.

La Roumanie exporte surtout, suivant l'ordre d'importance, des céréales et produits agricoles (74,24 0/0 de 1871 à 1875), du bétail vivant et de produits animaux tels que laine, peaux, cornes, suif (18,27 0/0), du bois (1,21 0/0), du pétrole et du sel. Son plus fort client est l'Autriche-Hongrie.

C'est aussi l'Autriche-Hongrie qui fournit à la Roumanie la plus grande partie de ses importations : draps, habits, chaussures, linge, voitures, meubles, articles de luxe, outils de paysan en général, verrerie, papeterie. Ensuite viennent : la Saxe, qui l'alimente en produits manufacturés, en étoffes de coton et textiles ; la Russie, qui fournit la serrurerie, la fonte, le cuivre, la faïencerie, la toile à voile, le caviar ; la Turquie, dont viennent les denrées coloniales ; les châles, tapis et étoffes de soie ; enfin, la France, avec les soieries et bijouteries fines et l'Angleterre, avec les produits métallurgiques.

C'est donc surtout le commerce entre l'Autriche-Hongrie et la Roumaine qui doit retenir notre attention.

L'importation roumanie en Autriche-Hongrie était, d'après les statistiques roumaines, de 24,84 millions de lei en moyenne de 1861 à 1868 et de 58,86 en moyenne de 1871 à 1875; et, d'après les statistiques autrichiennes, de 13,35 millions de florins (1) en moyenne de 1865 à 1870, et de 20,92 millions de 1871 à 1875.

L'importation autrichienne en Roumanie s'élevait, d'après les statistiques roumaines, à 34,46 millions de lei en moyenne de 1861 à 1868 et à 40,73 en moyenne de 1871 à 1875; d'après les statistiques autrichiennes, à 37,73 millions de florins pour la moyenne de 1861 à 1870 et à 40,11 pour la moyenne de 1871 à 1875.

Nous ne répéterons pas ici nos remarques sur la disparité des statistiques des deux pays ni sur leur valeur intrinsèque.

La part de l'Autriche-Hongrie dans les exportations de la Roumanie représente 19,19 o/o du total de 1861 à 1865 et 37,66 o/o de 1871 à 1875. Dans cette dernière période, la Turquie figure pour 23,06 o/o, la France pour 12,14 o/o, la Grande-Bretagne pour 11,93 o/o, la Russie pour 0,96 o/o.

Quant aux importations en Roumanie, l'Autriche-Hongrie en fournit 48,27 o/o de 1861 à 1865 et 39,10 o/o de 1871 à 1875, la Grande-Bretagne,

1. Le florin valait alors 2 fr. 47.

16,56 o/o de 1861 à 1865 et 22,64 o/o de 1871 à 1875, la France, 12,75 o/o de 1861 à 1865 et 13,68 o/o de 1871 à 1875, la Turquie, 14,35 o/o de 1861 à 1865 et 11 o/o de 1865 à 1871, la Russie, 5,35 o/o dans la première période et 2,99 o/o dans la deuxième.

Pendant la deuxième période, le recul de l'Autriche-Hongrie comme celui de la Russie d'ailleurs, s'explique par le fait suivant : jusqu'au traité de Paris (1856), l'embouchure du Danube n'était pas accessible aux gros navires ; le commerce par mer des principautés unies avec les nations occidentales était donc peu important ; mais lorsque le Danube revêtit le caractère de fleuve international et que la commission européenne du Danube fit procéder aux travaux d'approfondissement et de canalisation, les vaisseaux anglais et français purent emporter ce qui transitait autrefois par l'Autriche-Hongrie. N'oublions pas non plus la contribution qu'apportait la Roumanie à ce trafic par l'établissement de routes et de voies ferrées conduisant au grand fleuve, alors qu'elle tardait à consentir au raccordement des voies autrichiennes avec les lignes roumaines (Convention du 31 mai 1874).

Il nous paraît intéressant de signaler ici les modestes débuts d'une puissance qui jouera plus tard un grand rôle : l'Allemagne. De 1871 à 1875, elle n'importe en Roumanie que pour une valeur moyenne

de 6 millions de lei ; elle ne prend aussi que pour une valeur de 1 million 1/2.

§ 5.— *La politique économique de la Roumanie*

Le traité de Paris et surtout l'Acte additionnel du 19 août 1858 spécifiaient : « Quoique les Principautés Unies puissent désormais modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure avec le concours légal de tous les pouvoirs établis, il est néanmoins bien entendu que cette faculté ne saurait s'étendre aux liens qui unissent les Principautés à l'empire ottoman ni aux traités en vigueur entre la Porte et les autres puissances, qui sont et demeurent également obligatoires pour lesdites Principautés. »

D'autre part, dans le Firman d'Investiture du 23 octobre 1866 pour le prince Charles, le sultan astreint ce dernier « à considérer comme par le passé, obligatoires pour les Principautés Unies, tous les traités et conventions existant entre ma Sublime Porte et les autres puissances..., à maintenir et respecter également le principe qu'aucun traité ou convention ne pourrait être conclu directement par les Principautés Unies avec les puissances étrangères ».

Donc, au point de vue économique comme au point de vue politique, les principautés devaient faire corps avec la Turquie. Or, leur désir le plus

ardent était de répudier cette solidarité. Afin de simplifier le problème, les deux principautés avaient profité du choix du même prince (Cuza) pour unifier leur système douanier et remplacer l'affermage par la régie des douanes (loi du 20 juillet 1860).

En 1866, lors de l'avènement du prince Charles, on cherche à remédier au délabrement des finances en relevant les droits d'importation de 5 à 7 1/2 0/0 de la valeur fracturée des produits ou, en cas de doute sur son exactitude, de la valeur sur le marché à l'entrée (sous certaines déductions).

C'était là un agissement contraire au traité de Paris comme au Firman d'Investiture du prince Charles. L'Autriche-Hongrie se trouvait ainsi particulièrement atteinte dans son exportation, car, dans un traité du 22 mai 1862 qu'elle venait de conclure avec la Turquie, on lisait : « Les marchandises d'importation étrangère traversant les Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'empire ottoman ne devront acquitter des droits de douane qu'au premier bureau de douanes administré directement par la Sublime Porte. « Ainsi, la Roumanie affirmait son indépendance par un moyen indirect. Qu'allaient faire l'Autriche et la Turquie ? Rien d'autre que protester platoniquement. Quant à agir contre la Roumanie, on n'y devait pas songer : il eut fallu ménager l'intervention des puissances garantes du traité de Paris ; allaient-elles faire le jeu de leur

concurrente sur le marché roumain, l'Autriche-Hongrie.

En attendant, les marchandises de la monarchie voisine subissaient et droit élevés et octrois sur octrois et mesures vexatoires.

La Roumanie avait toujours prétendu avoir le droit de traiter avec les puissances voisines seule à seule. Elle voyait à juste titre, dans un acte officiel de cette nature, un pas sérieux de fait dans la voie de la reconnaissance de son autonomie complète.

A un autre point de vue, le marché autrichien avait une importance incontestable pour l'écoulement des céréales et des bestiaux roumains. Le moment décisif était donc venu pour la Roumanie d'obtenir de sa puissante voisine l'attestation bien nette de son indépendance et elle proposa en 1867 et 1868, à Vienne, la conclusion d'une convention commerciale. Elle exerça une pression sur la France et l'Angleterre et poussa l'audace jusqu'à menacer d'un tarif rigoureux les pays qui n'accepteraient pas de traiter avec elle. Or, l'Autriche-Hongrie était du nombre tout d'abord. Mais elle voulut bien entrer dans les vues de la Roumanie. Hâtons-nous de dire que ce n'était pas par générosité pour un pays opprimé ; mais bien dans son intérêt propre. On ne se méprenait pas sur les aspirations politiques de la Roumanie et il s'agissait de soustraire à l'influence russe ce jeune État en for-

mation et de le rattacher solidement à la monarchie dualiste.

La difficulté était toujours la violation indispensable du traité de Paris. Devant les velléités autrichiennes, la Porte se réclama de l'appui de la France et de la Grande-Bretagne. Ce fut en vain, car l'Allemagne et la Russie se rangèrent du côté de l'Autriche.

Le résultat fut qu'en octobre 1874, à Constantinople, les trois empires firent cette déclaration collective ; que sous la sauvegarde des droits de haute suzeraineté de la Sublime Porte, elles se reconnaissaient le droit de conclure directement avec la Roumanie des conventions douanières et commerciales et qu'elles y étaient décidées dans la mesure où leurs intérêts économiques l'exigeaient. La Turquie commença par menacer de représailles les puissances coalisées. Puis, sur le conseil de l'Angleterre, elle se déclara prête à octroyer des concessions plus larges. Enfin, elle demanda que toute la question fut soumise à une conférence européenne.

CHAPITRE II

PÉRIODE DE 1875 A 1886

§ 1. — *Préliminaires de la Convention de 1875*

Les Roumains, profitant des dispositions favorables des grandes puissances, préparèrent en 1874 un tarif conforme à leurs intérêts, et protecteur de leur industrie naissante pour servir de base aux prochaines négociations. Mais ils connurent une amère désillusion lorsqu'ils comprirent que l'Autriche-Hongrie ne demandant rien moins, en échange de la reconnaissance de leur autonomie, que le sacrifice complet de leurs intérêts matériels : elle voulait l'élaboration à Vienne d'un nouveau tarif basé sur une tarification spécifique de 7 o/o. Aveuglés par le soi-disant avantage d'ordre politique et insuffisamment préparés pour apprécier une convention à son juste prix, nos gouvernants acceptèrent les propositions de Vienne et le traité fut conclu.

§ 2. — *Le traité de commerce du 22 juin 1875*

Le traité assurait avant tout aux deux parties le traitement de la nation la plus favorisée, aux ressortissants des deux États, la liberté complète du commerce, de la navigation, et de l'établissement du domicile, ainsi que l'égalité sous tous les rapports avec les nationaux. La clause de la nation la plus favorisée ne s'étendait pas toutefois aux avantages présents ou futurs accordés par des États voisins pour le commerce de frontière. D'autre part, on maintenait les restrictions concernant les israélites dans la législation roumaine.

De plus, la Roumanie consentait à ce qui suit :

Tarif A. — Les taxes de transit étaient supprimées, ainsi que les droits à l'exportation sur le sel, le tabac, les farines, les livres, le vin, le vinaigre, l'eau-de-vie, l'alcool, la bière, le pétrole, les produits miniers et manufacturés.

Tarif B. — A l'importation, étaient exempts de toute taxe : les céréales en général, le pétrole, le bois de construction, le fer et l'acier, le minerai de fer, les peaux brutes, les charbons, les livres, ouvrages, instruments d'étude, œuvres d'art, machines et outils de toutes sortes, le suif et les matières premières pour la fabrication des bougies et savons, les pro-

duits chimiques, etc... On admettait les droits spécifiques pour une série d'autres marchandises : le sucre et la mélasse, la bière, les spiritueux, la cire, les bougies, la papeterie, les cotonnades, les draps et autres tissus, les feutres, les lainages, la bonneterie, les cuirs, la verrerie, les eaux minérales, les instruments de musique et d'astronomie.

Pour le reste, on fixait un droit de 7 o/o de la valeur au lieu d'origine plus 15 o/o de ce droit pour divers frais, soit en tout 8,05 o/o.

Dans un acte additionnel, relatif au commerce de frontière on exigeait de la Roumanie pour les vins des crus austro-hongrois un droit *ad valorem* de 5 1/2 o/o ; pour le bétail, le traitement de la nation la plus favorisée ; pour la farine et les denrées farineuses de provenance austro-hongroise, la franchise complète.

Les taxes devaient être calculées sur la valeur facturée, sauf contrôle de l'exactitude de la déclaration.

Qu'est-ce que l'Autriche-Hongrie accordait en échange ? Ah ! sans doute, l'admission de la Roumanie parmi les États avec lesquels on peut contracter. Quant au reste, elle n'octroyait que le traitement sur la base de son tarif général, avec la clause de la nation la plus favorisée. Dans l'acte additionnel pour *le commerce de frontière seulement* ; elle se montrait un peu plus généreuse en concessions : les céréales étaient admises en franchise pendant toute

la durée du contrat ; le bétail importé de Roumanie jouissait des mêmes avantages que celui de provenance allemande, c'est-à-dire franchise pour les agneaux, chèvres, veaux, chevaux et poulains, et tarif réduit pour le reste. Mais, l'Autriche-Hongrie avait stipulé que la Roumanie n'avait aucun droit au maintien de ces faveurs relatives au bétail. En somme, elle gardait la liberté de ses mouvements par des concessions aléatoires, tandis que la Roumanie perdait la sienne par des sacrifices fermes.

Enfin, il était admis qu'à l'avenir, la tarification roumaine se ferait, non plus à la valeur, mais au poids. Une commission mixte élaborerait le nouveau tarif, en maintenant la limite de 7 o/o. Le traité devrait entrer en vigueur un mois après l'échange des ratifications, pour une durée de dix ans, et se prolonger par tacite reconduction, sauf dénonciation après une année.

§ 3. — *L'appréciation du traité des deux pays.*

Ces dispositions furent aussi vivement critiquées en Autriche-Hongrie qu'en Roumanie ; l'opinion publique se révoltait contre elles. En Autriche-Hongrie, au Parlement, on s'élevait contre la violation du droit international, bien que la Monarchie ait la première entamé l'action diplomatique en vue de

la reconnaissance des droits de la Roumanie. Au Parlement hongrois, on repoussait énergiquement l'admission en franchise des céréales roumaines, on comparait le tarif général roumain avec les traités consentis par la Porte et il en ressortait de notables relèvements de droits pour un certain nombre d'importants articles d'importation autrichienne. On oubliait qu'il n'y avait pas d'autre moyen de traiter avec la Roumanie que de reconnaître le tarif roumain autonome : c'est d'ailleurs ce que faisait ressortir le gouvernement. On ne voyait pas non plus d'un œil favorable la substitution de la tarification au poids à la tarification *ad valorem*, car il était avéré que, jusque-là, on ne facturait pas plus de la moitié de la valeur réelle, ce qui réduisait la taxe de moitié. On négligeait l'avantage résultant pour l'Autriche-Hongrie de l'élaboration par une commission mixte, où elle entraît, d'un tarif soi-disant autonome qui devait s'appliquer à tous les autres pays. Enfin, au Parlement, on critiquait le traitement défavorable que la Convention réservait aux israélites.

Néanmoins, l'élément modéré l'emporta et le traité reçut la ratification des Parlements.

En Roumanie, l'opposition libérale criait à la trahison des intérêts roumains, à l'anéantissement des efforts pour créer une industrie nationale. On déplorait que la Roumanie fût sortie de la dépendance

politique de la Turquie pour tomber sous la dépendance économique de l'Autriche-Hongrie. Le lendemain du vote de la Convention par la Chambre des députés, les journaux de l'opposition parurent avec un cadre de deuil. Les leaders de l'opposition et beaucoup de libéraux donnèrent leur démission. Le cabinet conservateur tomba.

L'échange des ratifications finit par s'opérer le 1^{er} juin 1876 et le traité entra en vigueur de ce jour.

§ 4. — *Effets du traité de 1875 sur
le commerce austro-hongrois*

Ce traité qui soulevait l'indignation eut pour le commerce austro-hongrois des effets singulièrement avantageux. Ses importations en Roumanie augmentèrent d'une façon absolue aussi bien que relative : elle contribue au total des importations pour 48,6 o/o en moyenne, de 1876 à 1886. Pendant cette période, les importations roumaines augmentèrent également en chiffres absolus, mais diminuent relativement de 2 o/o (35,15 en moyenne).

Les progrès de l'Autriche-Hongrie se sont réalisés au détriment de l'Angleterre et de la France, dont la quote-part diminue de 5 et 5 o/o.

Quant à la nature des produits importés en Roumanie, l'Autriche-Hongrie distançait de beaucoup

les autres pays pour tout ce qui n'était pas parfumerie, conserves, confiserie, combustibles minéraux, animaux vivants et denrées animales. Elle enlevait à la Grande-Bretagne la priorité pour les textiles. Elle arrivait tout près des chiffres de concurrents plus heureux pour les combustibles minéraux, les animaux vivants, etc...

La position avantageuse de l'Autriche-Hongrie ressort du tableau suivant :

Années	Total des importations en Roumanie en millions de lei	Part de l'Autriche-Hongrie
1876 (2 ^e Sem.)	123,9	50,7
1877	335,5	53,5
1878	306,5	54,8
1879	254,4	49,1
1880	255,3	49,7
1881	274,7	49,1
1882	268,8	50,0
1883	359,8	42,8
1884	294,9	44,0
1885	268,5	45,0
1886 (1 ^{er} Sem.)	159,3	46,0

Contribution aux importations roumaines.

Pays	Contribution moyenne De 1871 à 1875 — De 1876 à 1886	
Autriche-Hongrie	39,10	48,61
Grande-Bretagne	22,64	18,44
Allemagne	—	11,52
France	13,68	8,05

§ 5. — *Effets du traité de 1875 sur
le commerce roumain*

La moyenne générale annuelle des importations s'élève, pour la période 1876-1886, à 280.128.472 lei contre 102.750.092 pour la période 1871-1875. Les causes de cet accroissement peuvent être l'augmentation de la population (due en partie à l'annexion de la Dobroudja), les progrès de l'industrie, l'amélioration des moyens de communication et l'entrée d'articles de ménage qui profitent des faveurs du tarif.

D'après les statistiques roumaines, la moyenne annuelle des exportations roumaines de 1881 à 1885 se chiffre comme suit :

Pour les produits agricoles : 177.784.781 lei, soit 80,29 o/o du total ; contre 120.726.101 de 1871 à 1875 (74,24 o/o) ;

Pour les animaux et produits animaux : 22.373.187 lei, soit 10,28 o/o du total, contre 28.561.387 de 1871 à 1875 (18,27 o/o) ;

Pour les bois : 6.622.662 lei, soit 3,03 o/o du total, contre 1.894.234 de 1871 à 1875 (1,21 o/o).

Pour les matières minérales et dérivés : 3.655.987 lei, soit 1,68 o/o du total contre 2.710.414 lei de 1871 à 1875 (1,74 o/o) ;

Pour les boissons : 1.277.707 lei, soit 0,50 o/o du total, contre 842.626 de 1871 à 1875 (0,15).

La moyenne générale annuelle de 1881 à 1885 s'élève à 220.796.508 lei contre 156.297.303 de 1871 à 1875.

Les exportations roumaines à destination de l'Autriche-Hongrie atteignent 74.497.000 lei en moyenne, de 1881 à 1885, soit 33,7 o/o du total. L'Autriche-Hongrie reste le principal débouché pour les blés. Les farines commencent à prendre le chemin de la Turquie.

De ces chiffres se dégage cette constatation que le commerce roumain est en progrès notable. C'est là un résultat qui n'est pas dû aux traités peu avantageux conclus tous sur la base de la Convention de 1875 avec l'Autriche-Hongrie, mais à l'augmentation de la superficie emblavée qui atteint 30,46 o/o en 1886, à l'accroissement de longueur des routes et des chemins de fer (dont il y a 1.939 km. de construits en 1886).

Mais il y a une branche de l'exportation roumaine qui subit un recul : c'est le bétail.

On sait que la Convention de 1875 ne garantissait rien quant au maintien des faveurs accordées pour l'introduction du bétail roumain en Autriche-Hongrie. Sans doute, si elle avait été appliquée avec sincérité, l'élevage roumain en aurait tiré profit. Mais, au lendemain de l'échange des ratifications, l'Autriche-Hon-

grie commença une campagne contre notre bétail sous des prétextes d'ordre vétérinaire. On alla jusqu'à nous renvoyer de Budapest des animaux trouvés sains au contrôle de la frontière.

La mesure fut comble avec la loi de 1880 qui supprima la quarantaine au point d'entrée en Autriche-Hongrie et ferma la frontière au gros bétail. Si la prohibition n'avait duré que le temps nécessaire pour qu'on fût bien sûr de la disparition du mal allégué, elle eut été justifiée. Pour donner des gages à la sécurité, le gouvernement roumain fit donc voter, en 1882, une loi qui introduisit dans le service vétérinaire des réformes inspirées de la législation autrichienne. On pouvait croire que la monarchie voisine se départirait de ses rigueurs. Rien n'y fit. Elle prétendit qu'il ne s'était pas encore écoulé assez de temps pour qu'on fût convaincu de l'efficacité des mesures prises. Redoublant de précautions, le gouvernement organisa, sur le modèle de ceux de Steinbrück, trois marchés permanents d'animaux à Turnu-Severin, Burdujeni et Constantza : les deux premiers devaient favoriser l'exportation en Autriche-Hongrie, le troisième, l'exportation par mer vers l'occident. Malgré l'existence de ces marchés et la sévérité des mesures vétérinaires, l'Autriche-Hongrie ne rouvrit pas ses frontières.

Les gouvernants roumains avaient été assez bernés pour deviner que ce prétexte d'ordre vétérinaire

cachait une tactique économique. Ne l'eussent-ils pas aperçu tout d'abord que l'augmentation constante des taxes austro-hongroises à l'importation du bétail leur eut enlevé toute illusion. Voici un tableau suggestif à cet égard :

Genre d'animaux	Taxe en florins			
	1851	1878	1882	1887
Bœufs	4	4	10	15
Vaches	2	1,50	3	3
Veaux		0,40	1	1,50
Moutons.....	0,15	0,30	0,50	0,50
Porcs.....	1	2	3	3

Quelle était donc la raison profonde de ces errements? C'était un courant protectionniste qui traversait toute l'Europe. Voici la genèse de cet état de choses. Le marché anglais était de plus en plus conquis par les produits agricoles des États-Unis. D'où un ralentissement général des importations agricoles de l'Est et du centre de l'Europe dans les régions occidentales. Par réaction les frontières se fermaient grâce à des mesures prohibitives de plus en plus rigoureuses et étendues. L'Autriche-Hongrie se trouvait obligée, disons-le à son corps défendant, de suivre ce mouvement et la Roumanie en ressentait le contre-coup. Mais, ce qui est reprehensible dans la tactique autrichienne, c'est l'hypocrisie qui la cou-

vrait, c'est la mauvaise foi profonde avec laquelle elle jetait en 1872, puis en 1875, un voile fallacieux sur la barrière indispensable pour l'équilibre économique du pays. La diplomatie doit répudier des moyens qui entraînent l'épuisement inutile d'un autre peuple.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne avait, en 1879, introduit des droits sur les céréales, le bétail et le bois, ainsi que sur les articles connexes. La France avait également protégé son agriculture contre la concurrence américaine par une élévation des droits à l'entrée sur les céréales, le bétail et la viande. Cet ensemble de faits concourait à pousser l'Autriche-Hongrie dans la même voie. Deux revisions du tarif de 1878 eurent lieu en 1882 et en 1887 à l'instigation des agrariens hongrois.

La revision de 1882 n'eut pas d'effet sur l'importation des céréales roumaines puisque, pendant toute la durée du traité de 1875, elles devaient jouir de la franchise des droits. Pour le bétail, la Roumanie, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, pouvait revendiquer la tarification de 1878 admise dans le traité de la Monarchie avec l'Italie du 27 décembre 1878, sauf en ce qui concerne les pores.

Dans les premiers mois de 1880, l'Allemagne ferma ses frontières au bétail austro-hongrois. C'était un rude coup pour l'élevage hongrois qui vit son exportation en Allemagne descendre de plus de 38 millions de florins en 1877, à 5,37 en 1880 et 4,18 en 1881.

Or, le gouvernement allemand motivait cette rigueur par des considérations de police vétérinaire, alléguait que le bétail venait de l'Est et du Sud-Est, introduisait les épidémies en Autriche et par suite en Allemagne.

Ce n'était qu'un prétexte pour évincer le bétail austro-hongrois des marchés allemands. Mais l'Autriche-Hongrie, à son tour, le trouva bon pour prohiber l'entrée et le transit des veaux de Russie et de Roumanie : le décret du 12 avril 1880, pour l'exécution de la loi du 29 février 1880, portait que cette mesure ne serait que temporaire ; le décret du 17 décembre 1881 la prolongea jusqu'à nouvel ordre.

C'était ruiner l'exportation roumaine des bêtes à cornes, non seulement en lui interdisant le marché autrichien mais aussi en l'empêchant de trouver un autre débouché par le refus du transit. Les protestations n'aboutirent point, et pour cause. Les Roumains en ressentirent un dépit des plus vifs qui se traduisit par des entraves à l'importation austro-hongroise, un régime de vexations et de chicanes douanières. En Autriche, ces procédés soulevèrent une animosité générale. On attendait avec impatience des deux côtés des Carpathes un remaniement des bases des relations commerciales. Aussi, ne perdit-on pas de temps de part et d'autre pour dénoncer le traité de 1875 dès que ce fut possible. C'était un fait accompli en juin 1885.

§ 6. — *L'Indépendance complète de la Roumanie*
La Dobroutcha annexée
Les débouchés sur la mer Noire

La Roumanie, si soucieuse de son élevage et de son industrie nationale n'eut certes pas fait, en 1875, d'aussi lourds sacrifices économiques si elle avait su trouver, deux ans plus tard, l'occasion de conquérir sa liberté par les armes. Lorsqu'en mai 1877, l'armée russe franchit ses frontières, la Roumanie se proclama indépendante et déclara la guerre au Sultan. Le traité de San-Stephano, qui termina les hostilités, confirmé par le traité de Berlin du 13 juillet 1878, reconnut son indépendance mais à la condition que la Principauté garantît aux sujets de toutes les puissances résidant sur son territoire une égalité parfaite, sans acception de croyance religieuse, et admit, dans les limites de ses frontières, la liberté de conscience et de culte pour tous ses habitants (art. 43 et 44). Enfin, le 26 mars 1881, les Chambres roumaines votèrent de leur propre initiative la transformation de la Principauté en royaume, et, le 22 mai suivant, le prince régnant était proclamé roi de Roumanie.

Ce traité donnait aussi à la Roumanie, en échange

de la Bessarabie prise par les Russes, un pays marécageux et peuplé d'éléments hétérogènes, la Dobroutcha. Toute la terre comprise de Soulina à Mangalia, entre la mer et le Danube, se nomme la Dobroutcha. La Dobroutcha, sauf les marécages du Danube et les forêts de Babadag, n'est qu'un vaste désert aux ondulations grises et jaunes, crevassé, raviné, recouvert d'une couche de poussière que la brise la plus légère soulève en tourbillons aveuglants. Mais, çà et là, au milieu de ces mamelons, où les troupeaux de brebis cheminent comme des reflets de nuage, le désert verdoie et le désert se dore.

Les pâturages succèdent aux plaines de chardons ; les labours, aux pâturages. Un village est là, qui ne ressemble pas plus à celui que vous avez laissé dix lieues derrière vous qu'à celui que vous atteindrez ce soir après cinq ou six heures de charrette : village allemand, village roumain, village bulgare, village turc, village tartare, village russe. De la monotonie indicible de cette nature surgissent des îlots de civilisation européenne, orientale, presque asiatique, à demi-barbare. Quelques gros bourgs, Mangalia, Babadagh, Meijidié, paraissent grouper et associer ces éléments disparates ; mais ce ne sont que des villages juxtaposés (1).

1. Bellessort, *Revue des Deux-Mondes*, II, p. 409.

C'est là néanmoins une précieuse acquisition qui a permis au jeune royaume d'avoir des ports de commerce à lui propres ; c'est une région qui a contribué pour sa bonne part, au développement du pays. Une fois en possession de la Dobroutcha, le gouvernement roumain commença les travaux du port de Constantza. L'ancienne cité turque devint, pendant l'hiver, où le Danube est gelé, un centre d'exportation ; pendant l'été, une station balnéaire.

« Constantza est le seul port de la mer Noire qui puisse rivaliser avec Odessa, mais le Congrès de Berlin donnait aux Roumains comme prolongement à la plaine de Bucarest, un sol presque vierge, d'une incontestable richesse, où leur fierté de Latins retrouvait après des siècles des traces de leurs aïeux, et qu'une sage politique devait ouvrir à la colonisation. Il est vrai que les distances entre les villages et la variété des races, jusqu'à vingt et une, compliquaient un peu l'œuvre des administrateurs (1). »

1. Bellessort, *Revue des Deux-Mondes*, 1905, II, p. 400.

CHAPITRE III

LA GUERRE DOUANIÈRE (1886-1891)

§ 1. — *Le tarif protecteur autonome de 1886*

L'expérience de 1875 avait eu ce bon résultat d'avertir les esprits en Roumanie. Nous étions revenus des théories du libre échange qui n'avaient eu d'ailleurs de libre que le nom. « Convaincus de ce fait qu'une réelle indépendance est liée à une situation économique florissante, nos politiciens attendent le moment de pouvoir raviver toutes les énergies du pays si gravement déprimées. L'état de choses existant offrait de fâcheux contrastes. Le bois ne manquait pas et nous étions obligés d'acheter en Hongrie des articles en bois comme les cure-dents et le mobilier fruste des habitations paysannes. Bien plus, pendant la guerre de l'indépendance, il nous avait fallu acheter à l'étranger les piquets de nos tentes militaires. Dans un pays produisant suffisamment de blé, nous mangions la farine hongroise ; les peaux de notre bétail, l'Autriche-Hongrie nous les renvoyait sous

forme de bottines ; de même que les chandelles qui servaient à notre éclairage (1).

Les sucres raffinés, la farine et l'alcool auxquels on peut ajouter une industrie ménagère assez prospère, c'est-à-dire autant d'industries dérivées de l'agriculture constituaient tout notre patrimoine industriel.

Il fallait protéger l'industrie existante et lui assurer au moins un débouché interne : il fallait favoriser la création de nouvelles industries et se procurer les ressources nécessaires à une vie plus ou moins exigeante.

Les finances de la Roumanie traversaient une crise. Il s'agissait aussi de se créer des ressources fiscales.

On agita l'idée d'un tarif autonome pour rester maître du régime et pouvoir régler les intérêts de la production en toute indépendance. La commission nommée à cet effet procéda à une enquête auprès des Chambres de commerce, des administrations et des industries intéressées. Ses travaux terminés, elle soumit aux délibérations du Parlement un projet de loi qui, après quelques modifications, fut voté le 5 avril 1886.

Les dispositions peuvent s'en résumer comme suit :

Les taxes à l'exportation étaient supprimées à

1. Baicoianu, *Quelques mots sur notre politique commerciale et douanière*, 1908, p.

l'exception de 2 ou 3 articles nécessaires aux industries du pays. On établissait des taxes protectrices sur les objets qui étaient ou qui pourraient être produits par notre industrie. On frappait de taxes fiscales les objets fabriqués qu'on ne pouvait produire.

On exemptait de taxes toutes les matières nécessaires au développement de notre industrie.

Ainsi le tarif atteignait son double but :

1° Il protégeait l'industrie nationale ; 2° Il fournissait un appoint au fisc. Il était entendu qu'il devait servir de base à toutes les négociations ultérieures en vue de traités commerciaux.

§ 2. — *Négociations vaines en vue d'un nouveau traité*

Nous avons vu que le traité de 1875 avait été dénoncé de part et d'autre un an avant son expiration (juin 1886). Des préparatifs commencèrent aussitôt en vue d'un nouveau et les relations furent aimables, bien qu'on se rendit compte des difficultés inextricables auxquelles on se heurtait.

C'était sur les bases du tarif général protecteur que les négociations roumaines prétendaient, le 22 février 1886, traiter les marchandises provenant

d'Autriche-Hongrie, si le traité n'était pas conclu le 1^{er} juin 1886 (1).

Les négociateurs roumains exigeaient la franchise pour les céréales en général, les farines de froment et de seigle, les légumes farineux, les graines oléagineuses ; les animaux vivants, les déchets et produits animaux divers, les laines de toute espèce, le poisson frais et salé, le pétrole brut et raffiné. Pour d'autres produits, ils demandaient des réductions de droit à l'entrée en Autriche-Hongrie : *a*) une taxe de 8 francs les 100 kilogs bruts pour les vins en fûts d'au moins 5 hectolitres ; *b*) une taxe de 7 fr. 50 les 100 kilogs pour les viandes fraîches de boucherie. Et cela, non pas seulement pour le commerce de frontière, mais pour les produits à destination d'un point quelconque de l'Autriche-Hongrie ; non pas dans un acte additionnel, mais dans le traité même ; afin d'avoir un « régime de droit et non de tolérance ». Cette fois, on ne voulait plus de la clause de la nation la plus favorisée, trop aléatoire, en effet. « Elle compromet dans une certaine mesure la stabilité des traités où elle figure et la fixité des tarifs y annexés ». Or l'Autriche-Hongrie n'entendait nous accorder cette clause. La Roumanie finit cependant par y consentir, mais en exigeant, comme elle le fit dans les traités avec la Suisse, la

1. Note du ministère des Affaires étrangères de Roumanie aux délégués de l'Autriche-Hongrie, renouvelée le 20 mars.

Russie et la France, des tarifs fermes pour une série de produits et marchandises susceptibles de porter atteinte à son industrie nationale et provenant presque exclusivement de l'Autriche-Hongrie. Ni l'une ni l'autre des puissances ne voulut accéder aux conditions mises par sa voisine.

Un autre conflit se produisit sur la question de la durée du traité. Averti, par une douloureuse expérience, le gouvernement roumain voulait un traité à durée illimitée, dénonçable tous les semestres. Il se réservait ainsi la liberté de ses mouvements pour protéger efficacement l'industrie en tout temps. L'Autriche-Hongrie voulait conclure le traité pour une assez longue période. On ne s'entendit pas. Il y avait encore quelques autres points secondaires (1) où la conciliation fut difficile. Mais l'écueil auquel les deux puissances se heurtèrent irrémédiablement fut la question vétérinaire. Une convention vétérinaire devait être annexée au traité pour assurer des garanties à la Roumanie ; l'Autriche envoya une commission sur les lieux pour examiner la situation vétérinaire de la Roumanie. Le gouvernement roumain déclara « inadmissible » qu'une commission étrangère fonctionnât officiellement en Roumanie en cette qualité et surtout avec la mission nette-

1. Le lieu (Vienne ou Bucarest ?) et le domaine du débat, que la Roumanie entendait restreindre aux seules questions commerciales.

ment caractérisée de contrôler comment la loi s'y exécute » (1).

On comprend cette dignité naturelle. On comprendra aussi que nous n'ayons pu accepter les exigences de la monarchie voisine relativement au point qui nous intéresse, quand on les connaîtra.

Elle ne voulait envisager que la situation géographique de la Roumanie, l'intérêt qu'a « l'Autriche-Hongrie de se défendre contre l'irruption des maladies contagieuses et de ne pas compromettre l'exportation de son bétail en occident ». C'était considérer la Roumanie comme un foyer permanent d'infection. L'Autriche-Hongrie subordonnait l'importation de notre bétail à deux modalités que voici : 1^o Tant que l'importation du bétail austro-hongrois ne sera pas assurée en Allemagne, on appliquera un régime restrictif à l'importation du bétail roumain en Autriche-Hongrie. Toute modification apportée au détriment de l'Autriche-Hongrie par n'importe quel pays de l'Europe occidentale dans le régime commercial des animaux ; sera appliquée à la Roumanie, jusques et y compris la prohibition complète. 2^o On prévoyait les mesures de police vétérinaire suivantes : Pour l'espèce bovine, l'interdiction absolue pourra être prononcée quand la peste

1. Note du ministère des Affaires étrangères de Roumanie aux délégués à Bucarest en date du 7 mai 1886.

bovine sera déclarée en Russie ; si la peste bovine ne règne pas en Roumanie, l'importation pourra se faire aux conditions suivantes : a) Tout transport d'animaux doit avoir pour destination une localité avec abattoir public ; il doit s'effectuer en vertu d'une autorisation indiquant le nombre d'animaux et la localité où ils doivent être abattus ; il doit être accompagné d'un certificat attestant que les bêtes étaient en bon état sanitaire au point de départ, qu'il n'existe aucun cas de maladie dans le lieu de provenance et 30 kilomètres alentour, que les localités traversées n'étaient pas contaminées ; l'importation ne se fera que par mer ou par voie ferrée.

Pour les porcs et moutons, l'importation sera possible quand il n'existera pas de maladies contagieuses ; l'état sanitaire des animaux sera vérifié à la frontière ; les mesures restrictives édictées par d'autres pays contre l'importation austro-hongroise se retourneront immédiatement contre la Roumanie.

N'était-ce pas soumettre l'entrée de notre bétail à des procédés de défiance alors que notre police vétérinaire était perfectionnée ? Et surtout, n'était-ce pas faire dépendre nos importations des relations de notre voisin avec des tiers ? Où serait la sécurité, la stabilité ?

Dans son contre-projet, la Roumanie s'engageait à prendre les mesures nécessaires pour garantir l'Autriche-Hongrie contre les dangers, d'où qu'ils

viennent. La clause principale était l'article 7 ainsi conçu : « Si, pour un motif quelconque, l'un des États contractants aggravait le régime prévu par la présente convention pour l'importation des animaux ou de leurs produits ou bien décrétant une prohibition partielle ou totale, l'autre partie pourrait aussitôt relever de 25 à 50 o/o les taxes prévues par le traité. » Si les propositions austro-hongroises excluaient la réciprocité, celles-ci en posaient les bases raisonnables. Mais les intentions cachées de l'Autriche-Hongrie perçaient trop sous des dehors honnêtes pour qu'on pût s'attendre à la voir accepter, ce qui était judicieux.

L'entente sur les points importants était devenue impossible. Il n'y avait qu'à essayer des moyens coercitifs. Une feuille officielle de Vienne déclarait : « Si la Roumanie ne veut pas se soumettre volontairement aux prétentions de l'Autriche-Hongrie, il ne nous reste qu'à employer la force et la guerre douanière la fera entrer dans la voie du repentir (1). *La Neue Freie Presse* avec une partie de la presse viennoise, ne cache d'ailleurs pas que l'impulsion venait bien plus des agrariens hongrois que des hommes d'État roumains. « Même si l'attitude du cabinet Bratiano, dit-elle, tend à être hostile à l'Autriche-Hongrie, cela ne doit pas faire oublier la

1. Baicoianu.

véritable genèse de ces mésintelligences. La faute incombe à la Hongrie qui a rendu impossible un rapprochement avec l'Allemagne. »

§ 3. — *La guerre douanière (juin 1886-juillet 1890)*

Le 1^{er} juin 1886 éclata la guerre douanière. C'est à partir de cette date que le gouvernement roumain applique aux importations austro-hongroises son tarif autonome du 17/29 mai 1886; il leur infligea donc un traitement de rigueur, puisqu'il avait encore des tarifs conventionnels avec quelques États.

C'était provoquer des mesures de rétorsion. Les agrariens hongrois y poussaient avec une âpreté toute particulière. L'Autriche était forcée de les suivre : « Elle avait perdu pied », dit encore *la Neue Freie Presse*, et abandonné les rênes aux mains de la Hongrie; le comte Szecheny, avec son fanatisme agraire, trouvait une véritable volupté dans cette politique de répression.

A dater du 1^{er} juin 1886, toutes les marchandises provenant de Roumanie furent frappées d'une surtaxe de 30 o/o par rapport au taux fixé par la loi de finances du 25 mai 1882; de plus, les articles principaux d'importation roumaine, c'est-à-dire céréales, bétail de toutes sortes, volailles, poissons, produits

et denrées d'origine animale, matières premières, furent assujetties à des taxes spéciales, très élevées, allant jusqu'à 25 florins par 100 kilogs et 12 florins par tête de bétail ; ces taxes devaient être perçues même si l'importation se faisait par les ports francs de Trieste et Fiume. Les farines n'étaient plus admises en franchise. Bien mieux, sous prétexte de phylloxera à craindre, on interdit l'entrée et le transit des légumes, fruits et plantes. Enfin, le transit des animaux vivants de toutes sortes fut prohibé et l'exclusion des bêtes à cornes maintenue, comme bien l'on pense. Ce fut l'œuvre des ordonnances du ministre du Commerce et des Finances en date du 22 mai, 26 mai et 27 juin 1886.

Le gouvernement roumain ne se fit pas faute d'y répondre par l'application de son tarif général aux importations austro-hongroises. On aura une idée de cette façon de représailles en apprenant que 59 des tarifications atteignaient 50 à 80 o/o ; 31, 40 à 50 o/o, 43, 30 à 40 o/o, 113, 20 à 30 o/o, 53, 10 à 20 o/o, le reste moins de 10 o/o. Donc, comparativement aux tarifs conventionnels antérieurs, la majoration était énorme, surtout pour les articles d'ordinaire importés de l'Autriche-Hongrie en grande partie ou en totalité. Plusieurs de ces tarifs avaient un véritable caractère prohibitif : on porta les droits sur le sucre de 20 lei à 30 et de 12 à 25 lei ; sur la bière de 15 lei à 30 ; sur le vin et succédanés de

5 1/2 o/o de la valeur à 100 lei ; sur les articles en cuir de 45 lei à 200 et de 90 à 300 ; sur la chaussure de 90 lei à 800 ; sur le linge et le vêtement de 7 o/o de la valeur à 540 ; sur les meubles, de 9 lei à 60. La farine de froment, auparavant exempte de droits, dut payer 12 lei par 100 kilogs.

Ces tarifs étaient d'autant plus funestes à l'importation austro-hongroise que des pays concurrents jouissaient de tarifs conventionnels et d'autant plus profitables à la Roumanie qu'ils servaient ses intérêts, non seulement au point de vue de la lutte engagée, mais aussi aux points de vue fiscal et au point de vue de la politique protectionniste. Nous allons envisager cette répercussion de part et d'autre.

§ 4. — *Effets de la guerre douanière sur l'Autriche-Hongrie*

Si nous prenons le total des importations austro-hongroises en Roumanie pendant la période 1886-1891, nous constatons une diminution progressive telle qu'à la fin de la période, la contribution austro-hongroise n'est plus que le quart de ce qu'elle était avant les hostilités.

Années	Importations austro-hongroises en Roumanie	
	Millions de lei	Proportion p. cent de l'importance totale
Moyenne de 1876 à 1885	135,15	48,54
1886	93,52	31,53
1887	53,46	17,09
1888	50,86	16,39
1889	49,37	13,42
1890	52,72	14,52
1891 (1 ^{er} sem.)	34,26	12,28
Moyenne de 1886 à 1890	50,98	18,15

Il va sans dire que les positions perdues par l'Autriche-Hongrie étaient gagnées par les nations concurrentes et notamment par l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le recul subi par l'Autriche-Hongrie qui passe du premier rang au troisième des importateurs, ressort du tableau suivant :

Contributions aux importations en Roumanie

MOYENNES	
de 1876 2 ^e sem. à 1886 1 ^{er} sem.	de 1887 à 1891
Autriche-Hongrie : 48,6 o/o	Allemagne : 26,8; 31,9 o/o
Grande-Bretagne : 18,4 o/o	Gde-Bretagne : 26,2; 27,8 o/o
Allemagne : 11,5 o/o	Autr.-Hongrie : 17,1; 14,5 o/o
France : 8 o/o	France : 7,9; 10,9 o/o

Des 590 articles du tarif général roumain, un cinquième environ était remplacé au profit de ces deux pays par les stipulations conventionnelles des 14 novembre 1877 et 5 avril 1880. La proportion en fut sensiblement augmentée par les conventions modificatrices du 26 novembre 1886 avec la Grande-Bretagne et du 17 février 1887 avec l'Allemagne. Cette dernière obtint, en échange de quelques concessions peu préjudiciables faites à la Roumanie, une réduction des taxes sur des catégories de marchandises dont elle importait déjà en 1884 pour 14 millions de mares : papiers de luxe et papier à tapisser, cotonnades fines, bonneterie, lainages, couleurs, ouvrages en caoutchouc, instruments de musique, etc... Les conditions faites à l'Allemagne sont extrêmement avantageuses par rapport à celles du tarif autonome appliqué à l'Autriche-Hongrie et les rapports consulaires s'en plaignent amèrement. Le peu de marchandises qui transitait par l'Allemagne, la Suisse et la Hollande pour revenir en Roumanie subissait des frais de transport et de naturalisation qui énervaient leur vertu de concurrence. Les branches les plus atteintes furent les textiles, les cuirs, le meuble, les confections, la ferblanterie et le sucre. Mais c'est la Hongrie qui fut la vraie victime : les excès des agrariens tournaient sérieusement au préjudice de leur pays. Les restrictions à l'importation du blé et du maïs roumains avaient en effet ruiné une

partie des minoteries et distilleries transylvaines. Pendant la guerre, le gouvernement hongrois avait dû même accorder plus d'une fois la dispense d'importer le blé et le maïs roumains en franchise.

Non seulement les exportateurs autrichiens voyaient la clientèle roumaine perdue en grande partie pour l'avenir, mais ils ne pouvaient pas écouler leurs produits. On estime à 420 millions de francs la perte subie de ce fait, en supposant que les quantités placées en Roumanie eussent été les mêmes qu'avant 1886 (1). Le commerce et l'industrie ont considérablement souffert de cette lutte (2) ;

1. Karl. Grunberg. *Die handelspolitischen Beziehungen Oesterreich. Ungarns zu den Ländern an der unteren Donau*, p. 85.

2. Les rapports des Chambres de commerce sont assez éloquentes à cet égard. Voici dans quels termes s'exprime la Chambre de commerce de Brasø : « La tension des rapports commerciaux avec le royaume voisin pèse comme un plomb sur nos métiers et industries. La prompte reprise des relations avec la Roumanie est une question vitale pour une bonne partie de notre pays ».

La Chambre de commerce d'Olmütz s'exprime en ces termes en 1889 : « Différentes industries se plaignent amèrement, aux Chambres de commerce, de la perte du marché roumain. Les industries des textiles, des peaux, du mobilier, du vêtement et des sucres n'ont pu oublier la perte de certaines affaires fructueuses avec la Roumanie. De différents rapports, il résulte qu'il faut amener un rapprochement avec ce pays au prix des plus grands sacrifices.

Dans le rapport de la Chambre de commerce de Cluj on lit : « Nous croyons ne pas manquer à notre devoir en exprimant le désir qu'une convention soit conclue le plus tôt possible avec la Roumanie. La guerre douanière qui dure depuis quatre ans, et que nous n'avons pas provoquée, est cause de tant de plaies, que

§ 5. — *Effets de la guerre sur la Roumanie*

Doit-on en dire autant de la Roumanie ? Certes, la guerre douanière n'y a pas laissé que d'heureux souvenirs. Mais enfin, on peut dire que ce fut un mal pour un bien.

D'abord le commerce roumain en général, au lieu de diminuer, n'a cessé de progresser, comme il ressort du tableau suivant :

	Moyenne de 1876 à 1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891 (1 ^{re} Sem.)
Importations.	278,44	296	315	310	368	363	279
Exportations.	215,45	256	266	257	274	276	84

Examinons le mouvement du trafic pour les grandes branches de l'activité roumaine.

L'exportation des céréales s'élève de 1 million 569.049 tonnes valant 220,5 millions de lei pour la moyenne de la période 1880-1885 ; à 1.983.987 tonnes valant 265,6 millions de lei pendant la guerre douanière. Celle-ci n'a eu d'autre effet qu'un déplacement

si on questionnait les véritables représentants de nos intérêts économiques, tous voudraient la fin de cette lutte que subissent deux États voisins, depuis des siècles, liés par d'étroites relations qu'il ne faut pas sacrifier pour notre politique chauvine ».

de débouché. Ce n'est plus vers l'Autriche-Hongrie que s'écoulent les produits agricoles, mais bien vers la Grande-Bretagne et la Belgique, et ils trouvent des prix même plus avantageux, ce qui prouve l'influence très relative du débouché austro-hongrois sur la production agricole roumaine (1).

Mais il n'en est plus de même pour l'élevage. La prohibition du bétail à cornes roumain, depuis 1881, lui avait porté un grand coup. Les mesures de rétorsion étendues à tout le bétail achevèrent cette œuvre funeste. Notre exportation devient insignifiante. Celle des bêtes à cornes tombe de 30.654 têtes en 1879 à 9.876 en 1886 (1^{er} semestre) et à 1.587 en 1891 (1^{er} semestre). Celle du petit bétail descend de 200.899 têtes en 1879 à 14.639 en 1886 (1^{er} semestre) et à 11.401 en 1891 (1^{er} semestre). Celle des porcs, de 153.607 têtes en 1879 se ravale à 42.086 en 1886 (1^{er} semestre) et à 3280 en 1891 (1^{er} semestre). L'Autriche-Hongrie qui enlevait 25.678 bêtes à cornes en 1879 n'en prend plus que 47 dans le premier semestre de 1886 et 39 dans le premier semestre de 1891 ; quant aux béliers, moutons, brebis, agneaux et chèvres, elle réduit son importation de 37.944 en 1879 à 7771 dans le premier semestre de 1886 et à 8.486 dans le premier semestre de 1891 ; pour les porcs, l'Autriche-Hongrie, qui en demandait

1. Baicoianu, p. 21 et suiv.

145.460 en 1879, se contente de 41.292 dans le premier semestre de 1886 et de 2.738 dans le premier semestre de 1891. La valeur du bétail exporté descend de 20 millions de lei en 1879 à 2,13 millions en 1889, alors que l'importation augmentait toujours et atteignait 4,17 millions en 1890. Le placement sur les marchés austro-hongrois, qui donnait un rendement de 13 millions dans la période de 1871 à 1875 et de 24 millions en 1878, ne rapporte plus que 2,99 millions en 1885, 1,97 en 1886, 1,46 en 1887, 1,20 en 1888, 0,53 en 1889 et 0,29 dans le premier semestre de 1890.

Non seulement l'Autriche-Hongrie n'importait presque plus, mais elle empêchait le transit sur son territoire.

Il ne fallait pas songer à écouler les produits de l'élevage dans des pays comme la Russie, la Bulgarie et la Serbie, qui se suffisaient par eux-mêmes, d'autant plus que la Serbie s'était engagée dans ses traités de 1881 avec la monarchie, à fermer ses portes au bétail des autres pays balkaniques. Quant au marché de Constantza, il ne rendait pas ce qu'on attendait. Des essais d'importation en Italie donnèrent des résultats très variables (entre 1078 en 1888 et 10.596 en 1887) ; le transport était coûteux, les animaux mouraient presque de faim pendant des semaines et la viande se ressentait des accidents de la traversée.

Si l'on songe à la nécessité de l'élevage pour l'organisation économique d'un pays agricole comme la Roumanie, on ne peut que déplorer la ruine de cette branche. C'est une des énergies vitales de notre pays qui disparaissait.

L'exportation des fourrages diminuait aussi. Sa valeur descendait de 7, 8 millions de lei en 1881 à 3, 9 millions en 1885, 2, 5 en 1886, et 1, 4 dans le premier semestre de 1891. La compensation s'opérait par les progrès de l'exportation des céréales; mais si le rendement en céréales augmentait, ce n'était pas grâce à des procédés de culture intensive, mais grâce à l'emblavement d'anciens pâturages. On ne peut voir là qu'un moyen de plus pour tuer l'élevage (1).

Les bois de construction sont aussi expédiés en moins grandes quantités. Si, auparavant l'Autriche-Hongrie était la principale cliente, désormais, cet article prend le chemin de l'orient et de la France. On peut en dire autant des matières minérales et de leurs dérivés.

Pour les boissons, la France supplante l'Autriche-Hongrie.

Il va sans dire que la contribution générale de la Roumanie aux importations de l'Autriche-Hongrie devait fatalement diminuer pendant la guerre doua-

1. Karl Grünberg *op. cit.*, p 79.

nière. De 35,04 o/o pendant la période de la convention, elle avait faibli à 33,43 o/o dans la période 1882-1886 sous le coup de l'exclusion du bétail à cornes et elle se précipitait à 3,23 o/o en 1890. Le tableau suivant permet de suivre cette chute progressive.

Exportation du bétail roumain

Années	Bétail à cornes		Béliers, brebis moutons, agneaux chevaux		Porcs	
	Total	Part de l'Autr.- Hongrie	Total	Part de l'Autr.- Hongrie	Total	Part de l'Autr.- Hongrie
1879.....	30.654	25.678	200.899	39.944	153.607	145.460
1880.....	20.503	17.170	163.316	74.712	92.143	90.551
1881.....	20.792	18.004	114.857	64.408	178.430	136.317
1882.....	2.260	168	139.070	101.161	136.335	132.479
1883.....	3.276	129	159.579	114.991	143.654	141.733
1884.....	3.209	320	170.692	134.537	73.648	72.138
1885.....	11.821	142	17.809	71.360	36.275	29.596
1886 1 ^{er} sem.	9.876	47	14.639	7.771	42.086	41.292
1886 2 ^e sem.	8.184	218	35.402	25.442	3.562	1.573
1887.....	17.371	103	75.694	45.549	22.276	17.373
1888.....	6.394	69	74.187	29.615	18.662	17.432
1889.....	2.009	187	57.333	32.013	14.956	10.800
1890.....	8.496	45	51.107	29.133	3.887	2.323
1891 1 ^{er} sem.	1.587	39	11.401	8.486	3.280	2.738
1891 2 ^e sem.	1.877	227	59.852	56.125	1.957	1.788

Nous venons de voir les méfaits de la guerre douanière. Il y a heureusement un juste retour des choses, qui se manifeste dans la diminution des importations

de certains articles désormais produits par nos nationaux. « Si, avant 1886, nous envoyions en Autriche-Hongrie des peaux brutes, qui nous étaient renvoyées préparées, représentant une valeur de 8 millions de lei (1 138 mille kilos), l'importation de cet article descend à 470 mille kilos d'une valeur de 1.900 mille lei (soit une diminution de 80 o/o).

Années	Total des exportations de la Roumanie en millions de lei	Part de l'Autriche-Hongrie	
		en millions de lei	o/o
Moyenne de 1876 à 1885	»	75,5	35,04
1886	»	34,3	13,57
1887	»	21,2	7,99
1888	»	15,5	5,27
1889	»	16,8	6,15
1890	»	8,9	3,23
1891 (1 ^{er} sem.)	»	4,6	3,34
Moyenne de 1885 à 1891 (1 ^{er} sem.)	265,6	18,9	7,11

Le total des importations des 22 autres articles dont on avait décidé la protection, qui s'élevait en moyenne pendant les années 1884 et 1885 à 54 millions (soit 1/6 du total des entrées) descend quatre années après la mise en vigueur du régime de 1886 à

4 millions. C'est dire qu'on avait gardé près de 30 millions par devers nous au profit du travail national, sans compter le stimulant donné à l'agriculture qui fournissait les matières premières à ces industries» (1). En somme, l'agriculture, l'industrie, et le fisc trouvaient leur compte à cette guerre douanière.

Aussi sera-t-on en droit de s'étonner quelque peu si l'on voit le gouvernement roumain faire les premiers pas pour mettre fin aux hostilités.

1. Baicoianu, p. 21 et suiv.

CHAPITRE IV

LE TARIF ROUMAIN DE 1891 LA FIN DE LA GUERRE DOUANIÈRE PÉRIODE SANS TRAITE (1891-1893)

§ 1. — *La politique commerciale de la Roumanie en 1891*

Cette année 1891 marque un tournant de notre histoire commerciale. Elle coïncide, en effet, avec l'expiration de tous les traités de commerce de la Roumanie, à l'exception de celui qui avait été conclu avec la Hollande et qui se prolongea jusqu'au 9 septembre 1892. Nous n'avons pas ici à insister sur ce fait que la conclusion pour une longue période ou le renouvellement de certains de ces traités (avec l'Allemagne notamment), constituaient autant de fautes politiques. Nous nous contentons d'indiquer qu'avec l'expiration de tous ces traités, le moment était venu de prendre une attitude pour l'avenir.

On devait tout naturellement s'inspirer de trois

considérations : 1° quels étaient les résultats de la politique suivie jusqu'ici ; 2° quel but fallait-il viser pour le bien du pays ; 3° quel procédé emploierait-on ?

Sur le premier point (les résultats de la politique suivie jusqu'ici), il n'y avait qu'à se féliciter pour ce qui dépendait de nous : l'agriculture et l'industrie avaient pris leur essor pendant la guerre douanière. Si l'élevage avait sombré, nous n'étions pas maîtres de la situation et aucune faute ne pouvait nous être imputée de ce chef. D'autre part, la Hongrie, d'où venait tout le mal, était sérieusement éprouvée et punie. Il n'y avait donc qu'à laisser les choses aller leur train, le tarif protecteur continuer d'opérer et les agrariens hongrois écouter la voix du repentir.

Sur le second point (le but à viser), l'unanimité régnait.

Il fallait protéger les diverses industries, encourager celles qui avaient trouvé leur voie et provoquer la naissance de nouvelles : c'était se conformer à l'intérêt national ainsi qu'au courant européen de l'époque.

Pour le troisième point (le procédé à employer), il n'y avait qu'à regarder autour de soi et suivre les exemples des autres gouvernements.

Que se passait-il ? « Après une longue période d'autonomie commerciale, l'Allemagne, dont l'essor industriel dominait, inaugure une politique com-

merciale basée sur des traités en vue de donner à sa production un régime de stabilité. C'est la période des traités généraux, système préconisé par le chancelier Caprivi en Allemagne et adopté par toutes les puissances (1).

Au lieu de tout cela, que fit-on ? D'abord, on choisit arbitrairement un tout autre procédé. Le tarif autonome qui avait de chauds partisans en 1886, sembla devenir en Roumanie le dogme économique de 1891. « C'est un fait singulier dans l'histoire de notre politique économique. De même qu'en 1885, quand l'Europe s'engageait sur la voie de l'autonomie, nous inclinions vers le conventionnalisme, de même en 1891, quand l'Europe incline vers le conventionnalisme, nous nous décidons pour l'autonomie (2). » Nous verrons quelles difficultés cette tactique allait nous créer.

Le principe du tarif autonome une fois posé, il fallait, pour être logique, s'inspirer tout d'abord des intérêts du pays et maintenir ou relever certaines taxes pour favoriser le progrès industriel : l'expérience de la période 1886-1890 indiquait cette direction. Ce ne fut pas la pensée qui dirigea nos gouvernants :

« La principale visée de la commission qui avait

1. Baicoianu, *op. cit.*, p.

2. *Id.*

élaboré le tarif fut de diminuer les taxes de l'ancien tarif, afin de pouvoir se ménager l'approbation et le traitement favorable de tous les pays avec lesquels nous étions liés commercialement. Pour réaliser cette idée, on avait même compromis jusqu'à un certain point la protection de certaines branches de notre industrie. Cet égarement ressort très clairement d'un mémoire adressé au gouvernement par les grands chefs d'industrie : « Le tarif général, soumis aux débats de la Chambre, disaient-ils, n'assure pas une protection suffisante et ne tient pas compte de la concordance qui doit exister entre les taxes sur les objets fabriqués et les taxes sur les matières premières. Il ne faut pas croire que toute exagération de taxe conviendrait aux industriels du moment qu'elle répondrait à l'idée de protection. La protection excessive, loin d'être avantageuse, peut nuire au producteur comme au consommateur, car elle conduit souvent à l'emploi de matières inférieures. Nous ne croyons pas que l'ensemble des taxes protectrices puisse être basé sur 10 o/o de la valeur, comme le prévoit l'exposé des motifs ; nous ne voyons pas qu'elles puissent être suffisantes, étant donné les difficultés avec lesquelles nos commerçants sont aux prises, notamment la cherté du capital, alors que dans les pays plus avancés en industrie, les taxes dépassent 25 o/o et vont jusqu'à 150 et 200 o/o. Nous croyons affirmer

la vérité en disant que les seules taxes dignes d'être qualifiées de protectrices, sont celles qui dépassent 25 o/o. »

Mais faibles comme elles étaient, les taxes ont encore paru exagérées et on demanda leur réduction à 20 o/o. « Si développées que paraissent certaines industries indigènes, alléguait-on, elles ne sont pas encore en mesure de satisfaire aux besoins du pays et, par conséquent, de grandes quantités de marchandises seront importées dont la taxe pèsera sur le consommateur (Procès-verbaux de la commission) ». Quoique les membres compétents de la commission aient protesté contre la tendance à juger l'œuvre tarifaire d'après l'intérêt du consommateur et demandé le maintien des taxes, comme étant assez faibles et supportables, les taxes furent, sur la proposition du président, réduites à 20 o/o pour les articles d'intérêt fiscal ; mais on ne déterminait pas les articles, laissant ce soin à la commission.

La manière de procéder des auteurs du tarif de 1891 montre combien a été ridicule cette œuvre législative, destinée à la vie économique du pays assez longtemps et combien l'on négligeait les conceptions réalisées en 1886 pour stimuler l'activité nationale.

Les Chambres, appelées à se prononcer sur le nouveau tarif, ne purent empêcher la consommation de cette œuvre. Composé de 560 articles, dont 342

présentaient des réductions sensibles par rapport au précédent, le nouveau tarif entre en vigueur en 1891. Tandis que le tarif de 1886 comportait des taxes protectrices pour 29 articles, de 50 à 180 o/o *ad valorem* pour 22 articles, de 40 à 50 o/o pour 31, de 30 à 40 pour 43 et de 20 à 30 o/o pour 113, le nouveau tarif n'accordait que pour 11 articles un droit protecteur de 50 à 70 o/o, pour 15, un droit de 40 à 50 o/o, pour 22, un droit de 30 à 40 o/o et pour 33, un droit de 20 à 30 o/o. Cette comparaison montre assez éloquemment combien le gouvernement se départait de la sollicitude manifestée en 1886 pour l'industrie nationale. Ce manque d'esprit de suite, cette véritable trahison des intérêts nationaux, paraissent saugrenus au premier abord.

Dans quel but inavoué, s'est-on contenté déjà, en 1886, d'appliquer simplement le tarif général à une nation qui fermait ses frontières par des taxes prohibitives ou des interdictions.

Dans quel but a-t-on mis la sourdine aux plaintes du commerce et de l'industrie. « Les discussions parlementaires qui précédèrent le vote de la loi ont arraché au président du conseil un aveu sur les causes de cet état de choses. Il a déclaré que la réforme ne pouvait être ajournée ni les bases changées, car elles ne dépendaient pas du gouvernement, mais d'un autre facteur politique. Cette déclaration jetait une vive lumière sur l'œuvre entreprise et nous obli-

geait à faire une constatation assez douloureuse pour nous. »

En effet, on affirmait que la réforme de 1891 avait été faite sans tenir compte des intérêts du pays et avait été inspirée par des motifs politiques qui échappaient au contrôle des membres du gouvernement. Peu après, une correspondance étrangère dévoila ce mystérieux secret du président du conseil : elle nous apprend que la réforme de 1891 doit être considérée comme une heureuse formule pour arracher les deux pays, et surtout l'Autriche-Hongrie, à l'état de crise qui se prolongeait pour le plus grand dommage des deux pays (1).

Ainsi nous étions victimes de procédés d'intimidation.

§ 2. — *Les relations avec l'Autriche-Hongrie*

Après une guerre douanière provoquée par le caprice de l'Autriche-Hongrie et conduite par nous avec succès pendant cinq années, nos gouvernants de 1891, au lieu de continuer l'œuvre de notre affranchissement économique trouvèrent bon de battre en retraite et de payer une indemnité de guerre à l'adversaire, bien que nous ayons la victoire.

Cette indemnité était la suppression du tarif

1. Baicoianu, *op. cit.* p.

qu'elle seule, de toute l'Europe, ne voulait pas reconnaître et qui avait contribué à notre libération économique.

Nous accordâmes à l'Autriche-Hongrie l'application de notre nouveau tarif autonome du 25 juin 1891. Et en échange de cet avantage, que nous concédait-elle ? Le retrait des mesures de rétorsion purement et simplement. Les relations commerciales entre les deux pays n'en prirent pas moins un caractère normal et l'effet de relâchement ne tarda pas à se faire sentir.

§ 3. — *Effets de la cessation de la guerre douanière*

Les exportations roumaines pour l'Autriche-Hongrie augmentèrent considérablement. De 9 millions de lei ou 3,23 o/o du total des exportations roumaines, elles bondirent à 23,2 millions ou 8,45 o/o en 1891, à 31,6 millions ou 11,06 o/o en 1892 et à 37,3 millions ou 10,08 en 1893 o/o.

D'autre part, l'Autriche-Hongrie ne tarda pas à regagner sur le marché roumain une partie du terrain perdu. Son importation en Roumanie s'élève de 52,75 millions de lei ou 14,52 o/o du total des importations roumaines en 1890 à 71 ou 16,27 o/o en 1891, à plus de 89 millions ou 23,24 o/o en 1892 et à plus

de 110 millions ou 25,64 o/o en 1892. L'Autriche-Hongrie reconquiert sur l'Angleterre la deuxième place mais, la première gagnée par l'Allemagne pendant la guerre douanière reste encore inaccessible.

CHAPITRE V

L'ŒUVRE PROTECTIONNISTE A L'INTÉRIEUR

On énonce un truisme en disant que, pour comprendre une certaine politique extérieure, il faut voir en quoi elle continue et corrobore l'œuvre intérieure. Nous allons donc examiner rapidement l'évolution agricole et industrielle de la Roumanie, scruter les misères dont elle souffre, montrer les bienfaits économiques et sociaux du protectionnisme interne, ainsi que sa répercussion sur la conception des tarifs douaniers et sur la conduite des négociations commerciales avec l'étranger.

§ 1. — *La question paysanne*

Nous empruntons à un observateur le portrait des paysans roumains : « Fidèles à leurs traditions, ils n'aiment vraiment ni Dieu ni maître ; ils n'aiment que l'amour et la terre. Habitué à labourer cette terre depuis des siècles, ils ont toujours considéré

qu'elle était leur lot. La loi rurale de 1864, qui bouleversa l'organisation sociale de la Roumanie et qui distribua 3.000.000 d'hectares à 450.000 paysans, établit en même temps les rapports de ces paysans et de leurs anciens boyars. Mais il arriva que, d'une part, l'accroissement des familles morcela bientôt les petites propriétés; de l'autre, que le métayage, adopté en Valachie, parut souvent plus dur au paysan que ne l'était jadis l'obligation de la dime. Les grandes propriétés du Danube qui se composent de 10.000 hectares, sont en général affermées par les Grecs. Sous l'administration de ces étrangers, désireux de rafler une grosse fortune et de quitter le pays, les humbles métayers subissent douloureusement la loi draconienne et compliquée des contrats agricoles. Ils possèdent leurs bœufs, leurs charrues, tout l'outillage, sauf la machine à battre; ils ont le sentiment de leur valeur qui manque aux paysans de Moldavie, simples ouvriers ruraux. Mais ils n'en éprouvent que plus vivement l'injustice et les torts du propriétaire. L'État de 1864 à 1898, fut forcé de procéder plusieurs fois à de nouveaux partages. Et des hommes politiques ont déjà proposé l'achat de propriétés privées, pour satisfaire aux exigences de cette population « qu'on peut entraîner, dit un historien, à la plus épouvantable jacquerie, en lui promettant un champ ». C'est là le point névralgique de la Roumanie moderne... Ces petites jacque-

ries commencent presque toujours de la même façon : les paysans accourent à la mairie et demandent si l'ordre du gouvernement est venu de partager les terres. » (1).

Ainsi, la misère assaille aussi bien l'ouvrier agricole de Moldavie, pressuré par un fermier israélite que le métayer moldave désireux d'agrandir son lopin de terre. Mais ils ne souffrent pas que des lourds prélèvements et des intempéries funestes.

« Ajoutez le déplorable état sanitaire de nos campagnes, sauf dans cette riche Olténie d'où partit jadis le mouvement révolutionnaire de Tudor Vladmiresco et qui fut jadis vingt ans sous la domination de l'Autriche. Les médecins des districts ne suffisent pas encore à enrayer la mortalité des enfants : quant aux grandes personnes, elles meurent comme elles veulent, et comme le veulent surtout les promiscuités où elles vivent, leur médiocre alimentation et les baisers aux saintes images qui propagent les maladies » (2).

Le mal affreux qui exerce ses ravages parmi ces pauvres gens est la pellagre, qui provient de l'ingestion de « maïs » récolté encore humide et insuffi-

1. André Bellessort, *A travers la Roumanie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1905, I, p. 866 et 868).

2. André Bellessort, *A travers la Roumanie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1905, I, p. 866 et 868).

samment séché au soleil (1). « Cette terrible maladie des campagnes roumaines et surtout moldaves frappe indifféremment l'homme, le vieillard ou l'adolescent. Elle se tient embusquée sous le toit pourri des chaumières ; elle égrène de ses doigts empoisonnés le maïs des années mauvaises ; elle guette le paysan à la sortie des auberges. Avant de le terrasser, elle se fait souvent sa compagne et marche des années et des années dans son ombre. »

Le maïs dont il fait presque sa seule nourriture, — le malheureux se réserve d'ordinaire son plus mauvais maïs et vend le meilleur —, l'abus de l'alcool, l'observation de tous les jeûnes, l'ignorance de l'hygiène, l'acheminement à la salle d'hôpital.

Ainsi trois plaies rongent le paysan : la misère, la maladie et l'alcoolisme : trois tristes compagnons qui vont de pair.

§ 2. — *Solutions de la question paysanne*

Contre l'alcoolisme, on a lutté avec une propagande acharnée contre ce vice homicide, par l'enseignement des principes de tempérance dans les écoles et enfin, par la loi du 6 mars 1908, intitulée « Loi sur le monopole de la vente des boissons spiritueuses dans les communes rurales et mesures pour com-

1. André Bellessort, *Id.*, I, p. 870.

battre l'alcoolisme. » Cette loi réserve aux communes seules le droit de débiter toutes sortes de boissons, limite le nombre des cabarets et les soumet à un contrôle sévère. L'effet n'a pas été long. En 1907-1908, il avait été absorbé 18.295.493 litres d'alcool figurant 163.251.595 degrés et en 1909, la consommation ne s'est chiffrée que par 12.883.725 litres d'alcool représentant 113.986.744 degrés... A la date du 1^{er} avril 1908, on comptait *dans les communes rurales* 13.988 cabarets débitant toutes sortes de boissons et seulement 42 où n'était débité que du vin et de la bière. Au 1^{er} avril 1908, *on comptait dans les villes* 7.106 cabarets où se débitaient toutes sortes de boissons et vingt-six débits de vin et de bière seulement. Or, au 1^{er} avril 1909, il n'existait plus que 6.474 des premiers débits, tandis qu'il y en avait 395 des seconds (1). »

Ce sont là des chiffres assez éloquentes, qui accusent nettement les heureux effets de cette limitation énergique du nombre des cabarets dont d'autres nations se sont montrées incapables jusqu'ici.

Donc, voilà un mal enrayé. On a procédé de même contre le second, la pellagre. Des lois et règlements ont prohibé la rentrée des récoltes de maïs aux époques néfastes et l'ont subordonnée à l'autorisa-

1. Dr Minovici, *Les effets de l'intervention légale dans la lutte contre l'alcoolisme en Roumanie (Le mouvement économique)*, vol. X, p. 137.

tion. Aussi l'on a vu diminuer le nombre des malheureux qui succombaient par dizaines de milliers, victimes du terrible mal.

Restait une troisième plaie, la misère profonde. Celle-là n'est pas encore guérie, mais on y travaille sérieusement. Pour bien comprendre ce qu'on a fait sur ce terrain, il faut avoir étudié deux questions connexes : la question juive et la question des grands propriétaires.

§ III. — *La question juive*

En Roumanie, le Juif occupe des positions qui lui permettent de tenir pour ainsi dire le paysan entre ses mains. C'est un élément relativement peu important par le nombre (1), mais très actif et par suite très influent, au point que les Roumains « sont partagés entre la peur de voir leurs Juifs se multiplier et l'appréhension de les voir partir » (2). Ceux-ci détiennent le haut et bas commerce et exercent toutes les professions qui exigent de la serviabilité, mais qui vous livrent les gens corps et âme. « Le Juif, en s'emparant de ces petits métiers, se rend

1. D'après l'*Anuarul Statistic* de 1909, les Juifs sont au nombre de 266.652, soit 4,48 o/o de la population totale en 1899.

2. André Bellessort, *op. cit.*, *Revue des Deux-Mondes*, 1905, II, p. 87.

maître de toute la personne du Roumain des pieds à la tête, y compris l'estomac. Mais, ce n'est qu'une première étape. Si, dans un pays agricole, je parviens à me faufiler entre le producteur et le consommateur et que, par mon ingéniosité et ma promptitude, je facilite leurs transactions, ma puissance grandit. J'aurai bientôt à ma merci ceux qui travaillent et ceux qui jouissent. Les risques seront peut-être pour moi : je ne les crains pas, et la séduisante idée de mon importance me console de vos affronts. L'homme qui se réveille à 3 heures du matin et qui fait des lieues sous la pluie pour acheter aux paysans des œufs et des poulets qu'il revendra au marché, assaisonne son mince profit d'un plaisir de conquête. L'aubergiste qui prévoit et prévient tous les besoins de son village, y respire obscurément des fumets de royauté. Quand les autorités le menacent d'expulsion, les paysannes intercèdent en sa faveur : « Si vous l'enleviez, nous serions obligés d'aller nous-mêmes quérir une pelote de fil ou un mètre de cotonnade. » Laissez-nous notre Juif » (1). Un autre dit : « Je ne pourrais pas vivre s'il n'était pas là. Quand ma récolte est mauvaise, il me prête de l'argent. Quand un de mes enfants meurt, c'est lui qui m'aide à payer

1. André Bellessort, *op. cit.*, *Revue des Deux-Mondes*, 1905, II, p. 90.

les frais d'enterrement. Il comprend la vie. Il nous procure tout ce dont nous avons besoin » (1).

On voit à quel point le Juif s'est implanté chez le paysan. Mais parfois, il est autre chose que son âme et féal serviteur, il est son maître. En Moldavie, les plus beaux domaines sont administrés par des fermiers juifs qui s'ingénient à pressurer le paysan. En somme, « les Juifs ne détiennent pas seulement les deux tiers des maisons de commerce, les trois quarts des entreprises industrielles, la plus grande partie des exploitations forestières, presque tous les capitaux : ils ont aussi capté l'esprit du paysan, et, sinon sa confiance, du moins sa soumission ». Nous sommes tes vrais maîtres, lui disent les gros Israélites : vois notre or. Nous sommes tes vrais amis, lui disent les pauvres Juifs : vois nos haillons » (2). C'est là une sujétion très dure pour les paysans. Mais ils en connaissent une autre, due au peu qu'il possèdent.

§ 4. — *Les grands propriétaires terriens*

La répartition de la propriété rurale en Roumanie a un caractère latifundiaire. Selon la statistique fiscale de 1905, nous avons d'une part 1.015.304 petits propriétaires jusqu'à 10 hectares inclusivement qui

1. *Id.*, p. 83.

2. *Id.*, p. 97.

détiennent au total 3.319.695 hectares de sol arable, et d'autre part, 4.271 grands propriétaires à partir de 100 hectares, qui détiennent au total 3.787.192 hectares. Entre les deux, la couche des propriétaires moyens est si faible qu'elle est écrasée et se perd entre les deux autres couches opposées. Il y a à peine 38.699 propriétaires possédant de 10 à 100 hectares et détenant au total 861.419 hectares. En pour cent, par rapport à la totalité de la terre cultivable (environ 8 millions d'habitants sans compter le Domaine de l'État et celui de la couronne), la petite propriété représente 41.66 o/o, la moyenne propriété 10.81 o/o et la grande propriété représente 47,53 o/o. Tandis qu'en moyenne, il ne revient que 3 ha. 27 au petit propriétaire; le grand propriétaire a la jouissance de 901 hectares en moyenne.

« Ce mode de répartition du sol arable; le fait que notre population rurale augmente considérablement, grâce à un progrès démographique des plus favorables, le fait encore que la succession des biens est réglée d'après le régime du code Napoléon; toutes ces circonstances ont provoqué et provoquent encore le trop grand morcellement des terres, et d'autre part, le manque de terre qui se fait sentir de plus en plus vivement (1).

1. Dr. L. Colesco. *Les associations agricoles en Roumanie. Dans le mouvement économique*, XII, p. 282 et 283.

Il y a une autre cause de misère : « La statistique agricole de 1905 prouve que les 38 o/o à peine de la grande propriété étaient cultivés en régie, tandis que les 92 o/o étaient affermés. Nul part en Europe, sauf en Angleterre, le système d'affermier les propriétés n'est pratiqué sur une aussi vaste échelle qu'en Roumanie ». Les propriétaires ont oublié que la fortune crée des devoirs et que la grande propriété ne se comprend vraiment que si l'homme qui en dispose assume la charge des hommes qui y vivent. Mais il est plus agréable de courtiser l'intrigue parlementaire à Bucarest que de s'occuper de ses terres et de ses paysans ». Si encore les fermiers étaient des Roumains, mais c'étaient et ce sont encore en grande majorité des étrangers, des Juifs surtout en Moldavie : « Dans cette situation, ils ne se livraient pas à une culture rationnelle et systématique du sol, mais cherchaient plutôt à exploiter le travail des paysans du domaine. Les enquêtes agraires qui ont été faites à la suite des événements de 1907, ont prouvé que les conditions les plus dures étaient imposées aux paysans, que la plus grande misère, l'exploitation la plus inhumaine régnaient sur les propriétés prises à ferme et surtout sur les propriétés de l'État et des autres institutions de mainmorte. Ces fermiers exprimaient et pompaient le suc de la terre, en s'aidant des bras des paysans loués pour rien et faisaient passer aux richesses du

pays les frontières en laissant derrière eux la terre et les forces du paysan épuisées et appauvries » (1).

§ 5. — *De nouvelles solutions de la question paysanne.*

Ainsi la pénurie des paysans provenait de deux causes : le morcellement infini de la terre, d'une part, et l'exploitation impitoyable par les anciens « logophètes » ou intendants devenus fermiers.

Les paysans se sont soulevés aux périodes de crise aiguë et ont arraché peu à peu des améliorations. De 1881 à 1907, il a été formé et vendu des propriétés de l'État 112.698 petites parcelles (5 ha. environ) pour une superficie totale de 558.114 habitants. Mais le paysan a continué de souffrir du manque de terre.

Alors, il a songé à l'entraide mutuelle. Sur l'initiative de quelques maîtres d'école, il a été créé dans les villages des *banques populaires* qui se sont multipliées ensuite d'une manière surprenante. En 1903, voyant que cette forme de coopération s'adapte admirablement aux besoins et aux mœurs de notre population, l'État s'est efforcé d'encourager la formation de Banques populaires et en même temps,

1. Bellessort, *op. cit. revue des Deux-Mondes*, 1895, p. 11, 96.

d'exercer un contrôle sérieux et une action efficace pour leur progrès. »

« D'autre part, le mouvement agraire de 1907, qu'a mis vivement en lumière la véritable situation des paysans roumains et a montré combien était profond l'abîme séparant le grand propriétaire du petit, a encore eu, entre autres effets, celui de donner à la coopération deux nouvelles formes qui tendent à se coaguler et à prendre la structure d'organismes viables et résistants. Ce sont d'une part, les *associations rurales*, spécialement constituées dans le but de prendre à ferme et d'exploiter les terres des grands propriétaires ; et, d'autre part, les *syndicats agricoles* qui se sont formés et se forment surtout parmi les grands agriculteurs, dans le but de représenter et de défendre les intérêts de la grande propriété, ou pour mieux dire, de la grande culture, ainsi que de réaliser tous les bienfaits économiques et sociaux que la coopération produit là où elle vit, où elle se développe » (1).

Négligeant les syndicats agricoles examinons l'œuvre de chacune des deux autres institutions.

« Les banques populaires sont plutôt des institutions de crédit que des associations agricoles. Indirectement, elles ont aidé et elles aident avec persévérance et profit le petit propriétaire agricole dans

1. Colesco, *op. cit.*, Passim.

les besoins que lui crée son occupation principale ».

« Directement et à de fréquentes reprises, elles ont engagé conseillé et aidé les paysans à prendre à ferme de grandes propriétés, en leur procurant la garantie et le capital nécessaires pour l'exploitation du sol. Voici la marche de leur développement.

Les prêts consentis par les 2543 banques populaires se chiffraient au 31 décembre 1909 à la somme importante de 66.592.504 lei, 95 dont les sociétaires détiennent 68,34 o/o.

En juillet 1910, il y a près de 4.000 banques, avec un capital versé de plus de 50 millions et un capital de roulement de 70 millions (1).

La loi de 1903 a placé ces banques sous le contrôle et la direction d'une Caisse centrale qui dispose d'un capital de 20 millions de lei avancés par l'État.

« Aujourd'hui, sur trois chefs de famille habitant des villages, un est membre adhérent d'une banque populaire. » Malgré les petits abus, nous sommes loin du temps où l'usure et la spéculation sur le travail et la misère du paysan s'exerçaient sans pitié et sans entrave.

Quant aux associations, elles ont commencé en 1903 et sont en 1909 au nombre de 275 ; elles ont pris à

1. *Le Monde économique*, XII, p. 121.

bail 1.952.521 hectares et payé 5.574.521 lei pour l'affermage ; leurs 46.071 membres ont souscrit 1.286.524 francs. En juillet 1910 leur nombre dépasse 400 (1). Inutile de dire que les progrès sont très rapides, surtout depuis que la loi du 10 avril 1909 a consacré leur existence. Elle prévoit que toutes les propriétés de l'État, des institutions de bienfaisance, des départements et des communes ne pourront être exploitées en principe que si elles sont affermées, à des associations de paysans ou si elles sont exploitées en régie. L'association est constituée d'au moins 25 membres qui déposent l'argent devant servir de garantie et de capital pour l'exploitation de la propriété. L'État ou l'institution intéressée approuve alors les propositions d'affermage et passe contrat avec l'association. L'étendue du lot attribué à chaque membre associé varie selon la localité et la force du travail de chacun, sans pouvoir dépasser le maximum légal de 10 hectares dans les plaines et 5 dans les montagnes vignobles. La distribution et le travail se font sous la direction d'un agronome.

Pour faire face à leurs engagements, les associations ont emprunté, en 1909, 1.969.385 francs à la Caisse centrale et aux Banques populaires et remboursé 1.134.611 francs dans la même année. Le développement de ces associations apportera des

1. *Idem.*

avantages réels à l'économie rurale. En premier lieu, elles feront disparaître l'intermédiaire souvent nuisible entre le petit propriétaire et le cultivateur. En second lieu, dirigées par des agronomes, elles seront la meilleure école pour l'éducation du paysan et pour une culture rationnelle. La production augmentera, les besoins individuels seront mieux et plus facilement satisfaits et le manque de terre se fera moins vivement sentir. En troisième lieu, l'esprit de solidarité et la confiance dans la force de la coopération augmenteront » (1).

Enfin, l'harmonie entre la classe des paysans et la classe des propriétaires sera rétablie, l'arbitraire et la spéculation cesseront grâce aux syndicats agricoles.

Une loi a, d'autre part, prohibé la formation de trusts de fermiers qui exploitaient, il y a quelques années, la Moldavie et qui ont fait jaillir la première étincelle des révoltes agraires (2).

Nous allons enfin retracer en quelques mots l'évolution de la législation sur les ouvriers agricoles.

La loi agraire du prince Alexandru Ioan Cuza (*Legea rurala*) du 14-26 août 1864 enlevait aux grands propriétaires du sol une partie de leurs immeubles ruraux au profit de la population paysanne qui était jusqu'alors réduite au servage et celle-ci reçut la libre

1. Colesco, *op. cit.*, p. 282-290.

2. *Idem.*

propriété des terres sur lesquelles elle était installée. En même temps, dans les deux principautés de Moldavie et de Valachie, réunies depuis en un seul royaume sous le nom de Roumanie, le servage fut aboli. Les lois du 18 mars 1866, du 7 avril 1872 et du 14 mai 1882 ont ce caractère. Elles consacraient directement ou indirectement l'exploitation des populations paysannes par les anciens propriétaires du sol et provoquèrent finalement en juin 1888 des troubles agraires d'un caractère très menaçant. Les troubles décidèrent le gouvernement à prêter plus d'attention à la protection des paysans en matière de contrats agricoles. La loi du 22 juin 1893 marque cependant plutôt un progrès au point de vue de la forme qu'un progrès réel par rapport à l'ancienne situation. La meilleure preuve est qu'au printemps 1907, de nouveaux troubles agraires éclatèrent ayant une plus grande extension et qui prirent surtout dans le sud du pays, dans les départements valaques, un caractère si dangereux et si violent qu'ils ne purent être réprimés qu'au moyen d'une intervention militaire des plus rigoureuses. Sous la pression de ces événements qui ébranlèrent gravement le crédit et la situation de la Roumanie, une nouvelle législation agraire fut élaborée (*Lege pentru învâelile agricole*) du 23 décembre 1907 (5 janvier 1908) (1).

1. Karl Grunberg, *les Lois de protection ouvrière en Roumanie dans le Mouvement économique*, vol. 10, n° 56, p. 67.

Cette loi réglemente comme les précédentes les différents types de contrats agricoles et en premier lieu : a) les contrats de main-d'œuvre avec engagement temporaire au travail à la pièce pour toutes les sortes de travaux agricoles ; b) les contrats d'affermage pour les étendues de moins de 20 hectares de terres de labour, de prairies ou de pâturages et enfin c) les contrats relatifs au droit de pâturage de maximum 6 têtes de gros bétail et 10 têtes de petit bétail sur les pâturages des grands propriétaires.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cette réglementation. Contentons-nous de dire que, désormais, les contrats présentent toutes les garanties et ne peuvent plus devenir un instrument d'oppression. La loi a créé un *Consiliul superior al agriculterei* de 5 membres, des inspecteurs agricoles et des commissions régionales qui veillent à l'application des mesures protectrices, fixent des salaires minima ; les journées maxima, les prix et redevances maxima d'affermage, etc... En somme, le paysan ne peut plus être exploité.

Ce n'est pas tout. Il ne s'agissait pas seulement d'arracher le paysan à la misère en améliorant sa situation d'agriculteur, il fallait aussi songer à l'élevage, car « l'économie entière de la vie du paysan repose sur les animaux qui entourent sa maison. Leur nourriture est le souci le plus grave du laboureur et l'infériorité de sa condition provient surtout de la

nécessité dans laquelle il se trouve de souscrire à toutes les conditions, même les plus onéreuses, imposées par les propriétaires ou les fermiers, dans le but de procurer à ses bêtes le foin et l'herbe nécessaires. Les lois nouvelles ont voulu parer à cette nécessité impérieuse, par la constitution de pâturages communaux. » (1) Seulement, la mise en culture des anciens pâturages et le défrichement des forêts ont eu cet effet que les pâturages ont été confinés seulement dans les plaines et sur le versant des collines. Mais, on peut voir aussi que ce sont habituellement les terrains les plus faibles, les plus improductifs qui sont réservés pour la production de l'herbe, pendant que ceux qui sont mieux conditionnés sont attribués au labour et à la récolte du foin. Notre climat très sec vers le milieu de l'été, extirpe toute l'herbe des pâturages, de sorte que les animaux ne trouvent plus rien à brouter entre juin et septembre... La constitution des pâturages communaux ne peut remédier à cet état de choses, car l'insuffisance de l'herbe provient surtout de causes climatériques contre lesquelles les lois sont impuissantes. Il n'est que très naturel que ces pâturages, qui sont complètement brûlés pendant l'été, reviennent trop cher aux pay-

1. Xénopol, *Mouvement économique*.

sans, ceux-ci préfèrent labourer et ensemenccr ceux que l'Etat leur procure » (1).

Ainsi les bonnes intentions du législateur ont échoué : M. Xénopol résume excellemment les inconvénients de ce système.

« Il résulte donc que la loi des pâturages est préjudiciable au pays sur tous les points de vue ; d'abord, elle enlève à la culture bien plus rémunératrice du labour une grande étendue de terre et diminue la production agricole, partant la richesse du pays ; puis elle n'arrive pas au but qu'elle se propose de procurer la nourriture aux animaux des paysans ; elle oblige les paysans à payer les pâturages bien plus cher que ne vaut le profit qu'ils en retirent ; enfin elle force le pays à s'attarder dans un régime de culture primitif qu'il faudrait, au lieu d'encourager, chercher le plus tôt possible à remplacer par un régime supérieur. Ce régime est celui des fourrages artificiels et de l'élevage du bétail dans la cour et dans l'étable, au lieu de l'élevage aux champs (2).

Tant que la question des fourrages artificiels ne formera pas la préoccupation constante du pays tout entier, gouvernants et gouvernés, le principal problème de notre vie économique ne sera pas résolu.

Mais ce n'est pas le seul moyen par lequel le gou-

1. Xénopol, *Op. cit.*

2. Xénopol, *Op. cit.*

vernement espère venir en aide aux électeurs. Le parlement a voté en 1910 la loi relative à la création d'un *fond zootechnique*, assez fortement doté, pour l'amélioration de l'élevage. « Nous avons, dit le ministre des Domaines, acquis et distribué gratuitement aux associations et aux particuliers des travaux de reproduction. Nous avons créé des troupeaux de bêtes autochtones et étrangères pour avoir de la sorte de bons animaux de reproduction. Nous avons acquis des centaines de verrats que nous distribuerons gratuitement tant aux associations qu'aux petits producteurs ». Et le ministre parle aussi d'exemption d'impôts pour les terres de « ceux qui s'occupent de l'élevage du bétail et de la culture des fourrages artificiels », du débouché de l'État assuré aux producteurs de semences, d'assurance du bétail, etc... M. Xénopol ne se cache pas qu'il « se passera encore des années avant que nous soyons en état d'exporter de la viande de boucherie de bonne qualité et en quantité suffisante. En attendant, nous devons diriger tous nos efforts à reconstituer le bétail nécessaire, non seulement à l'exportation, mais à notre propre consommation (1). Quoi qu'il en soit, on ne peut méconnaître les bienfaits de l'œuvre législative sur ce domaine de l'agriculture et de l'élevage. Nous allons voir que le législateur s'est tout autant occupé de protéger l'industrie très sérieusement.

1. Xénopol, *op. cit.*

§ 6. — *La protection de l'industrie*

Dès 1873, on encourageait les premiers pas de l'industrie betteravière par des exemptions d'impôts et de droits de douane pour l'entrée des machines ; en 1882, on remplaçait ces avantages par une prime de production de 16 francs par kilog. En 1883 la première fabrique de papier était alimentée de bois des forêts de l'État livré à des prix infimes. En 1885, les fabriques de textiles, toutes nouvelles, jouissaient non seulement de la franchise en douane pour l'importation des machines et matières premières, mais de commandes sûres de l'État.

Cette protection pour des industries isolées ne devait pas tarder à devenir générale par la loi du 12 mai 1887, intitulée : « *Lege mesuri generale spre a veni in ajutor industriei nationale* ». Elle reporte toute sa sollicitude sur les entreprises qui ont un capital d'au moins 50.000 lei, occupent au moins 25 ouvriers par jour pendant cinq mois de l'année, emploient après cinq ans des nationaux dans la proportion des $\frac{2}{3}$, ont une machinerie perfectionnée et des techniciens à leur tête. Ces établissements jouissent alors d'avantages extraordinaires : concession gratuite de 1 à 5 hectares de terrain sur les terres de l'État, de la couronne ou des communes, en propriété ou en emphytéose de quatre-vingt-dix ans, sui-

vant que l'industriel est roumain ou étranger ; construction gratuite des voies de communication entre le siège de l'entreprise et les principales artères du pays, à la charge de l'État, des communes ou de l'administration des domaines ; de plus pour une période de quinze ans : exemption de tous impôts et octrois, franchise douanière à l'entrée des machines, parties de machines et accessoires nécessaires à l'exploitation ainsi que des matières premières n'existant pas ou pas en quantité suffisante dans le pays ; réductions de tarifs de 45 o/o sur tous les chemins de fer exploités par l'État non seulement pour le transport des objets fabriqués mais aussi pour celui des machines ou matières premières importées ; réduction des frais de port pour l'envoi des objets fabriqués à l'intérieur, restitution des droits de douane pour tous les articles qui, jusque-là, n'étaient pas produits dans le pays ou qui ont subi n'importe quelle façon ou transformation ; à égalité de conditions, préférence donnée aux produits du pays sur ceux de l'étranger, pour toutes les fournitures publiques. On pensait bien, par cette loi protectrice, que le pays verrait ses matières premières travaillées, ses cours et chutes d'eau utilisées, ses forêts et ses richesses minérales exploitées.

Mais les capitaux manquaient en Roumanie, et l'argent ne venait pas facilement du dehors, car on

refusait aux capitalistes étrangers la haute main sur les entreprises.

Un autre obstacle des plus graves, c'était le manque de bras. La population avait bien augmenté de moitié depuis cinquante ans et il y avait 45 habitants par kilomètre carré. Mais quoique la population urbaine ne dépasse guère 1/6 du total (1), la population actuelle ne suffit pas aux besoins de l'agriculture et, chaque année il faut, pour la saison d'été, avoir recours aux ouvriers de Bucovine et de Transylvanie ; il en est venu, d'après la statistique officielle (2).

en 1885	1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892
17.527	17.649	9.394	14.399	18.171	26.720	28.267	34.942

Il importe aussi de noter le peu d'aptitude des Roumains à s'occuper d'industrie. Nous n'insisterons pas sur le caractère foncièrement agricole de la masse. Nous dirons seulement que l'élément bourgeois et l'élément riche ne manifestent aucune initiative et que leurs prédilections vont à l'armée, au fonctionnarisme ou à la politique.

Ce serait négliger un côté important de la question

1. 18,8 o/o en 1899 et 17 o/o en 1907 (*Anuarul statistic*, 1909, p. 23 et 40). Nous signalons sans nous y attarder cet étrange recul de la population urbaine ; dans les autres pays, on observe une progression en sens inverse.

2. *Buletinul statistic general de 1894*, p. 160.

que de ne pas mentionner le peu de culture et le manque de connaissances techniques de la plupart des Roumains, malgré les nombreuses bourses d'études. Il y a dix ans, 12,7 o/o seulement de la population totale savaient lire et écrire et 42 o/o dans les villes (1). La statistique officielle de 1909, page 35, accuse 82,63 o/o d'illettrés en 1899.

Enfin, n'oublions pas que la Roumanie manque de charbonnages et présente peu de filons riches en fer de façon générale et surtout dans le voisinage des gisements houillers. C'est ce qui empêchera toujours les progrès de la métallurgie dans ce pays.

A côté de ces inconvénients qui tiennent à la nature des hommes ou des choses, il faut en considérer un autre qui tient à l'inconstance du gouvernement : « Les industries n'ont jamais obtenu le terrain promis que la loi leur accordait ; et de même, la réduction des tarifs de transport sur les chemins de fer n'est jamais venue, ainsi que la préférence accordée aux fournitures nationales par les autorités publiques. »

Dès lors, on comprendra, d'un côté, que l'industrie soit restée pour une bonne part aux mains des étrangers, et d'un autre côté, que les progrès n'aient pas été aussi rapides qu'on le désirait.

1. Butureanu, *Scoala și învățătorul la sat* dans *Archiva* de 1901, p. 11-26.

« Devant l'inobservance des stipulations précises de la loi de 1887, les industriels s'émurent et demandèrent la revision de la loi, pour en rendre efficaces les dispositions. »

Un projet de loi fut élaboré par M. Orléano, qui supprime l'exemption d'impôts et celle des droits d'entrée pour l'importation des matières premières. En regard de ces suppressions, le gouvernement accorde d'autres facilités : cession de terrains, réductions du tarif de transport sur les chemins de fer et préférence aux fournitures des autorités publiques. M. Orléano a donc pris en considération les desiderata des industriels roumains. Ceux-ci cependant se sont émus de l'article 8 ainsi conçu : « Après cinq ans de fonctionnement des fabriques sous le régime de la présente loi, le personnel étranger des différentes catégories employé par le fabricant, ne pourra dépasser de 25 0/0 le nombre total de deux employés dans la fabrique, et les salaires payés au personnel étranger ne pourront dépasser 25 0/0 du total des rémunérations payées par le fabricant au personnel technique et les ouvriers spéciaux, cette proportion sera gardée en tant qu'ils ne se trouveront pas dans le pays. En ce qui concerne le personnel administratif, au fur et à mesure des vacances, la proportion des étrangers devra diminuer au moins de moitié. »

« Tout l'esprit du projet se trouve exprimé dans cet article 8. Sa caractéristique, c'est l'exclusivisme éco-

nomique, c'est un protectionnisme social dangereux (1). »

L'article premier astreint, en effet, d'office à ce régime tous les établissements tombant sous les prévisions de la loi de 1887, toutefois : « Quand l'industriel déclare qu'il renonce aux avantages de la présente loi, il est par cela même délié des obligations qu'elle impose (2). »

L'éminent sénateur, M. Xénopol, a posé au ministre cette question fort juste : « Où prendrez-vous le personnel roumain que vous imposez aux fabricants ? » puisqu'on a développé le fonctionnarisme.

Ainsi, les meilleures intentions se heurtent aux plus sévères critiques. On veut développer l'initiative roumaine, créer des ouvriers roumains, et l'on risque de compromettre le développement régulier de quelques industries roumaines en les privant des capacités étrangères qui lui sont nécessaires.

A côté de cette protection générale, l'État roumain accorde une protection particulière à l'industrie sucrière. En mars 1906, les sucriers ont conclu avec l'État un contrat contenant les stipulations suivantes :

1° La prime de fabrication sera réduite de 16 à

1. Albin Huart, *le Néo-protectionnisme roumain, dans le monde économique*, XII, p. 98.

2. Albin Huart, *op. cit.*

11 francs pour toutes les qualités de sucre et sera accordée jusqu'au 31 mars 1914 ;

2° L'État s'oblige à n'accorder, pendant ce délai, ni les avantages de la loi industrielle ni les bénéfices de la prime à aucune fabrique de sucre en dehors de celles existant à la date de la conclusion du contrat ;

3° L'État s'engage, en outre, à frapper le sucre importé d'un droit qui ne sera pas inférieur à 35 francs les 100 kilogs ;

4° Les fabriques de sucre bénéficieront des avantages de la loi industrielle jusqu'au 31 mars 1914 ;

5° L'État accordera une prime de 9 francs par 100 kilogs pour les 5 premiers millions de kilogs de de sucre exportés par les fabriques roumaines. Pour les quantités excédant ce chiffre, la prime est fixée à 11 francs ;

6° Ces primes seront abolies le 31 mars 1914.

Comme on le voit, le régime sucrier national, qui, à côté d'un droit protecteur de 35 francs accorde une prime de 14 francs au produit indigène, élève une barrière infranchissable contre l'importation du sucre étranger.

Telle est l'appareil de protection à l'intérieur. Nous allons voir comment il se double d'un autre tout aussi sérieux à l'extérieur.

CHAPITRE VI

RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE-HONGRIE DE 1893 à 1902

§ 1. — *Traité du 21 octobre 1893 avec l'Allemagne*

Les Roumains n'avaient rien de plus pressé, une fois dégagés de tout traité en 1891, que de faire l'expérience de leur tarif autonome de 1891 fonctionnant à plein, c'est-à-dire sans l'entrave de nouveaux engagements avec l'étranger. C'était le meilleur moyen de juger de la valeur des mesures et des taxes protectionnistes.

S'ils ne sont pas restés longtemps sans conclure de nouveaux traités, c'est qu'ils ont été poussés à changer leurs positions par des considérations d'ordre différent. Les relations commerciales de l'Allemagne et de la Russie étaient alors très tendues déjà et devaient dégénérer en guerre douanière pour l'été de 1893. C'était le moment de faire des avances à l'Allemagne pour assurer l'écoulement sur ses marchés des céréales de la Roumanie bien que les

tarifs d'importation allemands fussent plus élevés que ceux de l'Autriche.

Il y avait aussi un motif des plus importants qui relevait de la politique financière. La Roumanie avait besoin de contracter un fort emprunt pour faire face à ses charges. Or, depuis une vingtaine d'années les gros financiers allemands s'étaient constitués les banquiers de la Roumanie (1). Il s'agissait d'assurer le placement du nouvel emprunt en Allemagne et par conséquent de s'y créer des dispositions favorables.

Aussi, dès juillet 1892, la Roumanie accordait-elle provisoirement à l'Allemagne la jouissance de son tarif général contre la concession par cette dernière de ces tarifs conventionnels pour les céréales.

Et l'effet bienfaisant de ce régime provisoire avait été d'amener une augmentation progressive des exportations de céréales roumaines en Allemagne : de 9 millions 1/2 de lei en 1890, elles passaient à 31 en 1892 et à 127 en 1893 (représentant 20,4 0/0 du total des importations allemandes en blé).

Ainsi, pour des raisons tant financières que commerciales, il fallait s'entendre avec l'Allemagne. Mais sur quelles bases ? Le tarif autonome n'était-il pas tout exprès très modéré pour qu'on puisse le propo-

1. En 1894, le marché allemand avait absorbé les 3/5 de la dette roumaine.

ser aux puissances en échange de la clause de la nation la plus favorisée ?

La tactique avait réussi avec la Grande-Bretagne, le 13 août 1892 ; avec l'Italie, le 23 décembre 1892 ; avec la France, le 28 février 1893, et avec la Suisse, le 3 mars 1893.

Or, l'Allemagne déclara qu'elle ne pouvait nous accorder la clause de la nation la plus favorisée en échange de notre tarif autonome. Ce nouvel aspect des choses était assez sérieux pour nous inquiéter. Au Parlement, M. Aurélian montra les difficultés qui assailliraient notre agriculture si une entente avec l'Allemagne n'aboutissait pas. Si le débouché autrichien était différent, on ne pouvait en dire autant du débouché allemand. Pour parer à cette éventualité, le gouvernement examina les concessions que demandait l'Allemagne pour nous accorder la clause de la nation la plus favorisée ; il proposa pour défendre le principe de l'autonomie, de modifier 103 articles du tarif. Mais l'Allemagne avait inauguré le nouveau courant des « traités de commerce de l'Europe centrale » pour établir un régime de stabilité tarifaire, et il était naturel que, si elle l'obtenait de pays supérieurs au nôtre, économiquement parlant, elle ne pouvait pas renoncer à son point de vue à notre égard. En face du danger qui nous menaçait du côté de ce pays, les auteurs de l'œuvre tarifaire de 1891 ont dû signer de leur propre main la con-

damnation de leur propre conception, en concluant une convention avec l'Allemagne qui entrera en vigueur à la fin de 1893.

L'Allemagne obtenait, dans un tarif conventionnel, la consolidation de 183 articles du tarif autonome et la réduction des 23 articles. En échange, elle nous accordait la consolidation dans un tarif, des réductions qu'elle avait accordées à d'autres pays pour des articles intéressant notre production agricole et notre élevage (1).

§ 2. — *Le traité du 21 décembre 1893 avec
l'Autriche-Hongrie*

Le gouvernement roumain avait fait cette importante déclaration « qu'il ne pouvait consentir de plus larges réductions de son tarif remanié, de 1891 et qu'il fallait considérer les concessions contenues dans le traité de commerce avec l'empire d'Allemagne comme l'extrême de ce qu'il pouvait octroyer en cette matière » (2). Aussi l'Autriche-hongrie devait-elle s'en contenter si elle ne voulait à nouveau courir le risque d'un traitement de défaveur.

Le traité du 21 décembre 1893 qui entre en vigueur le 14 juin suivant, jour de l'échange des ratifications,

1. Baicorano, *id.*

2. N° 817 des annexes aux procès-verbaux de la Chambre des députés, 9^e sess., 1894, p. 15.

renferme les stipulations suivantes : suppression des prohibitions d'importation, d'exportation et de transit, sauf le cas de mesures d'ordre vétérinaire ; franchise pour les voyageurs de commerce et pour les échantillons ; exemption pour les nationaux des deux pays des obligations et réquisitions militaires, sauf s'ils sont propriétaires fonciers. Un article additionnel règle les facilités de transport pour les habitants et produits de la zone frontière comportant 10 km. Le protocole final arrête les exceptions d'usage au principe du traitement de la nation la plus favorisée : le cas de commerce de frontière et d'union douanière avec d'autres États ainsi que le cas de mesures de police vétérinaire.

Toutefois, le gouvernement austro-hongrois déclarait « que les porcs et moutons de provenance roumaine ne seraient pas soumis à un autre traitement que celui qui résulte de l'application loyale et normale des dispositions de police vétérinaire autrichiennes et hongroises suivant l'état sanitaire des animaux en Roumanie ».

Cette vague promesse, qui n'engageait à rien, n'a pas la valeur d'autres clauses permettant aux produits animaux et notamment à la viande, aux conserves alimentaires, à la laine, aux peaux sèches, aux soies de porcs, soit l'entrée et le transit, soit le transit seulement, sous réserve de l'observation d'une série de mesures vétérinaires.

§ 3. — *Effets du traité sur le commerce
de l'Autriche-Hongrie.*

Durant la période 1894-1900, l'Autriche-Hongrie importe moins en Roumanie d'une façon absolue que dans la période 1891-1893 ; ses entrées ne s'élèvent plus qu'à 337 millions de lei en moyenne contre 416 antérieurement. Néanmoins, sa contribution relative aux importations roumaines augmente progressivement de 27, 19 0/0 à 31,94 0/0 avec une moyenne supérieure à 28 0/0, de telle sorte qu'en 1900, l'Autriche a reconquis comme fournisseuse de la Roumanie le premier rang qu'elle avait perdu depuis la guerre douanière. Le tableau suivant montre le mouvement des importations et la part des principaux pays :

Importations en Roumanie par pays de provenance, en millions de lei

Années	Total des importa- tions	Autriche-Hongrie		Allemagne		Angleterre		France	
		absolum.	relativ.	absolum.	relativ.	absolum.	relativ.	absolum.	relativ.
Moyenne de 1886 à 1893	362,52	71,33	19,67	104,38	28,79	91,95	25,36	31,01	8,55
» 1894	422,14	114,80	27,19	116,97	27,71	84,03	19,91	34,22	8,11
» 1895	304,57	86,30	28,33	80,81	26,56	58,98	19,36	25,60	8,48
» 1896	337,92	92,85	27,48	95,81	28,31	73,37	21,71	25,88	7,66
» 1897	355,78	96,64	27,16	98,99	27,82	78,76	22,14	23,91	6,72
» 1898	389,91	109,06	27,97	110,53	28,35	76,14	19,55	25,79	6,62
» 1899	333,26	95,67	28,71	91,09	27,33	60,04	18,02	22,16	6,65
» 1900	216,96	69,29	31,94	55,66	25,65	31,15	14,36	16,13	7,44
Moyenne de 1894 à 1900	237,22	94,94	28,15	92,83	27,53	66,06	19,59	24,81	7,36
Moyenne de 1897 à 1900	223,98	92,66	28,60	89,07	27,50	61,52	18,99	21,99	6,79

Mais si l'Autriche-Hongrie se retrouve en tête des pays importateurs ; il n'en reste pas moins que le chiffre absolu de ses importations comme sa part relative ne sont plus aussi élevés que dans la période 1886-1893. C'est là une constatation d'autant moins rassurante pour l'Autriche-Hongrie que l'on doit encore déduire des importations austro-hongroises en Roumanie toutes les marchandises d'autres pays que les statistiques roumaines portent comme austro-hongroises, c'est-à-dire celles qui ne sont pas de provenance austro-hongroise et dont l'origine ne ressort pas nettement des lettres de voiture et celles qui, venant de l'étranger, figurent dans des chargements globaux avec des produits austro-hongrois.

L'Autriche-Hongrie a d'autant plus à s'inquiéter que l'Allemagne la suit de bien près et que l'Angleterre présente un contingent notable.

Examinons un peu la nature des marchandises importées d'Autriche-Hongrie. Ce pays est au premier rang pour les marchandises coloniales et fruits méridionaux (15,82 millions 3,57 dans les années extrêmes 1894-1900, en moyenne 8,52 o/o) les produits chimiques (4,14-5,85 millions, soit 5,22 o/o), les produits minéraux, faïenceries et verreries (4,93 millions 1,36, soit 3,51 o/o), les sucres de plantes et produits pharmaceutiques (3,29-1,44 millions, soit 2,29 o/o), couleurs et vernis (3,06-1,32 millions, soit 2,64 o/o), la papeterie (6,71-2,20 millions, soit 2,20 o/o),

le bois et les objets en bois (3,84-1,23 millions, soit 3 o/o), le caoutchouc, la gutta-percha et les objets fabriqués avec ces matières (1,29-1,30 millions, soit 1,41 o/o), les animaux vivants (1,56-0,76 million, soit 1,63 o/o).

L'Autriche-Hongrie arrive en second après l'Allemagne pour les métaux et produits métalliques, le cuir et les objets en cuir, les objets d'art, et après l'Angleterre pour les combustibles minéraux.

Elle n'occupe que le troisième rang, après l'Allemagne et l'Angleterre pour les textiles; après la Turquie et l'Angleterre pour les huiles, graisses, cires et produits fabriqués avec ses matières; après l'Angleterre et la Russie, pour les produits farineux; après l'Allemagne et la France pour la parfumerie; après l'Allemagne et la France pour les boissons.

Elle se tient loin derrière les autres pays pour les conserves, la confiserie et les denrées animales.

Les textiles et produits métallurgiques, qui sont les principaux aliments de l'activité industrielle d'un pays et constituent en effet les 3/5 de l'importation totale en Roumanie, assurent aux pays qui les importent un courant d'affaires constant, même dans les périodes critiques. Or, pour ces deux gros articles, l'Autriche-Hongrie avait des concurrents plus heureux. De 1894 à 1900, l'Allemagne et la Grande-Bretagne importent respectivement 40,95 et 40,41 o/o des textiles, alors que l'Autriche-Hongrie ne fournit

que 27,27 o/o ; pour les produits métallurgiques, l'Allemagne importe les 27,39 o/o, alors que l'Autriche-Hongrie ne fournit que les 21,18 o/o.

Quelles sont les causes du recul des importations austro-hongroises. C'est tout d'abord le développement de l'industrie roumaine, comme nous le verrons. Mais il y en a d'autres.

Les fabricants d'Autriche-Hongrie sont passifs et laissent la clientèle venir à eux ; ils ne veulent vendre que ce qu'ils fabriquent, et ne veulent pas s'astreindre à produire ce que l'on demande (1) les chefs d'industrie ne se rendent pas eux-mêmes sur les lieux (2) pour risquer le moins possible, ils envoient moins de courtiers, sans les choisir parmi les plus expérimentés, et ils n'ont pas de représentants sur place, ils ne veulent pas consentir à livrer franco de port à toute station ; ils ne savent pas faire crédit ; ils ne s'informent pas assez souvent par les rapports consulaires, enfin et surtout, ils fournissent trop les petits détaillants qui offrent peu de surface au lieu de prendre de grosses commandes (3). A côté de ses raisons d'ordre subjectif, il y en a d'autres d'ordres différents : les industriels austro-hongrois ne tra-

1. Rapports consulaires austro-hongrois dans le Handelsmuseum de 1901.

2. Rapports consulaires : Crajova, 1898, p. 50.

3. Ces renseignements sont puisés dans les nombreux rapports des consuls d'Autriche-Hongrie en Roumanie, entre 1894 et 1901.

vaillent qu'au prix de gros efforts, car ils assument de lourdes charges d'impôts ; ils n'ont pas un système de tarifs de chemins de fer heureusement combiné, et enfin, une réforme de consulats s'imposait (1).

Pourquoi l'Allemagne tend-elle à supplanter l'Autriche-Hongrie ? Les fabricants allemands intéressés sont énergiques et persévérants ; ils suivent attentivement les fluctuations des marchés, qu'ils connaissent à fond grâce aux nombreux voyages de leurs représentants ; qui, d'ailleurs, sont bien appointés et connaissent la langue du pays et les affaires ; ils connaissent parfaitement la technique commerciale ; ils se plient aux désirs de la clientèle et produisent la « camelote » bon marché qui trouve son placement chez les paysans ; ils livrent ponctuellement, franco en gare et sous forme demandée, ils ne ménagent pas la réclame, les visites fréquentes avec échantillons, les expéditions pouvant donner lieu à des rendus, ils font du crédit à long terme, sans grand danger, d'ailleurs, car ils savent à qui ; enfin, il y a une raison particulière à la Roumanie : on sait que le commerce y est surtout entre les mains d'Israélites ; or, les Israélites sympathisent avec la race germanique et parlent un jargon que les allemands comprennent : ceux-ci se voient donc en pays de

1. Karl Grunberg, *op. cit.*, p. 155-158.

connaissance et font alors plus facilement leurs affaires (1).

Signalons aussi les facilités de voyage existant entre Berlin et Bucarest. Tous les jours, il y a un rapide partant de Bucarest pour Berlin et un autre arrivant à Bucarest de Berlin, sans transbordement à l'aller ou au retour.

§ 4. — *Effets de la politique protectionniste
et des traités de 1893 sur le commerce
de la Roumanie de 1894 à 1901*

L'exportation totale de l'Autriche-Hongrie a passé dans cette période de 294.198 millions de lei à 353.831, avec des fluctuations très accentuées : 265.048 en 1895, 324.057 en 1896, 224.180 en 1897, 283.182 en 1898, 149.120 en 1899, 280.000 en 1900. La raison de ces vicissitudes se devine dès qu'on songe au rôle capital que joue l'agriculture en Roumanie. Or, les récoltes ont été bien souvent mauvaises, et quoique les surfacesensemencées aient augmenté, on constata des sauts brusques dans l'exportation des produits agricoles qui ont eu leur contre-coup sur le total des exportations. Nous n'avons d'ailleurs pas retiré de notre convention avec l'Allemagne tout le

1. Rapports commerciaux de France, année 1909, n° 827. Roumanie.

profit que nous en attendions. La guerre douanière russo-allemande n'a pas tardé de s'apaiser, de sorte que la part de l'Allemagne dans l'exportation roumaine, qui était de 35,33 o/o en 1893, tombe subitement à 19,75 o/o en 1894 et ne conserve plus qu'une moyenne de 8,20 o/o de 1894 à 1900, de sorte que, à partir de 1897, l'Allemagne n'occupe plus que le sixième rang pour les céréales et le bétail.

Voici le détail par année des exportations de produits agricoles :

Années	Total absolu en millions de lei	Pourcentage
—	—	—
1894	261.347	88,83
1895	228.347	86,15
1896	290.194	89,55
1897	193.656	86,38
1898	250.398	88,42
1899	102.223	68,55
1900	218.276	77,96
1901	269.884	76,27

La répartition des exportations suivant les pays ressort des tableaux suivants, le premier emprunté aux statistiques des pays intéressés, le second aux statistiques roumaines : Détaillons un peu cette statistique par nature de marchandises.

Exportations de la Roumanie, par pays de destination, suivant les statistiques respectives des divers pays

Pays de destination	1896	1897	1898	1899	1900	1901	Moyenne 1897-1901
Autriche-Hongrie.....	—	41.770	81.450	31.571	34.993	41.404	46.237
Allemagne.....	—	65.737	42.441	33.926	44.817	59.810	49.234
Italie.....	19.966	10.550	53.507	27.299	32.856	64.109	37.664
France.....	45.095	37.887	41.276	29.830	31.269	27.554	33.563
Angleterre.....	—	—	65.522	52.944	35.475	101.447	63.847
Russie.....	—	3.650	5.059	5.564	4.293	5.826	4.878

Exportations de la Roumanie par pays de destination (statistiques roumaines)

(Milliers de francs)

An- nées	Égy- pte	Suisse	Grèce	Es- pagne	Bulga- rie	Russie	Hol- lande	Serbie	Turquie	Italie	Alle- magne	Angle- terre	Autr.- Hongrie	Belgique
1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1892	22	407	383	447	3.166	3.269	4.213	692	6.790	6.262	30.990	143.713	23.195	41.215
1893	475	583	323	318	2.225	3.033	1.777	932	15.124	20.389	33.236	120.584	31.566	42.978
1894	448	598	664	2.514	3.553	3.600	2.659	862	14.378	14.223	130.976	80.392	37.355	70.006
1895	5	—	607	3.196	5.539	7.011	2.450	735	19.532	3.896	58.084	78.842	42.838	61.359
1896	—	844	507	140	3.900	9.245	4.180	423	10.268	10.631	26.154	75.363	42.066	75.579
1897	264	474	383	1.644	3.905	6.159	4.264	766	11.590	10.340	17.003	111.931	35.698	113.849
1898	105	169	273	1.067	3.906	3.609	1.474	843	7.708	7.107	6.532	54.675	55.406	75.938
1899	31	3	918	1.124	2.962	4.953	3.389	862	14.630	17.749	12.545	37.459	85.849	93.330
1900	179	11	552	192	3.230	5.895	4.359	1.005	13.585	11.263	9.675	10.549	38.444	44.114
1901	299	1.303	189	1.813	3.547	6.232	9.088	865	12.225	16.269	19.195	16.874	44.275	140.546
1901	66	1.275	1.526	—	3.108	6.284	11.729	—	11.526	18.025	39.145	24.439	49.135	174.539

Comme dans la période précédente, la catégorie des substances farineuses constitue le principal contingent de notre exportation, soit les $\frac{3}{4}$. Dans cette catégorie, la farine mérite une attention spéciale, par la place qu'elle commence à prendre. Si, jusqu'en 1886, la farine hongroise nous approvisionnait en partie, la farine roumaine commence alors, grâce à des mesures spéciales, à évincer sa concurrente sur le marché intérieur ; puis elle s'exporte peu à peu. Les légumes et fruits tendent à devenir un article principal.

Pour les céréales, l'Autriche-Hongrie n'est qu'une cliente modeste à côté de l'Angleterre et de la Belgique ; qui d'ailleurs est un pays de transit ; ensuite viennent l'Allemagne et la France. Dans le groupe des produits animaux, la laine n'est plus le premier article et son exportation diminue un peu ; ce sont les produits alimentaires qui l'emportent. L'Autriche-Hongrie reste notre principale cliente pour les peaux et déchets animaux.

Examinons maintenant les conséquences du développement des industries dérivées de l'agriculture et de la sylviculture.

Tout d'abord, l'industrie sucrière. Elle eut au début beaucoup de peine à s'implanter, car les paysans vivaient avec ce préjugé que la culture des betteraves rendait le sol impropre à la culture des céréales et surtout du maïs. Les fabriques ont alors en partie

cultivé la betterave pour leur propre compte et surtout encouragé cette culture en instruisant les paysans, en mettant des semeuses à leur disposition en prenant les ensemencements à leurs frais, etc... (1).

La surface cultivée en betteraves a progressivement passé de 2.270 hectares à 2.840 en 1897, 6.070 en 1898, 6170 en 1899, 12.392 en 1900 et 12.690 en 1901 (2). Aussi la production du sucre suffit-elle aux besoins du pays dès la fin de cette période et l'importation descend de 16.133.752 kilogrammes en 1893 à 537.054 en 1901; l'Autriche-Hongrie voit sa contribution baisser de 13.408 tonnes à 4.092 en 1900, et en valeur de 8 millions de lei à 2 millions.

Quant à la meunerie, elle exporte une moyenne de 21.776 tonnes de 1894 à 1900.

Les fabricants de bière et de spiritueux, avantagés par une prime de 25 francs pour les 100 kilogrammes, commencent à exporter sérieusement. L'exportation en spiritueux passe de 5.420 lei en 1893 à 75.739 en 1894 et à 302.958 en 1901 avec un maximum de 1.835.269 en 1897.

L'exportation du bois et des objets en bois passe de 2.698 lei en 1893 à 17.949 en 1901. Quant à l'importation des bois façonnés et troncs, elle descend de 14.550 tonnes en 1894 à 633 en 1901; celle des

1, Rapport du consul autrichien à Bucarest 1900, p. 14.

2. *Statistica agricola* dans *Monitor Oficial* du 23 juillet 1900 et *Anuarul Statistic* de 1909, p. 148.

meubles et ouvrages en bois de 2.075 tonnes en 1894 à 592 tonnes en 1901.

L'importation des huiles et savons diminue aussi de 11.756 millions à 5.603 en 1900.

Quant aux richesses du sous-sol, on en tire de mieux en mieux parti ; l'exportation du pétrole brut passe de 16.630 tonnes en 1894 à 48.781 en 1900 ; celle du pétrole raffiné de 606 tonnes à 24.612 ; en valeur, le pétrole brut exporté représente 1663 millions de lei en 1893 et 4878 en 1900, le pétrole raffiné 182 en 1893 et 4922 en 1900.

Les progrès de l'industrie roumaine se traduisent par une diminution des importations. De 430.489 millions de lei en 1893, elles descendent à 292436 en 1902 avec un minimum de 216.906 en 1900 et un maximum de 389.908 en 1898. La répercussion se fait sentir sur les recettes douanières à l'entrée, qui baissent de 34.407 millions de lei en 1893 à 27.478 en 1899 et à 16.096 en 1900 ; il faut d'ailleurs tenir compte de l'introduction en franchise des machines et matières premières (loi du 12 mai 1887).

Ainsi, exportation comme importation, tout concourt à démontrer l'essor de l'industrie nationale. Nous pouvons aussi le constater par le nombre des établissements qui ont obtenu le bénéfice de la loi de 1887 ; il s'élève avec une vingtaine de nouveaux par an, à 303 en 1902, dont 137 pour l'industrie du bâtiment, 58 pour les textiles et l'habillement,

37 pour l'industrie alimentaire, 19 pour l'industrie du papier ; du celluloïd et de l'imprimerie et 52 pour l'industrie chimique (1).

La grande industrie compte 625 établissements en 1902 (2).

C'est avec intention que nous avons jusqu'ici négligé de parler du commerce du bétail. Hélas ! ce n'est pas pour ménager d'heureuses surprises à celui qui lirait ces lignes. Voici le tableau des exportations d'animaux, avec la part prise par l'Autriche-Hongrie, part qui diminue alors que celle de la Russie et de l'Italie augmentent.

Années	Exporta- tions en milliers de loi	Part de l'Autriche- Hongrie
—	—	—
1894	6.831	1.451
1895	8.412	1.135
1896	5.335	2.145
1897	2.251	821
1898	4.202	2.376
1899	4.050	141
1900	2.195	207
1901	3.106	262

D'où vient encore cette décadence de plus en plus marquée ? Des agissements de l'Autriche-Hongrie. En effet, signalant un commencement d'épizootie dans

1. *Anuarul Statistic al Romaniei* 1909, p. 542-543.

2. *Anuarul Statistic al Romaniei* 1909 p. 527.

le nord de la Moldavie en 1895, la Hongrie décrète la fermeture de ses frontières à toute la race porcine, même pour le transit. Cette mesure se prolonge pendant toute la durée de la convention. L'Autriche arrive au même résultat par des prohibitions temporaires. Le motif réel de ces exclusions fondées sur des prétextes d'ordre vétérinaire reste toujours identique : Le *Neues Wiener Tagblatt* dit à ce sujet : « Le ministre hongrois du Commerce s'est entretenu avec M. Goluchowsky sur la question de l'importation en Autriche des porcs roumains. Le ministre hongrois a demandé de faire cesser cette importation en Autriche comme on l'a fait en Hongrie, à cause de la concurrence qui en résulte pour nos marchands ».

Ainsi, l'on empêche encore l'entrée du bétail roumain dans des vues purement protectionnistes. C'est un point d'extrême importance, que le gouvernement roumain ne négligera pas dans la prochaine convention, d'autant qu'il fait tout, nous l'avons vu, pour encourager l'élevage national.

CHAPITRE VII

LES TARIFS ROUMAINS DE 1902 ET DE 1906 LA CONVENTION COMMERCIALE AVEC L'ALLEMAGNE DU 8 OCTOBRE 1904

§ 1. — *Nécessité et but des nouveaux tarifs.*

La convention avec l'Allemagne et toutes celles qui étaient conclues sur le même modèle devaient expirer en 1903 si l'une des parties la dénonçait. Mais aucune ne profita de cette clause, car, chez aucune, l'élaboration des tarifs n'était terminée.

Les motifs s'en trouvaient dans le courant de protectionnisme aigu qui traverse l'Europe avec une intensité inconnue jusqu'alors. L'Allemagne avait encore donné le branle. Trouvant qu'une bonne partie de son industrie était insuffisamment protégée par l'ancien régime, elle cherche à remplir les lacunes du passé grâce à une nouvelle conception tarifaire. Et ce n'est pas seulement sur le terrain industriel qu'elle cherche à parfaire l'œuvre commencée : c'est aussi sur le terrain agricole.

Poussée par les agrariens, elle veut augmenter sa production agricole, en taxant les céréales et autres produits du sol. Pour le blé, l'orge, l'avoine, le seigle, elle établit un tarif maximum et un tarif minimum, afin d'enlever au gouvernement le droit de négocier en dessous de ce dernier.

Voici ces tarifs :

Céréales	Régime de 1903 Tarif par 100 kilos en marcs		Régime de 1891
	Maximum	Minimum	
Blé.....	7,50	5,50	3,50
Orge.....	7	4	2
Avoine....	7	5	2,80
Seigle.....	7	5	3,50
Mais.....	—	—	1,60

Le Gouvernement a pu faire passer ce tarif grâce à un compromis avec le parti du travail, représenté dans le Parlement par les socialistes : il a promis de verser l'excédent de recettes douanières provenant de ces augmentations dans la caisse des assurances ouvrières.

L'Allemagne montrait l'exemple : il fut suivi par la Suisse, la Russie, l'Espagne, l'Autriche-Hongrie et même par les Etats qui, auparavant, étaient libre-échangistes, la Belgique et la Hollande. L'Angleterre seule restait fidèle à ses doctrines.

Cette fois, nos tendances coïncidaient avec celles de l'Europe entière. Nous ne pouvions que suivre le mouvement ambiant, sous peine de nuire à nos intérêts. En raison de la situation désavantageuse qui était faite à nos principaux articles, il était naturel que nous cherchions une issue dans l'intérieur même du pays, en donnant plus d'extension à notre industrie basée sur la production agricole.

En dehors des établissements qui pouvaient grandir sous l'égide de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale, tous les autres supportaient difficilement la concurrence étrangère. Une juste appréciation des faits a conduit le gouvernement à baser les nouvelles réformes sur deux principes :

1° Une fiscalité raisonnable; 2° Une protection suffisante accordée au travail national. Pour mieux atteindre ce double but, on a procédé à une déconcentration inconnue jusqu'alors : on a établi 854 articles à la place des 540 du tarif de 1891. On a protégé non seulement les industries existantes, mais toutes celles dont on prévoyait la prochaine apparition. Il y a certainement des réserves à faire sur ce dernier point, car on manquait d'éléments précis pour élaborer un tarif qui répondit pleinement à tous les besoins du pays (1).

Il n'est pas besoin d'analyser ici le tarif préparé

1. Baicoianu, *op. cit.*

en 1904 et mis en vigueur le 1^{er} mars 1906; il n'est que l'aggravation de celui de 1902; il établit une protection encore plus acharnée que d'aucuns même ont trouvé outrancière.

§ 2. — *La Convention avec l'Allemagne*
du 8 octobre 1904

Dès 1904, le gouvernement roumain, en matière de traités, obéissait à deux préoccupations :

1^o Faciliter aux céréales et au bétail, de même qu'aux produits de certaines branches d'industrie, l'écoulement sur les marchés étrangers ;

2^o Veiller à ce que les concessions accordées par les pays étrangers soient en rapport avec celles qu'ils nous demandaient.

Etant donné le caractère prédominant de notre production agricole, il fallait garantir l'exportation de nos céréales par des conventions avec les pays qui, à ce point de vue, présentaient un intérêt pour nous : l'Allemagne et l'Angleterre étaient les plus indiqués puisque leur agriculture est loin de suffire à leurs besoins.

Avec l'Allemagne, on a traité dans les conditions suivantes : l'exportation de nos produits agricoles a été assurée par la garantie du tarif minimum pour les 4 articles sus-mentionnés. Pour le maïs, on a

obtenu une réduction de 5 à 3 marcs et pour l'orge 7 à 1,30. On a également obtenu une réduction pour les 52 articles de la catégorie des bois, des produits farineux et animaux. De même, les taxes sur la benzine ont été abaissées en notre faveur de 6 à 2 marcs et celles de l'huile végétale l'ont été de 10 marcs à 6. Ces concessions portent sur 78 millions de notre exportation en Allemagne, c'est-à-dire sur plus d'un tiers (le total de 1901 à 1903 étant de 320 millions).

En ce qui concerne le bétail, le nouveau tarif est supérieur à celui du passé en ce sens qu'il permet le transit de la viande. Quoique meilleure, cette situation n'est pas semblable à celle que l'Allemagne a faite à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, dont l'état sanitaire n'est pas plus satisfaisant que le nôtre ; ainsi, la Russie a obtenu la faculté d'introduire annuellement pour 120 et l'Autriche-Hongrie pour 80 millions de porcs.

D'autre part, il faut observer que cette fois, on n'a pas accordé à l'Allemagne de taxes inférieures à celles du passé. Ainsi, nous pouvons nous féliciter d'avoir pu assurer l'exportation des céréales pendant douze ans dans des conditions semblables à celles de nos adversaires. D'un côté, nous avons réussi à imposer notre conception tarifaire aux pays avec lesquels nous nous sommes engagés ; d'un autre côté, nous n'avons accordé de concessions que

pour des articles qui ne pouvaient pas nuire à nos intérêts (1).

§ 3. — *Progrès de l'industrie et du commerce entre 1902 et 1910.*

Nous allons juger des effets des nouveaux tarifs très protecteurs et des conventions sur la base de la réciprocité.

Etudions d'abord le progrès industriel. De nouveaux établissements, de plus en plus nombreux chaque année, ont obtenu le bénéfice de la loi de 1887 ; il y en a eu 21 en 1893, 22 en 1904, 42 en 1905, 65 en 1906, 67 en 1907, 64 en 1908. A la fin de juin 1909, on en compte 495. « Comme 42 fabriques ont cessé de fonctionner, le nombre des établissements industriels encouragés par l'État, en vertu de la loi de 1887, était de 453 vers le milieu de l'année 1909. Addition faite des 53 établissements encouragés en vertu de la loi du de 1906 (mise en vigueur du tarif présenté en 1904), on est en présence d'un total de 512 fabriques (2).

« L'examen des catégories d'industries permet de constater que l'industrie du fer et de la métallurgie

1. Baicoianu, *op. cit.*

2. Toroceano, *La grande Industrie en Roumanie. Dans le Mouvement économique* du 1^{er} juin 1910, vol. XII, p. 30-38.

a progressé, de 1903 à 1907, de 54,2 o/o comme capital fixe, soit environ 18 o/o par an. Une proportion de 58 o/o se remarque pour les fabriques de tissus. Cette progression est due particulièrement à l'industrie des textiles végétaux ; en ce qui concerne la peausserie et les produits similaires ; la progression s'élève à 38,3 o/o. Il s'ensuit donc que la catégorie de l'habillement a progressé de 7.438.866 francs soit de 53 o/o par rapport à 1904. »

Les industries qui se sont le plus développées jusqu'en juin 1909 sont surtout celles des constructions et de l'habillement (1).

A la suite de la loi d'encouragement à l'industrie de 1887, du régime douanier très protecteur de 1906 et surtout de l'utilisation des résidus de pétrole comme combustible, les étrangers associés à des Roumains, ont fondé et fondent encore tous les jours des établissements métallurgiques, des verreries, des fabriques de ciment, dont les produits commencent à faire concurrence aux produits similaires de l'étranger. Ainsi, on calcule que la métallurgie nationale couvre à peu près la septième partie de la demande locale et la verrerie le quart. Quant au ciment, le droit protecteur dont il jouit lui assure un quasi monopole ; seules, certaines villes du nord du pays, situées en dehors du rayon des fabriques natio-

1. Extrait de *Studiu si rapoarte asupra Industriei mari* 1909 publié par le Ministère ds l'Industrie et du commerce.

nales sont encore accessibles à l'article similaire étranger (1).

Comme industrie nationale du coton et de la laine, on compte 8 corderies ayant un capital de 2 millions de francs. La valeur des produits fabriqués se chiffre par environ 2 millions 1/2 de francs. Il existe en outre 9 filatures de coton, de lin et de chanvre avec un capital de 5 millions 1/2 de francs, 1.500 ouvriers et 2.000 métiers mécaniques. Le coton, importé d'Angleterre pour une somme de 3.100.000 francs est transformé en produits évalués à 8.800.000 francs. Enfin, 6 fabriques de drap, au capital fixe de 7 millions de francs occupant un millier d'ouvriers et livrant à la consommation des produits estimés à 6 millions de francs. soit environ le tiers des articles similaires importés de l'étranger.

Quant à la tannerie, aujourd'hui, on compte dans le pays 27 fabriques de cuir avec un capital fixe de 4 millions de lei et occupent 1.800 ouvriers. En général, ces fabriques ne produisent que des articles de qualité inférieure, et pour les articles fins, la Roumanie est encore tributaire de l'étranger et particulièrement de l'Autriche-Hongrie. En 1907, la production nationale s'est chiffrée par 18 millions de lei.

Quant à l'industrie sucrière, il existe actuellement

1. Rapport consulaire belge 1911.2.152 1^{re} Livraison.

5 fabriques de sucre avec un capital de 24 millions de francs, leur production annuelle s'élève à 31 millions de kilogrammes environ.

Enfin, le tarif de 1906 a permis aux fabriques de chocolat de se développer rapidement. On en compte 7 dont les produits, évalués à 1 million de francs, couvrent à peu près les besoins de la consommation nationale.

Passons à l'industrie du bâtiment et connexes.

Il y a 7 fabriques de verre à vitres, 1 fabrique de bouteilles et 2 gobeletteries, avec un capital de 1.800.000 francs et un personnel de 1.200 ouvriers, dont la moitié sont des étrangers, pour la plupart originaires de la Bohême. En 1907, la production nationale s'est chiffrée par environ 2 millions 1/2 de francs pour les bouteilles et un million pour le verre à vitres. Les fabriques se trouvent dans une situation difficile, parce que le marché dont elles disposent est restreint et qu'elles sont obligées de faire venir de l'étranger la plupart des matières premières.

Il existe encore 18 briquetteries mécaniques produisant annuellement 250.000 tonnes évaluées à 3 millions de francs. Malheureusement la Roumanie qui, à l'exception de la Dobroutcha, est très pauvre en argiles, est tributaire de l'étranger pour la matière première. Neuf fours à chaux livrent annuellement à la consommation 50.000 tonnes de leurs produits,

évalués à 1 million de francs et occupent 3.000 ouvriers.

A la suite de l'activité dans la construction durant ces dernières années, l'industrie du ciment s'est développée rapidement et se voit obligée d'exporter une partie de sa production. Avant 1900, on ne rencontrait en Roumanie que 2 fabriques de ciment, dont l'une située à Braila, livrait à la consommation 30.000 tonnes et l'autre à Azunga, dans la vallée de la Prahova, 6.000 tonnes seulement. Depuis, on a créé 3 nouvelles fabriques de ciment, dont une belge. Elles sont en mesure de produire respectivement 36.000, 15.000 et 20.000 tonnes. En 1909, le ministère de l'Industrie estimait la production annuelle à 200.000 tonnes dont 50.000 suffisaient amplement à couvrir les besoins locaux. Les fabriques de ciment jouissent des privilèges de la loi de 1887 et sont protégées, en outre, par un droit d'entrée de 4 francs par 100 kilogrammes.

C'est l'industrie du pétrole qui a eu l'essor le plus remarquable. Des sociétés se constituent chaque année pour l'exploitation des gisements ou pour le raffinage. La plus importante est sans contredit la *Steaua-Romana*. Elle possède un capital nominal de 50 millions de francs dont 30 millions en actions et 18.600.000 en obligations. Il a été constitué pour la plus grande partie par le consortium de banques gravitant autour de la « Deutsche Bank » et, pour la

plus petite, par un syndicat français. Viennent ensuite dans l'ordre d'importance : *Concordia* avec un capital nominal de 25 millions de francs appartenant au groupe de la Disconto-Bleichroder-Italo-Romana et, pour une minime partie, à un groupe anglais ; *Regatul Roman*, avec un capital de 24 millions, et *Astra*, au capital de 5 millions, deux sociétés qui se sont fusionnées et dont la première était une création de la Schaffhausner-Dresdner Bank et de l'Union Parisienne, et la seconde de banques hollandaises ; la *Romano-Américana*, avec un capital de 12 millions 1/2 de francs ; l'*Internationale*, société hollandaise, qui a réduit son capital de 12 millions à 6.300.000 francs ; l'*Aurora* ; les sociétés *Columbia* et *Aquila Franco-Romana*, au capital respectif de 6.700.000 et 6 millions de francs appartenant à un groupe de banques françaises ; la société *Trajan*, avec 5 millions de francs, le *Crédit pétrolifère* avec 6 millions et la *Véga* avec 5 millions, qui ont été créées par la banque commerciale hongroise et la banque Marmorosch Blank de Bucarest ; enfin, l'*Anglo-Romanian Petroleum Comp.*, au capital de 4 millions de francs, qui appartient à un groupe de capitalistes anglo-belges.

D'après la nationalité, le capital des sociétés pétrolifères se répartit de la façon suivante : allemand, 130 millions de francs, roumain 50, français 36, hollandais 32, italien 18, américain 23, anglais 15,

belge 12 et austro-hongrois 3 (1) M. Toroceano (2) donne des chiffres un peu différents (1908) ; il attribue aux capitaux allemand, 93.450.000 francs, roumain 35.020.000, français 33.400.000, hollandais 26.079.000, américain 15.000.000, italien 13.600.000, belge 9.150.000, anglais 6.550.000 et austro-hongrois 5.150.000.

En 1909, la production s'est élevée à 1 million 296.403 tonnes dont 1.221.642 extraites de la province de Prahova, en 1910, elle atteint 1.352.289 tonnes soit une augmentation de 4,5 0/0.

Les raffineries ont traité en 1909 1.085.297 tonnes de pétrole qui ont donné 18,1 0/0 de benzine, 23,8 0/0 de pétrole lampant, 3,2 0/0 d'huile minérale et 52 0/0 de résidus. De cette quantité 520.649 tonnes ont été consommées dans les pays et le restant a été exporté (1). Le pétrole et ses dérivés sont de plus en plus utilisés comme combustibles par l'industrie : les moteurs Diesel revenant 3 fois moins cher que les moteurs à vapeur (3).

D'après les calculs faits par M. Costinesco, ministre des Finances; la création d'une industrie nationale et la suppression de l'importation obtenue

1. Rapport consulaire belge déjà cité.

2. Toroceano, *Capitaux investis dans l'industrie du pétrole dans le Mouvement économique 1910*, vol. XII, p. 89.

3. V. *la Grande-Industrie en Roumanie* de M. Toroceano, déjà cité.

au moyen de l'élévation des droits de douane a donné au pays, pour cinq articles seulement, un bénéfice de 52 millions par an.

Ainsi pour donner quelques exemples :

Sur la farine, dont nous aurions importé 14.000.000 kilos, si nous n'avions pas une industrie indigène, nous gagnons.....	5.600.000 lei
Sur le sucre.....	7.800.000 —
Sur le pétrole raffiné.....	3.840.000 —
Sur l'huile minérale.....	1.100.000 —
Sur l'industrie du pétrole en général.....	6.813.000 —
Sur le ciment.....	1.336.000 —
Sur le bois.....	8.000.000 —

Le gain résultant d'industries pour lesquelles la consommation se partage entre la production étrangère et la production indigène est encore plus grand (1).

Les chemins de fer se sont singulièrement développés pour favoriser les transports nécessités par cette industrie florissante ; notre réseau atteint 3.180 kilolomètres en 1910 et dépassera 3.500 cette année. En 1886, ils transportaient 2.067.900 tonnes ; en 1905, ils en ont transporté 23.680.163. Les chaussées se sont multipliées également ; elles ont en 1905 une longueur de 3.046 kilomètres pour les routes

1. Nicolas Xénopol. *La Dette publique de la Roumanie*, dans *la Grande Revue*, 15 août 1910, p. 765.

nationales, 5.152 kilomètres pour les routes départementales, 20.564 kilomètres pour les chemins vicinaux et 13.797 kilomètres pour les voies communales, soit au total 42.559 kilomètres.

« La correspondance intérieure a passé en dix ans (1894-1904) de 8.007.174 lettres à 13.217.332 et le nombre des journeaux de 7.720.797 à 27.450.153.

La correspondance internationale, pendant la même période, a passé de 2.484.273 à 4.711.250 pour les lettres et de 617.900 à 1.454.205 pour les journaux.

Nous constatons la même progression pour les mandats postaux intérieurs et extérieurs, pour la correspondance télégraphique et les téléphones » (1).

Il va sans dire que cette activité dans toutes les voies et moyens de communication est l'indice d'un développement notable de l'industrie ; mais il est aussi l'indice de la progression continue des relations commerciales. C'est celle que nous examinons maintenant.

Voici d'abord le tableau des exportations pour la période 1902-1908, par pays de destination principaux (2).

1. Nicolas Xénopol, *op. cit.*, p. 765.

2. D'après les *Annales du commerce ext.* 1910, 3^e fasc., et les rapports consulaires belges et français y compris les espèces et lingots. Nous avons calculé les proportions.

Exportations et destinations

— 141 —

Années	Total des exportations en milliers de fr.	Allemagne		Autriche-Hongrie		Angleterre		France		Belgique	
		Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o
1902	374.819 (1)	19.752	5,2	44.125	11,7	41.381	11,	11.401	3	204.324	54,5
1903	355.630	14.588	4,1	49.192	13,8	31.302	8,8	10.311	2,8	171.039	47,8
1904	261.872	19.605	7,4	52.764	20,1	25.619	9,7	8.659	3,3	70.499	27,0
1905	457.101	34.675	7,5	41.055	8,9	31.488	6,8	18.551	4	146.844	32,1
1906	491.360	23.780	4,8	31.878	6,4	52.553	10,6	28.175	5,7	152.495	31,0
1907	554.019	56.078	10,1	32.730	5,9	86.387	15,5	32.424	5,8	134.061	24,2
1908	377.900	24.556	6,5	25.890	6,9	40.310	10,6	27.789	7,3	105.770	27,8
1909	420.000										

Années	Hollande		Italie		Turquie		Égypte		Russie	
	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o
1902	13.356	3,5	20.167	5,3	7.388	1,9	632	0,1	5.586	1,4
1903	28.865	8,1	27.025	7,6	9.454	2,6	1.171	0,3	6.195	1,7
1904	34.818	13,2	21.615	8,2	6.318	2,4	1.510	0,5	6.036	2,3
1905	83.400	18,2	47.193	10,3	14.109	3	988	0,2	3.867	0,8
1906	54.840	11,1	91.274	18,5	27.975	5,6	2.806	0,5	2.723	0,5
1907	91.729	16,5	44.366	8	30.922	5,5	4.325	0,7	5.702	1
1908	60.109	15,8	34.378	9,1	19.348	5,2	8.988	2,4	7.891	2,1

1. D'après les Annales du Commerce extérieur.

Le tableau qui précède montre que les exportations ont suivi une progression constante jusqu'en 1908; le faiblissement qu'on observe pour cette année là est toujours dû à la même cause: il y a eu mauvaise récolte, diminution des sorties de céréales et le total s'en ressent considérablement.

En effet, les exportations en céréales étaient de 473.341.000 francs en 1907; elles sont tombées à 282.446.000 en 1908. Pour 1909, la production du blé a été la même à peu près en quantité; mais elle est supérieure en qualité (poids moyen de l'hectolitre: 78 kg. 2 en 1908 et 80 kg. en 1909); la quantité nécessaire à la consommation et aux ensemencements étant d'environ 10 millions d'hectolitres par an, il reste 10 millions pour l'exportation. Quant à la récolte de 1910, elle a été excellente. Il en résulte que la dépression constatée dans le chiffre des exportations pour 1908 n'a été que passagère.

Quant à la part prise par chaque pays dans les exportations roumaines, on constate que la Belgique se maintient au premier rang, et prend un bon tiers des exportations roumaines pour la période 1902-1908; toutefois sa contribution tend à baisser; il faut noter aussi que si la statistique roumaine lui attribue les $\frac{3}{4}$ des céréales, une partie est destinée à l'Allemagne et à la Suisse. La Hollande vient ensuite représentant $\frac{1}{6}$ environ. L'Italie, l'Angleterre suivent, avec $\frac{1}{10}$ chacun, en moyenne. Quant à la

part de l'Autriche-Hongrie, elle diminue de plus en plus, passant de 11, 7 0/0 en 1902 à 5,9 en 1907 et 6,8 0/0 en 1908; elle arrive ces dernières années au rang de la France. L'Autriche-Hongrie importe surtout de Roumanie le pétrole brut, des résidus de pétrole, des troncs de sapin, des légumes et graines, des œufs, des oiseaux de basse-cour, des laines et poils.

Si nous examinons maintenant la nature des marchandises exportées (voir tableau ci-dessous), nous ne serons pas étonnés de trouver comme toujours en tête les graines et farines (5/6). Voici les surfaces cultivées et le rendement en 1908 et 1909 d'après le mouvement économique du 1^{er} juillet 1909.

	Superficie cultivée		Rendement	
	en 1908	en 1909	en 1908	en 1909
	hectares	hectares	hectolitres	hectolitres
Blé	1.801.000	1.689.000	19.316.118	20.000.000
Seigle.....	136.564	128.500	930.491	1.000.000
Orge.....	520.190	580.200	4.536.399	7.000.000
Avoine.....	490.338	515.000	6 165.427	9.000.000
Maïs.....	2.020.345	2.132.345	27.801.220	31.000.000
Colza	13.038	—	91.333	500.000
Lin.....	18.157	—	63.595	75.000
Chanvre	4.905	—	22.408	
Légumineuses et tubercules.	63.272	—	312.320	

1. Voici divers renseignements extraits de la statistique du

Le mouvement économique 1^{er} octobre 1909, nous apprend qu'en 1909, la surface cultivée en blé a diminué (1. 689. 000 Ha), ce qui n'a pas empêché le rendement d'augmenter (20 millions d'Ha). Le n° du 1^{er} octobre 1910 fait connaître que, pour cette même année, l'orge a été cultivée sur une superficie de 549. 391 hectares et produit 10 millions d'hectolitres et l'avoine a été cultivée sur 446.700 hectares et donné une production de 10 millions 1/2 d'hectolitres.

Ministère de l'Agriculture et des Domaines, tout dernièrement parues :

Superficies ensemencées en 1910	Total en 1910 des ensemencements, prairies et plantations.....
Blé..... 1.948.217 hect.	6.036.540 hect.
Seigle..... 173.861 »	Contre..... 5.954.439 »
Orge..... 549.391 »	
Avoine..... 446.760 »	Total sans
Mais..... 1.986.259 »	les plantations 5.878.046 »
Prairies..... 395.600 »	en 1910.

Nombre des cultivateurs en 1910	Surfaces cultivées	
	en 1909	en 1910
3.806 grands	1.851.959 hect.	1.914.767 hect.
1.088.119 petits.....	3.947.311 »	3.963.279 hect.

Exportations par nature de marchandises

(En milliers de francs)

Marchandises principales	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Grains et farines.....	245.800	292.806	276.694	195.943	345.162	415.045	473.342
Produits : animaux, aliment.	11.971	14.143	9.715	6.953	5.356	5.072	6.629
Fruits et légumes.....	26.608	27.912	22.443	6.682	44.882	7.718	12.510
Produits coloniaux.....	3.602	225	95	316	2.865	1.108	1.108
Bois brut et ouvré.....	17.950	19.574	23.061	23.512	27.096	28.390	25.356
Combustibles minéraux, bitumes.....	5.997	3.289	4.562	6.212	8.838	13.349	24.748
Matières textiles et tissus...	2.366	2.549	2.559	2.996	3.392	3.738	2.183
Animaux vivants (y compris chevaux).....	6.682	1.530	3.650	4.627	2.058	1.027	1.149
Peaux, cuirs bruts et ouvrés.	1.405	3.327	1.557	2.180	3.772	2.759	1.237
Métaux bruts et ouvrés....	3.362	2.708	3.254	2.834	2.502	2.105	1.116
TOTAL... ..	353.831	374.819	355.630	261.872	457.101	491.360	554.019

Après les céréales, nous trouvons le bois. Il est expédié en planches, en douves, et en lattes vers la Hollande, la Belgique, l'Egypte, l'Italie et l'Autriche-Hongrie. En 1908, la superficie totale des forêts de Roumanie était de 2.755. 755 hectares. Pour remédier au déboisement, on a voté une nouvelle loi forestière et interdit l'exportation du chêne et du noyer, ce qui amènera une diminution du trafic.

Le troisième article est le pétrole : l'exportation augmente dans des proportions de plus en plus fortes. Pour les produits raffinés du pétrole, le pétrole lampant et la benzine, les meilleurs clients de la Roumanie sont : la France qui prend le $\frac{1}{4}$ du total, l'Angleterre qui enlève presque un quart, l'Egypte, l'Allemagne, la Turquie et la Belgique.

Le pétrole brut et les résidus sont surtout expédiés en Angleterre, Hollande et Autriche-Hongrie. Constantza est le port d'embarquement du pétrole. Il a été doté d'installations très perfectionnées en vue du chargement rapide des bateaux-citernes.

Céréales, bois et pétroles constituent les $\frac{4}{5}$ des exportations. Mais on sait que notre pays commence à envoyer à l'étranger des farines (en moyenne 10 millions), du sucre du ciment et du verre. Son exportation en peaux et cuirs tend plutôt à augmenter. Le total de ces exportations secondaires fait plus de 25 millions par an.

Mais le point navrant est toujours le bétail. Malgré

tous nos efforts, l'exportation ne fait que diminuer. L'attitude de l'Autriche-Hongrie a jeté l'élevage dans le marasme jusqu'à ces toutes dernières années. Cette branche de notre activité nationale a d'assez chauds partisans pour que toute l'économie de la convention passée en 1909 avec notre voisine pivote autour de cette question.

Passons maintenant aux importations.

Importations (1)

		PAYS DE PROVENANCE							
	Total des importations en milliers de fr.	Allemagne		Autriche		Angleterre		France	
		Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o	Montant	o/o
1902	23.545 (1)	80.183	28,3	69.675	24,6	55.440	12,5	17.007	6,0
1903	269.424	78.446	29	74.381	27,6	43.105	15,9	16.294	6,0
1904	311.322	91.784	29,4	92.945	29,8	45.064	14,5	17.810	5,8
1905	337.538	91.400	27	96.097	28,5	50.886	15	16.748	4,9
1906	422.114	142.204	33,6	119.387	28,2	62.680	14,8	19.413	4,5
1907	430.504	147.532	34	105.272	24,4	69.880	16,2	20.374	4,7
1908	414.100	140.811	34,3	94.988	22,9	66.770	16,2	23.288	5,6
1909	368.322	124.659	33,8	85.756	21,6	57.775	15,6	23.677	6,4
		Turquie	o/o	Belgique	o/o	Russie	o/o		
1902	19.839	9.234	3,2	5.147	1,8	6.422	2,2		
1903	14.193	10.889	4,0	5.673	2,1	8.652	3,2		
1904	16.204	9.219	2,9	7.180	2,3	8.139	2,6		
1905	14.524	12.881	3,8	7.497	2,2	8.937	2,6		
1906	18.212	15.848	3,7	10.732	2,5	10.336	2,4		
1907	20.458	18.593	4,3	14.096	3,3	9.439	2,2		
1908	21.540	14.291	3,4	12.922	3,1	12.535	3,1		

1. D'après les Annales du Commerce extérieur 1910 — 3^e fasc.

Importations (en milliers de francs)

Marchandises principales	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Métaux bruts et ouvrés....	47.764	48.451	55.722	82.946	93.279	126.354	159.586
Matières textiles et tissus..	141.930	134.613	109.367	118.205	115.547	145.075	142.206
Grains et farines.....	4.572	5.176	5.486	6.781	19.808	6.653	2.656
Fruits et légumes.....	2.164	2.068	4.119	4.042	4.997	4.916	22.474
Produits coloniaux.....	13.260	7.245	10.573	10.695	9.306	14.173	
Peaux, cuirs bruts et ou-							
vrés.....	13.260	15.041	12.050	10.074	11.052	18.193	16.040
Carrosserie.....	1.444	600	859	1.700	3.610	23.648	12.740
Bois brut et ouvré.....	2.199	2.754	2.832	3.288	5.467	6.083	8.885
Poterie, verres, matières							
minérales.....	4.991	5.777	5.621	6.001	6.814	7.063	8.072
Produits chimiques.....	11.807	6.678	5.341	5.983	6.581	7.095	6.529
Produits animaux alimen-							
taires.....	4.284	4.353	6.268	6.265	7.062	5.844	5.569
Huiles, graisse, cire et déri-							
vés.....	8.041	7.506	9.001	8.283	9.988	8.344	5.182
Déchets et produits ani-							
maux.....	186	324	615	1.021	290	405	5.096
TOTAUX.....	292.43	283.345 ^f	269.924	311.372	337.538	422.114	430.509

Si l'on jette un coup d'œil sur le premier des tableaux ci-dessus, on voit que les importations ont suivi de 1902 à 1907, une marche ascensionnelle ininterrompue pour subir un léger recul en 1908, qui s'accroît en 1909, mais ce recul est loin d'être proportionnel à celui des exportations. C'est là un symptôme fort encourageant : il montre que la puissance d'achat de la Roumanie ne se mesure plus uniquement à sa production agricole. La raison de la progression première des importations se trouve dans le développement de notre industrie nationale, qui exige de plus en plus de machines et matières premières. Et, en effet, parmi les 35 catégories qui constituent ses importations, les quatre suivantes représentent les 60 o/o de la valeur totale :

1° Métaux et ouvrages de métaux ;

2° Textiles végétaux et dérivés ;

3° Machines.

4° Laines, poils et ouvrages faits avec ces matières.

Mais, d'autre part, les progrès de notre industrie nationale, provoqués par le tarif de 1906, ont fait diminuer les achats d'objets fabriqués, de telle sorte que ces mêmes progrès expliquent le calcul actuel des importations après avoir expliqué leur augmentation passagère. En effet, les diminutions les plus importantes portent sur les métaux et ouvrages en métaux (86 millions en 1909 contre 100 en 1908), les machines (32 contre 38), les voitures et véhicules (8 contre 14),

les matières textiles végétales et dérivés (66 contre 75)
les confections (18 contre 21), les céréales (4 contre 7)
les laines et ouvrages en laine (31 contre 38).

Si l'on examine le tableau des importations par pays dans le cours de ces dernières années, on est frappé des progrès réalisés par l'Allemagne. Jusqu'en 1905, elle n'occupait dans la liste des pays importateurs que le second rang et venait assez loin après l'Autriche-Hongrie; elle prend l'avant en 1906 et importe depuis lors plus du 1/3 de ce qu'il faut au pays. Même en 1908, année de dépression pour le commerce, presque toutes les catégories de la statistique accusent un progrès des importations allemandes et le léger fléchissement dans le total de celles-ci provient d'une réduction, comparativement à l'année 1907, de 22 millions de francs dans les commandes du ministère de la Guerre. En 1909, les importations allemandes sont inférieures de 16 millions par rapport à celles de 1908; mais elles n'ont pas baissé proportionnellement à la diminution générale.

Si l'on excepte les produits du sol, pour lesquels l'Autriche-Hongrie, grâce à sa situation géographique détient la première place, l'Allemagne bat ses concurrents dans la plupart des autres catégories.

Il ne faut pas oublier que les liens politiques que nous avons avec l'Allemagne contribuent beaucoup à la consolidation et au progrès du commerce allemand en Roumanie.

L'Autriche-Hongrie perd une partie du terrain gagné par l'Allemagne et tend à ne plus fournir à notre pays que $1/5$ de ce qu'il demande. Notamment dans la catégorie des métaux et des ouvrages métalliques, qui représente, maintenant, à elle seule $24\ 0/0$ de la valeur totale des importations, son recul est fort sensible et sa participations n'atteint pas $20\ 0/0$ de celle de l'Allemagne.

Le trait caractéristique du commerce anglais en Roumanie est sa stabilité ; le monopole ou quasi-monopole qu'il détient dans la vente des fils de coton, du charbon de terre et des cotonnades de Manchester, le met à l'abri des fluctuations brusques.

La France accomplit des progrès constants depuis quatre ans. Ils s'expliquent par l'enrichissement graduel des classes supérieures de Roumanie, auprès desquelles les articles de luxe français trouvent un placement assuré (automobiles, parfumeries, soieries, etc.,)

A elles seules, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre et la France fournissent les $4/5$ des importations.

Le moment est venu d'aborder le problème de la balance commerciale. A prendre les chiffres bruts des statistiques roumaines, on arriverait à des résultats, non seulement fantaisistes, mais encore déconcertants pour la période antérieure à 1903 : nous en avons expliqué les raisons au début de ce tra-

vail. Depuis cette époque, les statistiques sont plus rigoureuses, mais il est beaucoup d'éléments dont il faut faire état pour les corriger. En s'en tenant aux statistiques officielles, on aurait pour ces dernières années :

Années	Exportations	Importations		Balance
1902	374.819	283.345	+	91.474
1903	355.630	269.924	+	85.706
1904	261.872	311.372	—	49.500
1905	456.101	337.538	+	19.563
1906	491.360	422.114	+	69.246
1907	554.019	430.509	+	123.510
1908	377.900	414.100	—	36.200
1909	420.000	368.322	+	51.678

Mais ce faisant, on ne tient pas compte des fluctuations du marché. La statistique des quantités importées et exportées est plus proche de la vérité, sous un certain rapport :

Années	Exportations	Importations
1902	3.318.260	462.333
1903	3.238.186	470.015
1904	2.269.108	525.294
1905	3.463.945	731.039
1906	4.213.331	734.352
1907	4.199.963	934.792
1908	2.823.000	871.190
1909	» »	716.122

Ni dans l'une ni dans l'autre de ces statistiques n'entrent le transit, les réexportations et le numéraire transporté par voie ferrée.

En ce qui concerne les sorties d'argent, voici quelques indications. « Sur les 97.000.000 représentants des annuités de la dette publique, 82.000.000 au moins vont à l'étranger. »

M. Xenopol estime à 6 millions au moins les annuités des emprunts communaux payées à l'étranger. « A peu près 40 millions de lettres foncières urbaines et 60 de lettres foncières rurales se trouvent entre les mains de capitalistes étrangers n'habitant pas la Roumanie.

« Ajoutons encore les bénéfices réalisés par les grandes banques privées, bénéfices considérables qui font grossir le chiffre de nos paiements à l'étranger. Une bonne partie même des actions de notre première institution de crédit, la Banque nationale... se trouvent entre les mains de porteurs étrangers. Les actions des sociétés d'assurance... se trouvent en grande partie à Trieste, à Vienne, à Berlin.

Nous pouvons dire la même chose des compagnies d'électricité, de tramways, ainsi que des sociétés qui exploitent les forêts, les terrains pétrolifères ou bien qui ont placé leurs capitaux dans différentes entreprises industrielles. »

« Mentionnons encore les revenus des grandes pro-

priétés rurales appartenant à des propriétaires qui n'habitent pas le pays, environ 5.000.000.

« Toutes ces sommes et d'autres encore composent un total de près de 150 millions de francs qui viennent s'ajouter aux sommes que nous devons à l'étranger en échange de nos importations. »

« Or, nous n'avons ni capitaux placés à l'étranger, ni une nombreuse marine marchande, ni ouvriers qui aillent chercher de l'ouvrage hors de nos frontières, ni étrangers qui viennent dépenser leur argent chez nous... Notre commerce d'exportation constitue presque l'unique source d'où nous tirons les moyens qui nous permettent d'acquitter nos dettes envers l'étranger et ce commerce est constitué en très grande partie par les produits agricoles. »

« La conclusion à tirer de cette constatation, c'est que la valeur de notre commerce d'exportation doit être beaucoup plus considérable que celle qui nous est donnée par les statistiques officielles.

L'excédent de valeur de nos exportations sur les importations doit dépasser de beaucoup la moyenne indiquée par les documents officiels. Cet excédent doit varier entre 150 et 200 millions.

On ne s'expliquerait pas autrement la facilité avec laquelle le pays fait face à ses engagements envers l'étranger. On ne s'expliquerait pas non plus

l'accroissement constant de la richesse du pays » (1).

Nous n'avons qu'à nous incliner devant ces conclusions qui font autorité.

1. M. Xénopol. *La dette publique de la Roumanie* dans la *Grande Revue* du 25 août, p. 753 et 755.

CHAPITRE VIII

LA CONVENTION AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE DU 23 AVRIL 1909

On a vu l'essor industriel de notre pays grâce au tarif de 1906 ; on a vu la balance commerciale favorable qui en résulte, tout compte fait ; on a vu aussi les conditions plutôt avantageuses que nous avons obtenues de l'Allemagne en 1904. Pour traiter avec l'Autriche-Hongrie, nous avons donc un « précédent », auquel nous pouvions nous tenir, et nous ne devions pas nous départir de notre tactique, qui consistait à ne rien accorder que contre une concession équivalente.

Or, nous avons remarqué que, si l'industrie est déjà florissante, si l'agriculture donne en général des rendements satisfaisants depuis 1902 ; l'élevage, au contraire continuait à périliter. Si l'on songe que le paysan et le petit propriétaire détiennent 93.45 o/o des chevaux, 90,80 o/o du bétail de race bovine, 78,30 o/o des moutons et des chèvres et 90 o/o des

porcs (1), on voit combien le paysan était lésé par la ruine de l'élevage et quelle œuvre restait à faire sur ce domaine.

Si l'on se rappelle enfin le peu de succès que nous avons obtenu en essayant de créer pour notre bétail des débouchés en Italie et en Orient, ou d'attirer les capitaux étrangers pour industrialiser notre production, on comprendra qu'il fallait forcer les frontières austro-hongroises à s'ouvrir de nouveau devant les produits de notre élevage. Or, l'Autriche-Hongrie avait besoin de nos céréales et nous pouvions nous passer d'elle pour leur écoulement. Il n'y avait donc qu'à lui « tenir la dragée haute » pour obtenir l'admission de notre bétail.

Que l'Autriche-Hongrie ait besoin de nos céréales, nous l'aurons suffisamment démontré en rappelant que les frontières ont dû être entr'ouvertes, même pendant la guerre douanière, pour permettre l'entrée en franchise de nos blés et maïs en Hongrie. Les moulins et les distilleries de Transylvanie importent notre blé, parce qu'il donne une farine supérieure et notre maïs parce que la production d'Autriche-Hongrie est insuffisante. D'ailleurs, en 1906, le gouvernement roumain a prohibé l'exportation du maïs. Aussitôt beaucoup de fabriques d'Autriche-Hongrie ont dû fermer leurs portes.

1. Rapport consulaire belge pour la Roumanie, 1911 p. 41.

Ainsi donc, notre voisine dépend de nous sous ce rapport. Mais nous ne dépendons pas d'elle. Pendant la guerre douanière, nous avons trouvé pour nos blés des débouchés plus avantageux en Angleterre et en Belgique. Depuis, ces pays sont devenus nos principaux clients pour cette marchandise et l'Autriche-Hongrie n'en absorbe plus que 12 0/0.

Par des conventions intelligentes avec les pays qui ont une influence déterminante sur notre exportation de céréales, nous avons sauvegardé nos intérêts de ce côté, et nous étions forts pour exiger de l'Autriche-Hongrie une compensation raisonnable à l'avantage que nous lui laissions de se fournir chez nous, à des prix modérés, des céréales nécessaires à son industrie.

D'ailleurs, l'Autriche-Hongrie semblait s'y prêter à en croire le communiqué quasi-officiel que voici : « La Hongrie a connu une désillusion profonde et une inquiétude générale, quand il a fallu reconnaître qu'à la suite de la guerre douanière elle a plus souffert que la Roumanie : combien peu ont répondu à notre attente les mesures prohibitives contre le bétail et les céréales, mesures qui abritaient de si grandes espérances. Certainement la Hongrie ne tentera pas de contraindre la Roumanie à plier sous ses prétentions ».

Elle devait d'autant moins essayer ce jeu dangereux qu'elle venait, par le compromis austro-hon-

grois, appliqué à partir du 1^{er} juin 1908, de se dégager un peu de la politique autrichienne, avec l'intention de s'en dégager beaucoup plus en 1817. Elle avait donc tout intérêt à rester en bons termes avec la Roumanie, qui est un de ses fournisseurs et un de ses clients principaux.

D'ailleurs la question vétérinaire n'est pas un obstacle, si jamais elle en avait été un. M. Licht n'avait-il pas déclaré en plein parlement autrichien, que notre organisation vétérinaire ne différerait en rien de celle des principaux pays d'Europe ?

D'autre part, l'Autriche-Hongrie a besoin du bétail étranger. Malgré les efforts des agrariens allemands pour développer leur élevage national, celui-ci ne suffit pas aux besoins de la consommation ; l'Allemagne trouve obligée de faire appel à l'importation étrangère et, partant à l'importation autrichienne. Aussi, l'Allemagne ayant compris son incapacité de production et l'Autriche-Hongrie, pour assurer à sa production le débouché de l'Allemagne, ont-elles conclu une convention vétérinaire qui permet à l'Autriche-Hongrie d'écouler son bétail par les voies normales et sans les entraves d'une politique tendancieuse. A son tour, l'Autriche préférant exporter son bétail à des prix rémunérateurs qui lui sont offerts, doit recourir à l'importation. Aussi a-t-elle permis à la Serbie d'introduire de la viande abattue et l'importation serbe augmente constamment jus-

qu'à la guerre douanière (1906). Pourquoi n'avons-nous pas eu le même privilège en fait ? C'est que nous ne voulions pas, comme la Serbie, être sous l'entière dépendance économique de notre puissante voisine. Mais, puisque l'Autriche-Hongrie a besoin du bétail étranger, pourquoi ne pas lui faire admettre le nôtre, à l'égal de celui d'autres pays, tout au moins, puisqu'elle reconnaît que notre police vétérinaire présente toute sécurité ?

Pourrait-elle nous objecter que l'entrée de notre bétail chez elle lui créerait des difficultés d'ordre vétérinaire pour l'introduction du sien en Allemagne. Nous répondrions par des affirmations de M. Licht et par cet argument surtout que l'Autriche-Hongrie n'a pas craint d'admettre dans une certaine mesure le bétail russe chez elle, alors que l'organisation vétérinaire de la Russie est moins sérieuse que la nôtre.

Mais il fallait vaincre cependant des résistances acharnées. Les agrariens austro-hongrois ne cessaient de mener la campagne la plus active, nous allions dire la plus égoïste, contre l'introduction, non seulement du bétail vivant, mais même de la viande fraîche ? Car, on pourchassait même la viande fraîche, depuis que l'Allemagne avait inauguré le système de l'exclusion du bétail vivant, dans ses derniers traités.

Mais il fallait aussi compter avec la duplicité autrichienne. Voici ce qu'on lit en effet dans une corres-

pondance : « En admettant que la Roumanie ne veuille pas nous accorder un tarif répondant à nos aspirations et persiste à demander, à côté de réductions pour les céréales, l'ouverture de nos frontières pour le bétail et la viande, concession difficile à accorder, car nous serions exposés du côté de l'Allemagne (?), il ne nous resterait, pour ne pas compromettre nos intérêts en Roumanie, qu'à demander la clause de la nation la plus favorisée, qui nous mettrait sur un pied d'égalité avec nos concurrents. Nous accorderions certainement la même clause à la Roumanie, en échange des avantages qu'elle accorde pour certains produits agricoles, mais en excluant toute concession pour les animaux ». Mais, comprenant que la réalisation de ce programme engendrerait des difficultés, le même correspondant continue : « Pour faire prévaloir cette solution du problème ; la question se pose de savoir si, en cas de difficulté, les milieux compétents ne pourraient pas assurer le cabinet de Bucarest des bons offices de la Monarchie pour la réalisation de ses aspirations dans l'Empire Ottoman ».

Cette assertion trahit le but de l'Autriche-Hongrie et les moyens qu'elle avait en perspective pour assurer le succès de sa diplomatie.

Elle ne se pressait pas de conclure la convention, laissant les autres États contracter pour se ménager à elle-même le bénéfice de la nation la plus favori-

sée ; elle attendait les propositions de peur qu'une attitude intransigeante de notre part sur le terrain brûlant du bétail n'amenât un nouveau conflit :

Ainsi, il fallait compter, d'une part, avec les tergiversations intéressées du gouvernement de la Monarchie. Certes, les menées des agrariens ne rencontraient pas un assentiment unanime et les industriels hongrois avaient voté la motion suivante. « Dans une adresse au gouvernement, en 1904, l'association des industriels a déjà eu l'occasion de mettre en relief les intérêts tout particuliers que présente pour l'industrie hongroise le traité de commerce à conclure avec la Roumanie, étant donné que nos exportations dans ce pays, consistant surtout en articles fabriqués, représentant une valeur de 12 à 13 millions de couronnes par an. L'association a montré alors que ce traité de commerce ne devait pas être considéré qu'au point de vue des données statistiques comme on l'a fait jusqu'ici, mais au point de vue des intérêts de notre industrie en pleine expansion et en tenant compte de ce fait que, par suite du lourd mécanisme de notre politique douanière, l'empire d'Allemagne s'adjuge l'exportation de la Monarchie...

Se fondant sur les vœux exprimés par ses succursales, l'association a plus d'une fois fait observer que l'ouverture du marché roumain est une question d'existence pour l'industrie transsylvaine, notamment

celle de Brasso et Szekels. Comme la question du traité de commerce avec la Roumanie traîne en longueur et que des obstacles s'élèvent sans cesse contre le commencement des pourparlers, l'association, vu les intérêts considérables en jeu, prie le gouvernement d'intervenir auprès du ministre des Affaires étrangères pour que le fil des négociations, plus d'une foi rompu sans raison apparente, soit repris au plus tôt, afin que le traité de commerce, pour la sauvegarde des intérêts vitaux de l'industrie hongroise sur les marchés d'Orient, des intérêts nationaux de l'État hongrois et de la situation internationale de l'Autriche et de la Hongrie, puisse être conclu sur la base de l'équité et de la loyauté réciproques » (1).

Les instances réitérées ont fini par amener la conclusion de la convention le 23 avril 1909.

La convention se présente sous la forme de convention additionnelle à celle du 21 décembre 1893, c'est-à-dire que la base en est la clause de la nation la plus favorisée. Deux annexes contiennent des tarifs réduits pour une série de produits agricoles et industriels des deux pays.

L'annexe A renferme la liste des articles du nouveau tarif roumain dont le bénéfice a été accordé à l'Autriche-Hongrie ; ils portent principalement sur

1. *Le mouvement économique*, du 1^{er} juin 1908, p. 33.

des produits industriels. La liste comprend 60 articles englobant 73 taxes, dont 27 sont réduites ; 7 de ces articles comportant 9 taxes étaient déjà engagés par des conventions antérieures avec l'Allemagne, la Belgique et la France, de sorte qu'il ne reste que 53 articles renfermant 64 taxes qui aient donné lieu à de nouveaux engagements.

Enfin, on a de plus accordé des concessions dans 22 notes explicatives ajoutées à divers articles ; 16 seulement de ces notes représentent des concessions nouvelles.

En se reportant à la statistique roumaine de 1907, on voit que les produits favorisés par la convention avec l'Autriche-Hongrie représentent 50 o/o de l'importation austro-hongroise de 2 o/o de l'importation totale.

A ne considérer que les 53 articles nouveaux dont le bénéfice a été octroyé à l'Autriche-Hongrie et pour lesquels elle n'aurait pas joui de la clause de la nation la plus favorisée, on constate qu'ils représentent comme part de l'Autriche-Hongrie 54 o/o de l'importation totale à laquelle ils donnent lieu : Les articles sur lesquels des réductions de taxes ont été consenties représentent 53 o/o de l'importation totale qu'ils régissent comme part de l'Autriche-Hongrie.

L'annexe B de la convention représente la liste des articles du tarif douanier austro-hongrois, dont le

bénéfice a été concédé à la Roumanie. Elle comprend 19 articles englobant 23 taxes qui ont trait aux céréales, raisins frais, graines oléagineuses, animaux, poissons et viandes.

Les moutons, les porcs et la viande sont les seuls produits visés par ces articles qui n'avaient pas encore fait l'objet de conventions de l'Autriche-Hongrie soit avec la Russie, soit avec l'Italie, soit avec la Belgique ou la Suisse. Si ces articles ont été inscrits dans la convention avec la Roumanie, c'était pour ne pas laisser les principaux articles de l'exportation roumaine dépendre de la durée des conventions de l'Autriche-Hongrie avec les autres pays.

Les négociations se sont ressenties du courant protectionniste intense qui traverse aujourd'hui encore l'Europe centrale ; pour le blé, le seigle, l'orge, l'avoine et le maïs, principaux articles de notre exportation en Autriche-Hongrie nous n'avons pu obtenir des taxes plus réduites que celles du tarif minimum.

Il est entendu que les marchandises de provenance étrangère transformées dans les pays intéressés seront considérées comme nationalisées par là-même. Les marchandises venant de l'un ou l'autre pays transiteront en franchise de tout droit de transit.

Les produits de l'un ou l'autre des deux pays ne seront pas soumis à d'autres impositions ou octrois que les produits indigènes.

Les prohibitions à l'importation ou au transit ne pourront être édictées que :

- a) Pour les marchandises qui sont ou seront l'objet d'un monopole d'État;
- b) Pour des raisons de sûreté publique ;
- c) Pour des motifs de police sanitaire et vétérinaire ;
- d) Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui touche les provisions de guerre.

Telles sont les seules additions qui intéressent le commerce.

La convention devait entrer en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 1917, sauf dénonciation douze mois avant l'échéance de ce terme.

En outre, les deux puissances ont échangé des notes pour l'entrée et le transit du bétail, des matières brutes et des produits animaux. En voici le résumé :

1° Liberté complète pour l'importation et le transit des conserves alimentaires en boîtes hermétiquement fermées, de la laine lavée et emballée en sacs clos, des boyaux séchés ou salés, en caisses ou barils clos, du suif et du saindoux fondus, du lait cuit ou caillé, de la caillebotte, des œufs, du fromage et du beurre (n° 1).

2° Importation et transit permis s'il n'y a pas de peste bovine dans le pays d'origine et s'il est prouvé à l'entrée, par certificat de vétérinaire d'État, qu'il

n'y a pas de maladie contagieuse dans la commune d'origine et que la provenance est saine pour :

- a) La laine non lavée emballée en sacs clos ;
- b) Les cornes, os, sabots, peaux, poils et soies à l'état sec ;
- c) Le suif non fondu, en fûts ou en panses.

Permission de transit seulement, dans les mêmes conditions pour la viande fraîche en wagons plombés réfrigérants, de la viande préparée et de la volaille abattue (celle-ci sans certificat) (n^{os} 2 et 6).

Importation permise pour :

- a) La viande salée, fumée, en saumure ou cuite, sauf observation des ordonnances internes ;
- b) Les solipèdes ;
- c) La volaille destinée aux marchés de consommation ou à l'engraissement dans certains établissements spéciaux et contrôlés ; s'il n'y a pas de peste bovine ou autre maladie transmissible dans le pays et dans la commune de provenance depuis quarante jours pour les solipèdes et depuis quatorze pour la volaille, sur présentation d'un certificat de vétérinaire d'État attestant que les animaux sont sains ou les produits de provenance saine et sauf contrôle à la frontière (n^o III).

Mêmes conditions pour le transit de la volaille vivante en cages ou wagons plombés et des solipèdes (n^o VII).

N° IV : « Tant qu'il n'y aura pas en Roumanie de peste bovine et qu'il n'y régnera pas, dans une étendue menaçante, d'autres épizooties dangereuses, dont la déclaration est obligatoire, respectivement, qu'une telle épizootie n'aura pas été introduite de la Roumanie en Autriche ou en Hongrie, l'importation des bêtes bovines, des pores et des moutons sains d'origine roumaine et provenant de territoires non contaminés sera admise dans les territoires des deux États de la monarchie austro-hongroise aux conditions suivantes :

a) Les animaux doivent être accompagnés de certificats d'origine contenant la constatation d'un médecin vétérinaire d'État que les animaux sont d'origine roumaine et qu'ils sont en bonne santé. Il doit, en outre, être prouvé que le territoire d'où ils proviennent est exempt de toute maladie dont la déclaration est obligatoire et qui serait transmissible à l'espèce d'animaux respective ;

b) Les animaux doivent être transportés dans des abattoirs publics pourvus des constructions nécessaires et situés sur le territoire roumain dans le voisinage immédiat de la frontière. Ils y seront visités avant et après l'abattage par des vétérinaires des parties contractantes. Si les animaux vivants ont été trouvés non suspects, l'abattage doit avoir lieu aussitôt que possible après leur entrée dans les abattoirs ;

c) La viande de ces animaux trouvée non suspecte ne peut être transportée qu'à l'état frais des abattoirs, dans des lieux de consommation d'une certaine importance, désignés d'un commun accord, soit directement en wagons plombés, soit sous contrôle, en bateaux jusqu'à la station d'entrée la plus proche et de là directement en wagons plombés;

d) Au lieu de destination, la viande importée sera soumise aux ordonnances sanitaires légales actuellement en vigueur ou à émettre, auxquelles la viande indigène est également soumise dans cet endroit;

e) Les pores abattus peuvent être importés avec ou sans lard; les bêtes bovines et les moutons dans la forme exigée aux lieux de consommation respectifs;

f) L'expédition douanière de ces animaux se fera, conformément à la disposition contenue à l'annexe de la convention additionnelle avant l'abattage dans les abattoirs respectifs;

g) Le nombre total des animaux que la Roumanie pourra importer annuellement de cette manière ne peut dépasser, pour les bêtes bovines :

Dans la 1^{re} année de la Convention : 10.000 têtes

—	2 ^e	—	—	12.000	—
—	3 ^e	—	—	15.000	—
—	4 ^e	—	—	20.000	—
—	5 ^e	—	—	22.000	—
—	6 ^e	—	—	25.000	—

et dans les 7^e, 8^e et 9^e, 35.000 têtes par année.

Pour les pores :

Dans la 1^{re} année : 50.000 têtes

— 2^e — 60.000 —

— 3^e — 70.000 —

— les 4^e, 5^e et 6^e années : 90.000 têtes

— les 7^e, 8^e et 9^e années : 120.000 têtes par année

Enfin, pour les moutons :

100.000 têtes par années.

N VIII. — « Dans le cas de transit, si les conditions pour l'admission à l'importation ne sont pas en même temps remplies, la permission de passer la frontière ne pourra être accordée que dans le cas où les organes compétents de la station d'entrée auront été informés, par les autorités roumaines, que le gouvernement du pays dans lequel ces articles doivent entrer ne s'oppose pas à l'entrée des articles de ce genre. Si, malgré cette autorisation, l'envoi était refusé à la frontière du pays voisin ou du pays destinataire, il serait traité selon les règlements de police vétérinaire autrichiens ou hongrois en vigueur. »

L'importation et le transit pourront être limités à des stations frontières spécialement désignées, afin de permettre le contrôle nécessaire (n° IX).

Le grand point pour nous était que l'Autriche-Hongrie ait consenti à l'introduction de la viande

abattue de nos bestiaux. Espérer obtenir celle du bétail vivant eût été s'illusionner, puisque le gouvernement allemand ne l'autorisait plus dans ses derniers traités et que le gouvernement autrichien suivait son exemple. D'ailleurs, il ne faut pas croire que la monarchie voisine nous faisait là une grande concession :

« L'importation roumaine, lorsqu'elle atteindra son maximum, représentera pour les bêtes à cornes 0, 7 0/0 et pour les porcs 11/2 de toute la consommation austro-hongroise (1). »

On voit à quel point les agrariens pouvaient se tranquilliser. D'ailleurs, leurs théories sur la concurrence tombent à plat lorsqu'on songe à l'expérience faite avec l'importation serbe : « Jusqu'en 1905, l'importation serbe s'élevait en moyenne à 60.000 bêtes à cornes et 130.000 porcs. Malgré cette importation, le prix du bétail a renchéri de 1898 à 1905 de 20 0/0. Depuis 1906, l'importation serbe est tombée au minimum possible ; elle s'élevait en 1908 à 50.000 bêtes à cornes et 26.000 porcs. Précisément, pendant cette période, les prix, au lieu de monter, ont une tendance à la baisse. Les prix du bétail austro-hongrois sont influencés presque exclusivement par des facteurs locaux : développement de la consommation, état des récoltes, prix du fourrage, etc. (1). »

1. Dr Richard Schüller, *les Conventions de commerce avec les Balkans dans le Mouvement économique*, vol. X, p. 3.

D'autre part, « nous n'avons pas encore de grandes illusions en ce qui concerne notre exportation de bétail ; il se passera encore des années avant que nous soyons en état d'exporter de la viande de boucherie de bonne qualité et en quantité suffisante. En attendant, nous devons diriger tous nos efforts à reconstituer le bétail nécessaire, non seulement à l'exportation, mais à notre propre consommation » (1). C'est qu'en effet la guerre douanière l'a frappée, non seulement mécaniquement par la fermeture des marchés étrangers, mais aussi organiquement (2).

Enfin, la convention était conclue et c'était un grand pas que nous avions fait de pouvoir traiter d'égal à égal. Mais les agrariens s'efforçaient de retarder la ratification. Elle n'est intervenue que fort tard et la convention est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1910. On a immédiatement installé un abattoir provisoire à Turnu-Severin, en attendant l'achèvement des grands abattoirs créés dans cette ville. D'ailleurs, par suite de la crise de la viande qui sévit en ce moment en Autriche-Hongrie, crise qui nous ouvre une très belle perspective à l'exportation du bétail en Autriche-Hongrie, plusieurs capitalistes et éleveurs étrangers ont l'intention de s'établir en Roumanie

1. N. Xénopol, *Une nouvelle orientation de l'agriculture roumaine dans le Mouvement économique* vol. XII, p. 269.

2. Karl Grünberg, *Die Handelspol. Bezieh. Oest Ung zu den Landern an der unteren Donau*, p. 86.

pour y acquérir des terrains destinés à l'élevage du bétail. L'application de la convention est trop récente et les statistiques manquent pour juger de ses effets. On peut seulement dire qu'elle ouvre une ère nouvelle.

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'AVENIR AVEC LA HONGRIE

Après deux années d'un régime incertain, les relations entre l'Autriche et la Hongrie viennent d'être stabilisées par le compromis qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1908. « L'ancienne communauté douanière se perpétue sous la forme d'une union d'États, régie par un traité de commerce ; les traités commerciaux avec l'étranger sont « consolidés » jusqu'en 1917, ceux qui peuvent être dénoncés avant cette date ne pourront l'être que d'accord entre l'Autriche et la Hongrie. Ainsi la consolidation du territoire douanier unique et des rapports économiques internationaux jusqu'en 1917 est la préoccupation dominante du traité, quant au présent. »

« Mais la seconde préoccupation, qui fait en quelque sorte contre-poids à la précédente, est le souci de faire table nette en 1917 ; dès aujourd'hui, il est reconnu qu'aucun traité économique avec l'étranger ne pourra être conclu pour une époque postérieure à

cette date, sans ratification constitutionnelle de chaque pays et qu'un seul des deux États pourra à son gré, dénoncer les traités, quand à l'avenir. »

En matière de tarifs de chemins de fer : « l'Autriche, comme la Hongrie du reste, est libre de n'appliquer qu'au commerce étranger des tarifs favorables, pour attirer ce transit à travers l'Autriche ou la Hongrie, et elle peut, à son gré, selon son intérêt propre modifier ses tarifs d'exportation (1) que doit-il résulter de cet état de choses pour la Roumanie ? Qu'il conviendra d'étudier sérieusement le caractère spécial de notre trafic avec l'Autriche d'un côté et avec la Hongrie de l'autre, pour s'entendre avec l'une et avec l'autre, ensemble ou séparément, de la façon la plus satisfaisante pour notre agriculture, notre élevage et notre industrie.

Voici, d'après les dernières statistiques magyares, le mouvement commercial entre la Roumanie et la Hongrie.

En milliers de couronnes

	<u>1905</u>	<u>1906</u>	<u>1907</u>	<u>1908</u>	<u>1909</u>
Importations en					
Hongrie.....	18.043	15.682	13.131	10.720	80.818
Exportations en					
Roumanie.....	22.104	30.136	23.289	23.295	19.511

1. *Le compromis austro-hongrois* par Gabriel-Louis Jaray dans la *Revue économique internationale*, 1908, vol. 1, p. 542 et suiv.

Le total le plus élevé pour les importations de Roumanie avait été de 67 millions de couronnes en 1898; en 1909, l'importation du froment seule atteint cette somme.

Quant aux exportations hongroises à destination de la Roumanie, elles tendent à diminuer dans les fils de coton, les locomobiles et les machines agricoles.

A part celles du froment, les importations de maïs ont aussi augmenté.

Ainsi, on peut dire que le trafic de notre pays avec la Hongrie est très considérable : elle nous prend du froment ($\frac{4}{5}$), du maïs, des bois d'œuvre tendres, de l'orge, des laines brutes, des produits et déchets animaux, des graines de lin, des huiles minérales. On sait à quel point les distilleries et minoteries transylvaines ont besoin de nos produits agricoles. La Hongrie nous envoie des machines, des chevaux, des fils de coton, des ouvrages en fer, des peaux brutes, du fer en loupes et lingots, des tissus et articles de laine et de coton, de la houille.

Les industriels hongrois s'insurgent contre les prétentions excessives des agrariens (1) d'ailleurs mal fondées, nous l'avons vu, et considèrent que les relations avec notre pays sont d'une importance vitale

1. Voir *la situation économique de l'Autriche-Hongrie en 1908 et 1909* par Dr Josef Zawodny, déjà cité.

pour eux, A l'avenir donc une politique s'impose ;
exiger des conditions de plus en plus avantageuses
pour nos importations de céréales et de pétrole en
Hongrie ; s'efforcer d'obtenir le droit d'importer plus
de viande abattue, avec des tarifs de transit avanta-
geux, pour alimenter l'Autriche. Étant donnée la
future liberté d'action qu'aura notre voisine immé-
diate et les prédispositions de ses industriels, il sera
relativement facile d'atteindre ce but.

CONCLUSION

Il s'agit maintenant de porter un jugement sur la politique commerciale respective de l'Autriche-Hongrie et de la Roumanie. Pour l'Autriche-Hongrie ce sera une condamnation. En effet, sa tactique a toujours été une tactique peu loyale, avec des visées de domination ? Sa tyrannie ne s'est pas d'ailleurs exercée qu'à notre endroit. La Bulgarie en a souffert en ce sens qu'elle n'a jamais obtenu de concessions équivalentes aux siennes. Quant à la Serbie, elle a vécu jusqu'à ces toutes dernières années dans une étroite dépendance économique de l'Autriche-Hongrie qui lui imposait des taux de douane très bas pour ses exportations sans lui concéder autre chose que des importations de bétail vivant dans des conditions très difficile pour la maintenir sous son influence constante ; en 1906, la Serbie s'est péniblement affranchie de cette tutelle onéreuse, mais, pour se voir fermer les frontières de sa voisine à plusieurs reprises. Aujourd'hui encore, l'Autriche-Hongrie est pour la troisième fois en guerre douanière avec la Serbie ; elle l'est aussi avec le Monténégro ; elle n'a

consenti que la clause de la nation la plus favorisée à la Bulgarie.

Les appétits de conquête de la monarchie se retrouvent partout, comme aussi sa tactique de toujours méconnaître les intérêts de l'État contractant et de ne jamais accorder que d'étroites concessions en échange de lourds sacrifices. Mais il semble que l'expérience économique ait vérifié le proverbe « Bien mal acquis ne profite jamais. » Les exportations austro-hongroises en Serbie qui avaient atteint entre 1903 et 1905 le chiffre de 34 millions sont descendues à 20 millions ; en Roumanie, elles s'élevaient pendant la période 1876-1886 à 140 millions de lei ; dans les trois dernières années, elles ne se chiffraient que par 125 millions. La part de l'Autriche-Hongrie est descendue, dans l'importation serbe de 60 à 36 o/o ; dans l'importation roumaine de 50 à 28 o/o ; tandis que la part de l'Allemagne s'est élevée en Serbie de 12 à 40 o/o et en Roumanie de 11 à 34 o/o (1).

Quant à la politique commerciale roumaine, on peut la résumer en disant qu'elle est l'œuvre d'un pays à la fois jeune et extrêmement courageux. Jeune, la Roumanie l'est sous bien des rapports : elle l'est en ce sens que sa constitution en puissance autonome ne date que d'un tiers de siècle.

1. Voir les *Conventions de commerce avec les États des Balkans*, par Dr Richard Schuller dans le *Mouvement économique* X, p. 1 et la *Situation économique de l'Autriche* par Dr Josef Zawodny. *Mouvement économique* X, p. 215.

Elle l'est aussi par son organisation économique ; la culture y est encore la principale source de richesse et l'industrie, bien que florissante déjà, n'en est qu'à ses débuts. La Roumanie est encore jeune en ce sens que ses finances, bien que prospères, sont trop à la merci des intempéries. Elle est jeune enfin à un dernier égard : ses hommes d'État et ses agents diplomatiques ont à plusieurs reprises, manqué de multiples connaissances, de la justesse de vues et de l'adresse consommée que nécessite la direction de toute politique extérieure ; ils n'ont pas su profiter des leçons de l'expérience ; ils ont parfois oublié qu'il faut être bien puissant pour oser remonter le courant général au lieu de le suivre.

Mais la Roumanie a fait son salut parce qu'elle est courageuse et que son peuple a témoigné d'une ardeur patriotique admirable. Depuis longtemps désireuse de son indépendance politique, elle a su s'insinuer habilement dans le concert des puissances, mais au prix, hélas ! de son indépendance économique ; puis elle a conquis, les armes à la main, son autonomie complète et s'est alors occupée de son émancipation économique ; comme il est de règle qu'on ne s'évade pas de la sphère d'influence de l'Autriche-Hongrie sans essuyer son humeur belliqueuse, témoin l'exemple de la Serbie, notre pays a dû passer par les vicissitudes d'une guerre douanière ; mais il avait la bonne excuse pour lui et il est sorti victo-

rieux de la crise ; l'industrie de la nation voisine a périclité et la sienne a fait ses premiers pas ; si la guerre douanière a ruiné notre élevage, pour un temps seulement nous l'espérons, du moins nous a-t-elle été salutaire en nous révélant les ressources de notre activité industrielle, à la faveur d'une loi, et d'un tarif protecteurs ; notre industrie a pris un vigoureux essor aussi tout récemment la Roumanie a-t-elle pu traiter d'égal à égal avec sa puissante voisine, triompher de son intransigeance sur un point essentiel et obtenir des concessions pour son élevage qui l'inquiète toujours ; la Roumanie a grevé ses finances de lourdes charges pour faire surgir son industrie et pour seconder son agriculture et son élevage ; mais elle supporte allègrement le fardeau : elle amortit en peu de temps (1). La vitalité du peuple roumain lui permet de résister au renchérissement de la vie qu'on évalue à 80 o/o pendant les dix dernières années (2) ; son patriotisme lui commande de ne pas récriminer. Mais il n'a pas encore fourni tout son effort et il faut avoir le courage de reconnaître qu'il y a du vrai dans ces déclarations d'un consul français : « Il ne faudrait pas croire qu'en Roumanie l'agriculture est accompagnée des petites

1. Xénopol. La dette publique de la Roumanie dans *la Grande Revue*, 25 août 1910.

2. Une loi toute récente vient d'établir des dégrèvements et des franchises pour obvier à ce renchérissement.

industries qui forment un complément de richesses, comme l'élevage systématique des animaux, des volailles, la fabrication du beurre, du fromage, etc... La petite culture y est très négligée ; on sème du blé, de l'avoine, du maïs, de l'orge, de la navette, du lin, etc... Le reste ne compte plus, les animaux servent aux travaux des champs ; lorsqu'ils sont hors d'usage, on les vend pour la boucherie, ce qui, entre parenthèse, fait que la viande de bœuf en Roumanie laisse beaucoup à désirer comme qualité, malgré le semblant d'engraissement auquel on soumet les animaux pendant un court laps de temps ; les vaches ne sont pas assez bien soignées pour en faire de « bonnes laitières » ; le beurre est maigre, par contre son prix est plus élevé que dans nos vieux pays d'Europe ; les volailles sont assez nombreuses puisqu'il se fait un commerce d'exportation d'œufs frais, mais, chose bizarre, dans un pays de céréales, on trouve rarement des poulets gras et en bonnes conditions pour la table. Nous avons également remarqué un état de choses assez curieux : dans ce pays essentiellement agricole, tous les jardiniers sont étrangers, Bulgares ou Serbes ; le Roumain ne sait pas ou ne veut pas cultiver les légumes, il les paie relativement fort cher au lieu de les produire sur sa propriété à très bon compte » (1).

1. Rapport du Consul de France, 1909, n° 827, *passim*.

Ainsi, voilà trois articles importants de notre exportation qui ont besoin d'être perfectionnés et qui sont loin de leur maximum de rendement ; l'élevage, l'entretien des animaux de basse-cour et la culture des fruits et légumes.

Autre point : Sur les 115.761 commerçants de notre pays, il y a 76.340 Roumains, 25.187 Juifs et 14.234 étrangers, et les Roumains, au point de vue de l'importance des affaires, occupent un rang tout à fait secondaire (1). Il faut donc que les Roumains se ménagent une plus large place dans le commerce : ce mouvement se dessine déjà et on commence à abandonner les carrières libérales et administratives pour chercher dans le commerce un moyen d'existence plus rémunérateur. Il faut persévérer dans cette voie.

Enfin, pour donner une assiette solide à nos finances, pour les mettre à l'abri du contre coup des mauvaises récoltes, il faut, c'est un impératif catégorique, non seulement que la Roumanie se suffise à elle-même, mais il faut encore qu'elle devienne un pays de grande production industrielle, un pays d'exportation ; alors toutes les richesses minières et forestières que la Roumanie possède, auront été mises en valeur ; alors l'importation et l'exportation

1. N. Basilescu. L'industrie roumaine dans le mouvement économique. Vol. XI, p. 266.

de ces marchandises auront égalé les importations et les exportations de la Belgique (1). La Belgique, voilà l'exemple sur lequel nous devons toujours avoir les yeux. Nous avons tout ce qu'il nous faut chez nous pour lui ressembler et pour tenir sur la mer Noire, aux portes de l'Orient, le rang qu'elle tient sur la mer du Nord, en Occident. C'est alors que nous jouirons d'une indépendance économique complète et que nous pourrons débattre fermement et fièrement les conditions de nos traités de commerce.

1. Rapport du Consul de France, 1909, n° 827, *passim*.

Vu : le Président de la thèse :

E. ALGLAVE

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

